

**LA FRANCE
ET SA MISSION
SPIRITUELLE**

CAUSA présente

LA FRANCE
ET SA MISSION
SPIRITUELLE

Ouvrage collectif réalisé
par l'équipe du magazine CAUSA

Paris, 1987

Couverture conçue par Albert Renguez
Photocomposition : Jean-Paul Jager

© CAUSA, Paris, 1987

CAUSA

L'organisation CAUSA se voue à une double tâche : d'une part, la résistance au communisme conçu comme le principal obstacle à la paix mondiale et la première menace dirigée contre la liberté des êtres humains ; d'autre part, la promotion d'un réveil spirituel et moral qui respecte les options religieuses individuelles afin de contrecarrer les matérialismes agressifs et dissolvants de la société moderne.

Fondée en 1980 par le Révérend Sun Myung Moon, CAUSA est active dans plus de trente nations d'Europe, d'Amérique et d'Asie. Elle est en grande partie financée par des entreprises et des personnes privées liées à l'Église de l'Unification. Mais elle garde un caractère strictement non-confessionnel, la très grande majorité de ses membres ne faisant pas partie de l'Église de l'Unification.

Les activités de CAUSA se sont déployées tout d'abord en Amérique latine où ses conférences, séminaires, programmes audio-visuels et publications ont touché des centaines de milliers de personnes. Dans cette région du monde où la révolution marxiste est couramment considérée comme la seule alternative au statu quo social, la vision de CAUSA a été reçue comme une contribution décisive et un vecteur d'espoir déterminant.

En 1983, CAUSA a été introduite avec un succès considérable aux États-Unis. Des milliers d'élus nationaux et locaux, de pasteurs, de responsables sociaux, dans l'ensemble des 50 États, ont suivi ses programmes de formation et en ont répercuté les conclusions auprès des membres de leurs associations ou congrégations. À la fin de l'année 1986, CAUSA a lancé une vaste campagne en faveur d'un réveil national et contre le totalitarisme communiste qui a permis de rassembler dix millions de signatures.

Le début des activités de CAUSA en Europe remonte au mois d'octobre 1983. Un programme conjoint fut alors conduit avec la Conférence mondiale des médias qui organisait un voyage d'investigation sur le développement des mouvements pacifistes européens pour une centaine de journalistes venus du monde entier. À cette occasion, un séminaire CAUSA fut tenu à Paris. Depuis lors, la capitale française a été choisie comme le siège central des activités de CAUSA en Europe.

Parmi les différents projets promus et soutenus par CAUSA, l'on compte l'Institut CAUSA qui se consacre à l'approfondissement des questions idéologiques ; le Conseil international de sécurité (ISC) qui est axé sur les problèmes de géopolitique ; l'Association pour l'unité de l'Amérique Latine (AULA) qui rassemble des hommes d'État actifs ou retirés de leurs fonctions pour étudier en commun des solutions d'avenir pour l'hémisphère occidental ; la Fondation mondiale d'aide sociale qui conduit des actions d'assistance alimentaire et médicale dans le Tiers-Monde (Bolivie, République Dominicaine, Pérou, Salvador, Honduras, Philippines, etc.).

En France, un magazine bimestriel intitulé CAUSA est publié depuis la fin de l'année 1984. De nombreux séminaires et conférences ont été tenues à Paris et en province. Au début de l'année 1987, CAUSA a ouvert un centre dans le XIV^e arrondissement de Paris comprenant une salle de conférences et des bureaux administratifs. Une importante action dans plusieurs villes de province est également programmée.

Introduction

Dans un monde profondément déchiré par les conflits territoriaux, ethniques, linguistiques ou religieux, la question nationale est plus actuelle que jamais. Loin d'avoir été émoussées au contact de la modernité, les pulsions nationales ont gardé toute leur vivacité. On les retrouve à l'origine des plus beaux élans libérateurs aussi bien que des débordements de haine les plus tragiques. L'héroïque Pologne du mouvement Solidarité, d'une part ; la spirale de la terreur palestinienne, d'autre part.

Le fait national, c'est un peu ce Janus à double face, cette réalité complexe dont il est parfois difficile de savoir s'il sortira le pire ou le meilleur. Ainsi donc convient-il de tirer les leçons de l'histoire. Quelles ont été les conditions de bon et de mauvais usage de l'idée nationale ?

En Europe occidentale, c'est au Moyen Âge que se formèrent les grands États occidentaux autour de leurs rois. Progressivement, la nation s'y affirma, pour l'individu conscient d'appartenir à son groupe familial et au corps universel de la chrétienté, comme une catégorie intermédiaire permettant l'apprentissage de la solidarité et du don de soi pour un but plus élevé.

Le christianisme des premiers temps, en guerre avec les autorités établies, avait négligé cette dimension pourtant indispensable. Pour les Pères de l'Église, le chrétien était essentiellement le citoyen d'une cité d'un autre monde, qui s'opposait à sa patrie charnelle. Mais, quand il revint au christianisme d'assumer la direction spirituelle et l'encadrement moral de la société occidentale, il fallut permettre la « redescente » de ce concept de patrie spirituelle du ciel vers la terre, comme le souligne le médiéviste Ernst Kantorowicz. Dans cette perspective, le royaume national allait désormais incarner l'objet idéal digne de tous les sacrifices jusqu'au don suprême : mourir pour la patrie.

Dans ces sociétés chrétiennes où le droit divin des monarques nationaux créait une légitimité transcendante, un certain équilibre naturel était préservé entre le vertical et l'horizontal, l'universel et le particulier. Mais la laïcisation du principe national, consécutive à la Révolution française, détruisit cette connexion vivante à l'universel et à l'éternel. S'érigeant en absolu exclusif de toute autre forme d'absolu, beaucoup de nationalismes modernes sont devenus de dangereuses machines qui tournent à vide. Car la patrie qui mobilise toute la capacité de sacrifice de soi de l'individu après avoir refoulé Dieu dans Son ciel, a toutes les chances de se transformer en nouveau Moloch. En ce sens, les convergences entre jacobinisme et national-socialisme mériteraient un approfondissement théorique. Hitler fils de Robespierre ? L'idée peut sembler absurde a priori. Mais s'est-on donné la peine de considérer à quels avatars a pu donner lieu le nationalisme passionné que l'« Incorruptible » et ses amis couplaient avec un universalisme privé de ses attaches transcendantes, parodie de l'universalisme chrétien ? Un autre grand totalitarisme, qui revendique à la fois l'union des prolétaires du monde entier et l'action violente pour la « libération nationale », se souviendra des leçons de la Révolution française.

Dans l'émergence de l'idée nationale sous ses formes les plus élevées comme les plus pernicieuses, la France a incontestablement joué un rôle de pointe. Depuis l'époque où, par le baptême de Clovis, le peuple des Francs fut voué au service de l'Église du Christ, et même en remontant encore plus loin dans notre histoire, il y a une vocation spirituelle de la France. L'objet de ce livre est de renouer avec le droit fil de cette tradition qui donna à notre pays une place à part au sein de la chrétienté occidentale.

Dans une première partie intitulée *Gesta Dei per Francos*, nous avons repris la célèbre formule signifiant que l'histoire de France est avant tout, au sens propre du terme, une histoire sainte où l'action divine trace un dessein providentiel, mais aussi où l'erreur des êtres humains vient contrarier les plans les mieux établis. Chaque nation a ses démons qu'il lui faut apprendre à exorciser. La France n'échappe pas à cette règle. Il nous fallait donc ici aussi retracer les évolutions négatives de ces derniers siècles qui ont empêché notre pays de se réconcilier avec lui-même.

Dans une seconde partie, « Les trois défis du monde moderne », nous nous sommes attachés à examiner les problèmes du présent et de l'avenir. Comment la société française peut-elle faire face à la crise globale du monde moderne dont la montée du communisme, le déclin des Églises et l'effondrement des valeurs traditionnelles sont les manifestations les plus spectaculaires ?

I^{ère} partie

**GESTA DEI
PER FRANCOS**

Il est naturel pour chaque être humain d'entretenir une relation privilégiée avec sa patrie, de la tenir pour unique et exceptionnelle entre toutes. Mais ne serait-ce pas encore plus vrai pour les Français dans leur relation avec la France ? « La France », écrit Gaston Bonheur, « se croit volontiers prédestinée. Lorsque Dieu créa le monde, il n'est pas possible qu'Il ne se soit pas un long moment appliqué, et peut-être en tirant la langue de satisfaction, à cet hexagone tempéré, bordé par juste autant de terres que de mers, et si équitablement partagé entre l'hiver et l'été qu'il semble qu'on ne quitte jamais tout à fait le printemps ou l'automne.

(...) Comment ne pas imaginer une espèce de plan divin – en tout cas chrétien – présidant à la distribution des terres et des latitudes, pour que soient si judicieusement prévus les greniers à blé, les coteaux à vigne, les terrasses à oliviers, c'est-à-dire les trois ressources indispensables à la messe, puisqu'elles lui apportent le pain, le vin et l'huile. Comme si Dieu avait mis au monde Sa fille aînée avant Son fils aîné ».

Le sentiment d'être né en terre d'élection, si propre aux Français dans le secret de leur cœur, n'est pas seulement dû à une géographie particulièrement généreuse, mais il plonge ses racines dans une histoire qui a placé maintes fois la France à la pointe de l'aventure humaine. Et cela dès les temps les plus reculés.

L'historien Pierre Chaunu note que l'émergence de l'espèce humaine actuelle, il y a environ quarante mille ans, coïncide avec l'apparition des premières tombe intentionnelles, accompagnées d'offrandes, et des premiers rites funéraires, c'est-à-dire la naissance d'une conscience proprement religieuse de l'au-delà. Or, sur les cinq sites les plus anciens relevés à ce jour, trois sont « français » : La Chapelle-aux-Saints en Corrèze, Li Ferrassie en Dordogne et le Mas-d'Azil en Ariège.

En outre, les premières manifestations du sens de l'art apparaissent dans l'aire franco-cantabrique avec les magnifiques fresques murales qui ont stupéfait autant qu'émerveillé le monde. De cet art premier, la France avec le Nord de l'Espagne, a eu la meilleure part durant une période qui s'étend sur 200 siècles, de -30 000-10 000.

Sans doute nos ancêtres Cro-Magnon n'étaient-ils pas conscients de leur « citoyenneté » française. Leur terre était la France d'avant la France. Mais le rôle prépondérant qu'ils ont pris dans l'éveil à la sensibilité artistique et religieuse de l'humanité est sans nul doute inscrit dans le versant obscur de notre mémoire, dans cette partie d'inconscient collectif où la nation s'enracine.

Autre trait fort significatif : si les Français ne représentent plus maintenant que 1 % de la population mondiale, 15 milliards d'êtres humains sont enterrés sur notre sol, sur les 300 milliards qui ont vécu sur cette terre, soit 5 % de l'ensemble, soit encore le pourcentage démographique représenté aujourd'hui par des superpuissances comme les États-Unis ou l'URSS.

Nous avons sous nos pieds le sol qui contient, proportionnellement aux vivants, le plus grand nombre de morts. Ce trait singulier n'a certainement pas été non plus sans marquer lourdement le destin de la France.

I

Naissance d'une nation au service de Dieu

La première question qui se pose à nous est de savoir comment tracer avec précision nos origines ? D'après le grand spécialiste du Haut Moyen Âge, Ferdinand Lot, c'est de 500 à 800 que la Gaule est devenue la France. D'autres historiens préfèrent nuancer cette assertion en disant plutôt que c'est alors que la Gaule romaine est devenue le royaume des Francs, matrice dont sortira, vers les XII^e-XIII^e siècles, la France entrée de plein pied dans la conscience des Français, la France royale pour laquelle les chevaliers de Bouvines offriront leur vie sans hésiter.

La France sur les fonts baptismaux

De toutes les manières, c'est au tournant du V^e et du VI^e siècles que se noua notre destin, à une époque où l'Europe occidentale s'était effritée en une douzaine de royaumes barbares, sur les ruines de l'Empire romain.

L'événement capital fut la conversion du roi des Francs, Clovis. Si l'on en croit la chronique de Grégoire de Tours, c'est à l'occasion d'une bataille contre les Alamans, à un moment où il désespérait de la victoire, que Clovis fit appel au Dieu de Clotilde, sa femme catholique, et il lui promit de se faire baptiser s'il daignait lui accorder la victoire. À la suite de cette injonction, affirme Grégoire de Tours, les Alamans tournèrent le dos et s'enfuirent.

La conversion de Clovis devait être un fait capital pour l'avenir de l'Europe. Pour la première fois, un souverain barbare optait pour la religion des populations romanisées vaincues. Dès lors, l'Église soutint de tout son poids le roi des Francs dont elle fit son champion, le « nouveau Constantin » guidant le monde chrétien vers de nouvelles perspectives glorieuses. Chez les chrétiens d'Occident, l'espoir renaissait...

Forts du soutien de l'Église, qui était devenue le principal refuge de la société civile et de l'héritage romain dans le naufrage de l'Empire, les Francs affirmèrent leur hégémonie sur l'Europe occidentale tout au long des siècles suivants. Le Royaume franc se posait en noyau fédérateur de l'Occident chrétien. Il était la puissance investie d'une mission sacrée : unifier et organiser cette part de chrétienté qui se reconnaissait dans l'héritage de Saint Augustin, donner corps à sa vision grandiose d'un nouveau monde à reconstruire sur les décombres de l'ancien, d'une cité terrestre tendant de toutes ses forces vers son archétype divin.

Exaltée par les chroniqueurs, l'histoire de Clovis devint le récit fondateur des origines de la France. C'est au service de l'Église du Christ qu'est née la France. Ceux qui plus tard tenteront d'ériger la rupture révolutionnaire en mythe fondateur de la nation ne peuvent effacer cette réalité vivante dans la mémoire des Français. Entre toutes les nations européennes, la France est dépositaire d'un « service confié par Dieu » ; elle est la fille aînée de l'Église.

La cérémonie du sacre de Reims

Sous la dynastie carolingienne, la relation privilégiée entre l'Église romaine et le souverain franc prit une nouvelle extension. À une époque où la papauté était menacée par le peuple païen des Lombards, elle se tourna carrément vers la souveraineté franque pour assurer sa protection. En 754, le pape Étienne II déposséda l'empereur byzantin de son titre de « patrice des Romains » ou protecteur de l'évêque de Rome pour en investir le roi des Francs, Pépin le Bref. Se déplaçant en personne, le pape procéda au sacre de la famille royale à Saint-Denis, exaltant Pépin comme « le nouveau Moïse, le brillant David » qui devait placer sa puissance au service de Saint-Pierre.

Cette cérémonie, conduite à l'imitation du sacre des rois d'Israël, conférait un caractère sacerdotal à l'autorité royale du souverain franc. Évêque du dehors à l'image de Constantin, il était reconnu comme un « sacerdos » laïque, un Christ au sens du terme attaché aux rois hébreux, c'est-à-dire le représentant de la lignée de David, directement oint par le Seigneur. À la manière des douze apôtres de Jésus, douze prêtres coopérèrent à la consécration des Saintes-Huiles pour le sacre de Pépin le Bref. Plus tard, douze représentants laïques et ecclésiastiques constitueront le collège des pairs assistant le roi. Le cérémonial établi par la cour française sera repris par la monarchie capétienne et il servit, en s'élaborant au fil des siècles, de modèle pour le sacre des rois dans les différents royaumes européens.

Avec Charlemagne se fit la jonction entre le *Regnum francorum*, souveraineté bénie entre toutes de la chrétienté latine, et l'*Imperium romanorum*, l'empire universel dont le siège s'était déplacé de Rome à Byzance.

Avec l'acquisition du titre impérial, la souveraineté franque recevait la plus prestigieuse des consécration. Mais, miné par ses contradictions internes, reposant sur un tissu social trop fragile, l'empire de Charlemagne ne devait pas survivre à son fondateur. L'idée impériale s'avéra une belle construction intellectuelle incapable de tenir l'ensemble réuni sous la houlette du grand Carolingien. Après la scission Est/Ouest de l'Empire, les souverains germaniques se firent les champions du rêve impérial tandis que le titre de roi des Francs, théoriquement moins prestigieux, revenait au souverain occidental. En retrait vis-à-vis de l'empereur dans la hiérarchie médiévale, le roi de France n'en était pas moins le roi au-dessus des autres rois, le détenteur de la seconde magistrature de la chrétienté, le digne continuateur des rois d'Israël à travers la cérémonie du sacre de Reims.

En fait, de par son mode d'investiture, le roi de France disposait d'une supériorité qui devint de plus en plus concrète sur l'empereur. Le sacre reçu à Reims, près de la cuve baptismale où s'était scellée l'alliance entre Dieu et le peuple des Francs, faisait de l'héritier capétien le vrai descendant de Clovis. Il était roi par la grâce de Dieu alors que l'empereur, placé sous la dépendance de Rome pour son investiture, était plutôt intronisé par la grâce du pape. Cette situation de fait sera d'ailleurs fatale à l'empire, de plus en plus englué dans ses querelles avec la papauté, jusqu'à la chute des Hohenstaufen en 1250.

Par le cérémonial du sacre que perfectionnèrent les souverains capétiens, le roi de France s'élevait au-dessus du commun des mortels pour se transformer en personnage sacré doté d'éminents pouvoirs spirituels. La phase essentielle en était l'onction avec le chrême provenant de la Sainte Ampoule, celle qui avait servi au baptême de Clovis. Il convient ici de remarquer que l'onction de la tête avec le saint-chrême était un privilège spécial réservé aux pontifes et aux rois de France. D'après le cérémonial romain, les empereurs et les autres rois chrétiens ne recevaient que deux onctions avec l'huile, aux jointures du bras droit et entre les épaules.

L'onction dépouillait le roi de sa nature originelle pour le transformer en vrai représentant de Dieu, incarnation de Sa volonté, créature quasi surnaturelle à mi-chemin entre le ciel et la terre. Il recevait le pouvoir de guérir, par simple attouchement, les écrouelles.

Oints et sacrés, les rois de France ne pouvaient avoir d'égaux. Ils étaient placés au-dessus de tous les autres monarques de la chrétienté. Ceux-ci se bornaient d'ailleurs à recopier les formes liturgiques du sacre de Reims.

La France, « four où cuisait le pain d'Occident »

Grâce à la continuité et à la stabilité que lui assurait son fondement divin, le royaume de France se développa comme le plus prospère d'Occident. Point de départ des principales initiatives créatrices, il donnait le ton aux autres nations chrétiennes dans les domaines spirituel, artistique, intellectuel, politique et social. Il était « le four où cuisait le pain d'Occident ».

C'est dans le vieux pays franc d'entre Loire et Escaut, dans l'ancienne Neustrie de langue romane qui était la zone de souveraineté réelle des rois de France, que naquit l'institution vassalique et féodale sous sa forme élaborée. À partir de ce centre de diffusion actif à la manière du noyau informant le cytoplasme, le système féodal finit par se généraliser à l'ensemble de l'Occident chrétien, permettant de reconstituer un tissu social qui avait été démantelé par les invasions barbares.

La fragilité des structures sociales avait été l'une des principales raisons de l'échec des Mérovingiens et des Carolingiens dans leur mission pacificatrice et unificatrice. Grâce à l'invention vassalique et féodale, les Capétiens ouvrirent un espace de paix durable au cœur de la chrétienté. On avait enrayé la boucle implosive de l'anarchie et de la violence. Le nouvel espace de paix pourrait désormais s'étendre à l'ensemble de l'Occident chrétien.

Une fois la féodalité cristallisée dans un nouvel ordre social structuré, une fois éloignées les principales sources de trouble qui avaient marqué les six siècles depuis la chute de Rome, l'Europe occidentale se lança dans l'œuvre qu'elle avait laissée inachevée : réaliser la grande idée de la Cité de Dieu jaillie de l'esprit de Saint Augustin à l'orée des temps barbares, fonder un nouvel ordre universel sous l'égide de princes qui pratiquent les vertus évangéliques et sous le patronage d'une Église puissante et rayonnante. Charlemagne avait semblé pouvoir conduire ce projet de réconciliation de la cité terrestre avec son modèle divin, mais toutes les conditions n'étaient pas rassemblées pour cela et les eaux noires de la barbarie se refermèrent sur ce qui avait été provisoirement repris sur elles. À partir d'une assiette sociale plus stable, les gens du Moyen Âge reprirent, avec un esprit neuf, l'œuvre de conquête sur les ténèbres du grand Carolingien.

Au tournant de l'an Mil, l'Europe occidentale entra dans une ère de développement exceptionnel. Essor de l'agriculture, du commerce, de l'art (avec les premiers édifices romans), boom démographique, début du mouvement urbain, constitution à travers l'Europe de monarchies solides, émergence d'une nouvelle conscience chrétienne à partir des monastères, toutes les forces matérielles et spirituelles désormais libérées convergeaient à un élan vers le haut irrépensible. Les XI^e, XII^e et XIII^e siècles donnèrent lieu à un extraordinaire jaillissement de civilisation chrétienne sans beaucoup d'équivalents dans l'histoire occidentale. À ce réveil, le royaume de France prit la meilleure part.

À la pointe de la réforme de l'Église

Le premier domaine où se manifesta le rayonnement spirituel de la France concerne l'action des ordres monastiques. Depuis la destruction en 580 (ou 581) par les Lombards du Mont Cassin, siège de l'Ordre bénédictin, la Gaule était devenue le pays de la meilleure implantation du monachisme. Avec l'imposition de la règle bénédictine stricte sous l'impulsion du restaurateur aquitain Benoît d'Aniane, protégé de Louis le Pieux, le mouvement monachique retrouva un second souffle au IX^e siècle.

En 910, Guillaume le Pieux, duc d'Aquitaine, fonda Cluny selon une constitution qui plaçait l'ordre en dehors des influences temporelles. Il s'agissait de répondre aux nouvelles difficultés du temps en mettant l'Église hors d'atteinte de la vague d'anarchie qui menaçait d'emporter l'ensemble du monde chrétien suivant le naufrage de l'Empire carolingien. Ne dépendant d'aucun prince, seigneur ou évêque, Cluny se développa comme un véritable État dans l'Église. Son abbé devint l'un des plus prestigieux personnages de la chrétienté. Il était le parrain des empereurs, l'ami des papes et il entretenait des relations cordiales avec les rois qui se souciaient de lui manifester leur déférence.

Arche de Noé au milieu du déchaînement des influences séculières du « siècle de fer » (le X^e siècle), Cluny sera l'instrument de la réforme de l'Église au XI^e et XII^e siècles. Le projet global de l'ordre consistait à s'accroître autant que possible afin de s'ériger en modèle inspirant directement ou indirectement tous les instituts monastiques, modèle d'après lequel pourrait être mise en œuvre la rénovation spirituelle et morale de toute la société occidentale.

Aux moines, véritables agents de la rédemption collective, il revenait de prendre en charge l'encadrement des fidèles et la poursuite de la christianisation de la société. Prenant le relais d'un clergé séculier en pleine crise morale, leur rôle était d'éduquer toutes les couches de la population. Éducation du peuple dans le sens d'une certaine ascèse des sens et purification des mœurs. Mais aussi éducation des seigneurs afin de faire de ces barbares mal dégrossis des chevaliers au service du Christ. À ces guerriers, on demandait désormais de renoncer, au moins partiellement, aux activités belliqueuses qui avaient fini par devenir leur raison d'être. En quelques années s'élaborèrent les normes de la « paix de Dieu » qui interdisait l'emploi de la violence du mercredi soir au lundi matin. Parti du Sud du royaume de France aux alentours des années 1025-1030, ce vaste mouvement pacificateur et purificateur s'étendit jusqu'aux frontières de la chrétienté.

Au XII^e siècle, un nouvel ordre monastique prit son essor dont le grand promoteur fut Saint Bernard. Sous l'impulsion de ce moine passionné et volontaire, dévoré d'une foi ardente, l'ordre de Cîteaux prit la relève du mouvement de Cluny atteint par la sclérose, en exaltant la Règle de Saint-Benoît dans le sens de plus de rigueur et de pureté. Tout comme Cluny, l'objet du nouveau mouvement réformateur était de dégager l'Église d'une influence laïque trop pesante, de constituer un îlot de spiritualité au-delà des atteintes du siècle, mais aussi et surtout de réagir sur le monde par son exemple.

Par son activité inlassable, par son éloquence et sa sainteté, Saint Bernard fut reconnu de son vivant comme le véritable chef spirituel de l'Occident, l'arbitre de tous les conflits qui opposaient les grands de son temps. Ainsi intervint-il lors de menaces de schisme et plaça-t-il son propre disciple de Clairvaux sur le siège de Saint-Pierre, le pape Eugène III.

Respectueux de l'institution papale, Saint Bernard ne se priva cependant pas de condamner très durement les errements de la cour romaine. Pour lui, le pape, en raison de l'importance de sa mission à la tête de l'Église, se devait, plus que tout autre, de maintenir un haut niveau moral et spirituel.

Fustigeant sans hésitation princes et pontifes qui s'écartaient du droit chemin, une figure comme Saint Bernard nous évoque irrésistiblement les grands prophètes d'Israël qui faisait tonner la colère de Yahvé dans les temps corrompus.

Le temps des cathédrales

À partir de leur lieu d'implantation originel dans le centre de la France, des ordres comme Cluny et Cîteaux essaimèrent dans toute la chrétienté occidentale. Dans cette Église monastique s'épanouit la plus brillante floraison culturelle. Il s'agissait de construire le cadre le plus splendide pour célébrer la grandeur du Seigneur, de donner lieu à cette éclosion dont le chroniqueur Raoul Glaber s'émerveillait, cette « véritable émulation qui poussait chaque communauté chrétienne à posséder une église plus somptueuse que celle des voisins », qui fit « le monde lui-même se secouer pour dépouiller sa vétusté et revêtir de toutes parts un manteau blanc d'églises ».

Exploitant les expériences qui avaient donné naissance aux premières formes d'art roman dans les petites abbayes de Catalogne, de multiples recherches architecturales et esthétiques se poursuivirent dont l'avant-garde se situait à Cluny.

Vers le milieu du XII^e siècle, un nouvel art vit le jour dans la France capétienne. Le promoteur en fut Suger, abbé de Saint Denis et premier conseiller des rois Louis VI et Louis VII, qui fit bâtir l'abbatiale de Saint-Denis selon les nouvelles méthodes de construction qui utilisaient la croisée d'ogives et l'arc brisé. Ainsi furent élaborées les grandes lignes de l'*opus francigenum*, l'œuvre française, qui allait devenir le modèle esthétique de la chrétienté toute entière. Le nouvel art connut un succès foudroyant. Succès qui était l'écho de la promotion de l'Ile-de-France comme point de mire de tout ce qui comptait spirituellement, politiquement, esthétiquement, économiquement, dans l'Occident d'alors.

À partir de Paris comme foyer de rayonnement, une série de chefs-d'œuvre de l'art sacré allait couvrir tout le royaume, puis l'Europe. Fruit de l'effort de tout un peuple brûlant de foi chrétienne, l'édification des cathédrales n'est pas sans évoquer la construction du Temple de Jérusalem par les fervents hébreux rassemblés autour de leur roi.

Tout comme le Temple, la vocation de la cathédrale était pédagogique. Livre de pierre ouvert, elle mettait en scène les thèmes les plus marquants de l'histoire sainte dans le foisonnement des vitraux colorés et des reliefs richement sculptés. Par son parti pris de verticalité, par l'irrésistible élan vers le ciel qui commandait toute l'ordonnance intérieure de la cathédrale, le style nouveau imposait l'idée que « Dieu est lumière ». Sommet de rigueur, de clarté et de beauté, il exprimait tout le génie de la France.

Paris, mère des arts et des lettres

Un troisième domaine où se manifesta le rayonnement de la France médiévale est le domaine intellectuel. Selon le principe de division des responsabilités effectif au sein de la chrétienté médiévale, il était généralement admis que, la papauté revenant aux Italiens et l'Empire aux Allemands, le magistère intellectuel était le lot des Français.

Aux prestigieuses écoles de Paris, affluaient une foule d'élèves et les maîtres les plus réputés, des quatre coins de l'Europe. Dans le creuset de ces écoles, qui s'organisèrent en université au début du XIII^e siècle, se forgea la méthode intellectuelle qui faisait autorité au Moyen Âge, la philosophie scolastique.

L'initiateur de la scolastique fut, au XII^e siècle, Abélard dont l'idée de base tendait à faire de la doctrine d'Aristote l'instrument d'une nouvelle connaissance, en l'appliquant notamment dans le domaine théologique. Les joutes doctrinales entre ce précurseur du doute méthodique et Saint Bernard, champion d'une conception mystique basée sur la rigueur morale et l'effusion du cœur, préfiguraient un double courant qui se poursuit à travers toute l'histoire intellectuelle française et dont on trouve l'écho jusque dans la querelle janséniste.

Durement condamné par le concile de Sens, Aristote fut pendant longtemps mis au ban par la papauté. Mais les nouvelles idées continuèrent à faire leur chemin. Un siècle après Abélard, le célèbre maître allemand Albert le Grand enseignait à la Sorbonne une sorte de synthèse entre le christianisme et l'aristotélisme. Plus célèbre encore qu'Albert fut son disciple, Thomas d'Aquin, dont la *Somme Théologique* est restée jusqu'à nos jours une référence centrale dans la théologie catholique, au même titre que la doctrine de Saint Augustin.

Toute cette effervescence spirituelle et intellectuelle fit de Paris la « deuxième capitale de la chrétienté » (G. Le Bras) et « le foyer où s'élaborent les modes, où s'inventent les rites sociaux, où se définit le style de vie et où se forme le goût de tous ceux qui, en Europe, prétendent vivre noblement » (N. Coulet). Ce n'est pas un Français, mais Barthélémy l'Anglais qui affirmait alors : « Tout comme la ville d'Athènes fut jadis la mère des arts libéraux et des lettres, la nourrice des philosophes et de toutes les sciences, telle est Paris de nos jours, non seulement pour la France, mais pour toute l'Europe. »

Les Francs, peuple de la Nouvelle Alliance

Une telle prospérité spirituelle et matérielle ne pouvait être l'effet du simple hasard, et il fut effectivement ressenti comme le fruit d'une bénédiction particulière de Dieu. C'est à la fin du XII^e siècle, note l'historienne Colette Beaune, que l'idée apparut que les *Françi* l'emportaient par la foi sur les autres peuples. La foi était alors reconnue comme la première des vertus et en France, assurait l'Anglais Mathieu Paris, elle y était « la plus vive et la plus pure », tandis que Jacques de Vitry ou Saint Thomas affirmaient qu'« il y a beaucoup de nations chrétiennes, parmi elles, la première est la France et les Français sont purs catholiques ».

L'épithète de « très chrétien » appliqué au peuple français d'abord, à son roi ensuite, devint d'un usage de plus en plus courant jusqu'à se généraliser en dehors du royaume. La chancellerie pontificale honorait de ce titre le roi de France entre autres princes. Une telle formulation, qui est à entendre dans le sens superlatif, implique que le peuple français, au cœur de la chrétienté, elle-même conçue comme la collectivité des élus, en constituait la pointe avancée, la quintessence de tout ce qu'elle a produit de meilleur.

Ce thème se développa dans la littérature médiévale. La *gens francorum* fidèle à l'Église, unie par le doigt de Dieu, était une « *beata gens* », un peuple saint. Depuis les origines, sa foi était la plus fidèle et la plus persévérante. C'est auprès de ses souverains que les papes se réfugiaient quand ils étaient menacés par les puissants. C'est elle qui a fourni l'essentiel des bataillons de croisés pour aller délivrer la Terre Sainte. C'est elle encore dont les moines ont conduit l'effort de christianisation de populations émergeant à grand peine de la barbarie. Il revient donc à cette nation un rôle à part dans la providence de Dieu.

L'idée d'une élection de la France finit par se répandre. Dieu avait choisi la France comme Son peuple, le peuple de la Nouvelle Alliance qui prenait la relève du peuple juif. Ce terme qui normalement s'applique à l'Église comprise comme l'ensemble des chrétiens convertis à la

nouvelle foi, reçoit ici une application particulière selon laquelle « Dieu a choisi le royaume de France entre tous les autres peuples ».

L'apogée du rayonnement capétien : Saint Louis

Auréolée de ce surcroît de prestige à une époque où l'Empire germanique entra dans un déclin irréversible, la monarchie capétienne entra dans sa période de plus grand rayonnement. C'est l'époque où toute une tradition commença à se développer, faisant de Charlemagne le vrai patron de la France et du roi capétien le représentant authentique des Carolingiens. Dès 1204, le pape Innocent III jugeait que « de notoriété publique, le roi de France ne reconnaît au temporel aucune autorité supérieure à la sienne ». Et après la victoire de Philippe Auguste à Bouvines (1214) sur une coalition européenne conduite par l'Angleterre et l'Empire, aucune puissance ne paraissait plus en mesure de faire pièce aux descendants d'Hugues Capet.

Avec Louis IX, immortalisé sous le nom de Saint Louis, nous atteignons non seulement à l'apogée de la monarchie capétienne, mais aussi au point culminant de la civilisation médiévale. Ce souverain incarna jusqu'au plus haut degré l'idéal d'un prince dont le seul souci était d'être un instrument entre les mains de Dieu. Le règne de ce roi toujours préoccupé de justice et d'équité représente incontestablement l'exemple le plus probant d'un pouvoir temporel inspiré par l'idéal chrétien dans toute l'histoire médiévale. Comme le reconnaît Michelet, pourtant peu suspect de sympathie envers le christianisme, le Moyen Âge, avec Saint Louis, « avait donné son idéal, sa fleur et son fruit (...) Que l'âge chrétien du monde ait eu sa dernière expression en un roi de France, ce fut une grande chose pour la monarchie et la dynastie ».

Toute la politique de Saint Louis, à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume, reflète le christianisme vécu d'un roi qui se voulait non pas hors du monde, mais dans le siècle, au milieu des tâches quotidiennes. En 1258, il prit une mesure exceptionnelle en interdisant « toutes les guerres et les incendies et les troubles du travail de la terre » et même le port d'armes. Acte inouï, commente à juste titre l'historien Paul Labal, « si l'on songe au poids des traditions de violence dans le monde chevaleresque ; acte révolutionnaire à tous les sens du terme ». Par cette mesure sans précédent, le royaume des lys offrait le premier exemple d'un espace de paix achevé, exception dans une Europe qui n'avait pas encore su conjurer les démons de la violence.

De par le prestige que lui conférait sa sainteté et son sens de la justice, Saint Louis fut amené à jouer le même rôle d'arbitre dans les questions européennes que Saint Bernard au siècle précédent. Dans le conflit qui opposait la papauté à l'empereur Frédéric II, il sut parfaitement tenir sa fonction de médiateur impartial. Tout en restant respectueux vis-à-vis du représentant suprême de l'Église, il évita de tomber dans la piété aveugle et veilla étroitement à ce que le pape ne profite de la moindre occasion de porter un coup fatal à l'empereur.

La déviation de l'idéal monarchique : Philippe le Bel

Prendre la succession d'un tel prince était assurément un redoutable privilège. Et l'on assista effectivement, sous les derniers Capétiens directs, à une déviation sensible de la conception monarchique française. Dans le vide créé par la chute de l'Empire, de nouvelles idées se firent jour sous l'impulsion de juristes formés à l'école du droit romain laïque qui bénéficiait alors d'un considérable regain d'intérêt. Les doctrinaires de la monarchie française commencèrent à ériger en principe absolu que « ce qui plaît au Prince a valeur de loi » et à exalter la notion d'État que permettait de cristalliser l'idée représentée par le roi.

Avec une telle vision dont résultait une dichotomie entre les fondements spirituels et temporels de la monarchie française, on s'éloignait considérablement de l'idéal de souveraineté chrétienne qui avait guidé toute l'époque médiévale. La nouvelle doctrine se référait bien toujours au droit divin de la royauté française, mais en détournant cette idée de sa signification originelle : faire de la monarchie française un canal privilégié pour l'action de Dieu. Comptait plutôt désormais l'idée abstraite représentée par le roi de France et le pouvoir de l'État monarchique exalté comme une fin en soi. Sur cette base idéologique, une vaste campagne pour « l'indépendance du roi de France au temporel » et contre la papauté se développa sous Philippe le Bel. Les principaux promoteurs en furent les légistes choisis par le roi comme ses principaux collaborateurs : Pierre Flotte, Enguerrand de Marigny, et Guillaume de Nogaret.

Il est certain qu'à l'origine de la querelle, les prétentions théocratiques et les vellétés d'ingérence dans les affaires françaises de Boniface VIII avaient un caractère parfaitement abusif et anachronique. Mais il n'est pas moins certain que la manière extrêmement violente dont le roi et ses représentants réglèrent l'affaire et leur mise sous tutelle de la papauté constituèrent une trahison de l'idéal monarchique capétien.

Après l'attentat d'Anagni et la mort de Boniface VIII, la monarchie française semblait avoir emporté la victoire, mais elle fut châtiée à son tour par la providence. Après Philippe le Bel, tout se passa comme si un mauvais sort s'abattait sur la dynastie capétienne.

On sait comment Philippe le Bel, sur la suggestion du cynique Guillaume de Nogaret, lança une campagne retentissante contre les Templiers. L'objectif du roi était de s'emparer du trésor de l'ordre, qui était le plus riche banquier du royaume. Mais, l'année même où il fit périr sur le bûcher les dirigeants templiers, le roi mourut ainsi que le nouveau pape français, Clément V, qui était sa créature et qui avait refusé de répondre à l'appel à l'aide lancé par le Temple. Aux yeux des contemporains, il ne faisait pas de doute que c'était là l'effet de la malédiction qu'aurait lancée le chef de l'ordre, Jacques de Molay, du haut de son bûcher. Les trois fils de Philippe le Bel se succédèrent sur le trône, mais ils moururent prématurément et aucun héritier ne survécut. Ainsi s'achevait dans une odeur de soufre la lignée, ininterrompue depuis trois siècles et demi, des Capétiens directs. Les successeurs de Philippe le Bel restèrent dans l'histoire comme les « rois maudits ».

La France dans le malheur des temps

Sous le premier représentant de la nouvelle dynastie, Philippe VI de Valois, commencèrent les hostilités de la guerre de Cent Ans. La première phase de ce conflit aboutit au désastre de Crécy en 1346. Pendant près d'un siècle, la France connut, avec des flux et des reflux, le joug de l'occupant anglais.

Autour de cette époque, le royaume des lys entra dans une ère de dépressions contrastant avec l'ère d'expansion continue sur les plans économique, artistique et culturel qui s'était poursuivie tout au long des XI^e, XII^e et XIII^e siècles. Les signes de malaise ne cessèrent de se multiplier : disettes généralisées, brusques variations des prix, déclin des foires de Champagne (qui étaient le principal centre d'échange commercial en Europe), révoltes de paysans, terribles épidémies, recul décisif en Terre Sainte d'où les chevaliers francs se firent définitivement chasser, arrêt de l'expansion de l'art gothique, vagues d'antisémitisme, etc.

Le point culminant de cette crise fut la peste noire de 1348 où l'on estime que près de la moitié de la population française fut engloutie. Lors de cette terrifiante épidémie, des villages entiers furent rayés de la carte. Le royaume, tout comme d'ailleurs le reste de l'Europe, n'était plus qu'un vaste charnier.

Ce cataclysme mit un point d'arrêt brutal à l'époque de prospérité des siècles précédents. L'ère marquée par le grand rêve des croisades et la construction des cathédrales s'achevait dans les larmes et les grincements de dents.

Dans le malheur des temps, c'est l'idée-force de la conscience médiévale qui s'effondrait : l'idée de chrétienté, au sens où l'on croyait en la possibilité de fonder une société unifiée où les souverains mettraient en application les principes évangéliques, où les hiérarchies sociales seraient le reflet de l'ordre divin et où l'ensemble des chrétiens prendraient en mains leurs responsabilités vis-à-vis du reste du monde à sauver.

La résurrection du royaume des lys : Jeanne d'Arc

Quand le royaume fut tombé au plus bas, sous l'insolente domination anglaise, une jeune bergère lorraine se leva comme l'âme de la résistance française. Elle affirmait avoir reçu du Ciel le commandement de restaurer le dauphin Charles sur son trône et de délivrer la France de ses occupants. Alors qu'elle gardait ses troupeaux, une voix s'était manifestée à elle pour lui dire que « Dieu avait grande pitié du peuple de France » et qu'il fallait qu'elle-même, Jeanne, vint en France.

La première de ses préoccupations après la prise d'Orléans, fut de renouer avec l'ancienne tradition du sacre. Contre l'avis des conseillers du prince, elle persuada celui-ci de se rendre en plein territoire anglo-bourguignon, ce qui constituait une sorte de contresens stratégique, pour aller à Reims, dans la ville même où Clovis s'était fait baptiser avec toute son armée. Par la cérémonie du sacre, le pacte qui liait le royaume des lys au Dieu très-haut devait être rescellé.

Pour un Français qui croit dans l'authenticité de l'appel reçu par Jeanne d'Arc, c'est là le moment le plus bouleversant dans toute l'histoire de son pays, car il indique qu'il y a eu intervention divine pour que ressuscite le royaume de France, que la France se voyait assignée par le Ciel un rôle spécial au sein de la chrétienté.

Ce qui étonne chez une fille du peuple comme la Pucelle, c'est la profonde compréhension des fondements sacrés de la légitimité monarchique française. Ainsi refusa-t-elle obstinément d'appeler le dauphin roi jusqu'à ce qu'il ait effectivement été couronné et sacré à Reims.

L'autre grande signification de l'œuvre de Jeanne d'Arc était d'amener à maturité une nouvelle conception de la chrétienté selon laquelle chaque nation au sein de la chrétienté et non plus seulement la chrétienté dans son ensemble, était investie d'un rôle particulier dans la providence de Dieu et pouvait à ce titre résister légitimement à toutes les volontés d'empiétement.

Ce nationalisme naissant, entièrement compatible avec le principe de coexistence solidaire entre les nations chrétiennes, se situait aux antipodes des efforts d'un Philippe le Bel pour laïciser le pouvoir monarchique et désolidariser le royaume du reste de la chrétienté.

II

L'ère des divisions religieuses

Le royaume poursuivit son redressement sous la dynastie Valois jusqu'à ce que le choc de la Réforme, au XVI^e siècle, le frappât de plein fouet. Dans nul autre pays les guerres de religion ne prirent un caractère aussi cruel, sinon en termes de nombre de morts, du moins par la marque profonde que la division imprima à la nation. Sans doute parce que nul autre pays n'était davantage partie prenante dans le terrible conflit qui scindait en deux la chrétienté.

D'une part, la France restait plus que jamais la fille aînée de l'Église de Rome. Le pénible épisode des guerres d'Italie s'était clôturé en 1516 par la signature du Concordat de Bologne entre François I^{er} et le pape Léon X, dont les conséquences furent bien plus importantes sur l'évolution de notre pays qu'on ne le soupçonne généralement. Une clause spéciale de ce concordat accordait au roi de France le pouvoir exorbitant de nommer lui-même les évêques et les abbés français. Ainsi, la destinée du souverain et de l'Église de France se trouvait-elle institutionnellement liée pour des siècles, non seulement pour le meilleur, mais aussi pour le pire, comme nous le verrons un peu plus loin. Le fait que la Couronne n'ait nul intérêt dans l'affaiblissement d'une Église devenue l'un des principaux instruments de sa politique fut d'un poids déterminant dans la plupart des affaires intérieures du royaume, depuis les guerres de religion jusqu'à la Révolution française.

L'apport français à la Réforme

D'autre part, l'apport français au mouvement de la Réforme fut absolument central, surtout à partir du moment où le refuge français de Genève prit la tête de l'Europe protestante. Les idées de la Réforme ne gagnèrent pas moins d'un quart de la population française et cette proportion aurait pu être plus importante si le pouvoir royal n'avait porté son poids dans le camp catholique lors d'épisodes décisifs des guerres de religion.

Jean Calvin, alors que la vague luthérienne s'épuisait, est celui qui sut redonner un deuxième souffle au courant réformé en lui fournissant une ecclésiologie cohérente et une théologie rationnelle. Calvin avait reçu en partage les qualités typiques de sa patrie. « Un vrai, un authentique Français », dit de lui Lucien Febvre, qui posséda « du génie français toutes les caractéristiques essentielles. La sobriété. La mesure. Une logique impérieuse et souveraine. Un sens critique avisé et redoutable. Surtout le don de choisir ».

Mais à ces qualités intellectuelles, Calvin alliait un rigorisme moral, une intransigeance doctrinale, un refus de concession jusqu'à l'intolérance, qui est une des composantes essentielles de la sensibilité religieuse française, illustrée par des figures telles que Saint Bernard ou des courants comme le jansénisme. Poussant son sens exacerbé de la Transcendance jusqu'à ses ultimes conséquences, il élaborait le système théologique implacable de la prédestination qui revient à une négation totale de la liberté de la créature.

Entre 1525 et 1534, Calvin est le symbole de la radicalisation du mouvement évangélique français à l'égard de Rome. Contre la messe catholique, Luther avait déjà lancé le mot d'ordre : « J'affirme que la prostitution, le meurtre, le vol, l'adultère sont moins pernicious que l'abominable messe papiste. Lorsque la messe sera supprimée, nous aurons supprimé la papauté. C'est sur la messe comme sur un roc que repose la papauté. Tout s'écroulera en même temps que la messe. » Mais les représentants du protestantisme français pur et dur iront encore plus loin. Ils remirent en cause non seulement le culte catholique dans son déroulement, mais ce qui en constitue le cœur. L'acte de prendre l'hostie à l'issue de la communion est, de leur point de vue, beaucoup plus qu'une simple erreur. C'est un véritable sacrilège, un geste inspiré par Satan. Dès lors, il devenait une mission sacrée que d'éliminer le « papisme » sous toutes ses formes.

La tragédie des guerres de religion

C'est dans ce contexte que prend place *l'affaire des Placards* qui fut le détonateur des guerres de religion en 1534. Dans plusieurs villes de France, le même jour, les réformés affichèrent des placards attaquant violemment l'Église et plus spécifiquement « les horribles grands et insupportables abus de la messe papale inventés directement contre la cène de notre-Seigneur seul médiateur et sauveur Jésus Christ ». Mais le plus grave dans l'affaire fut que quelques exaltés allèrent coller leurs placards sur la porte même du roi. C'était un crime de lèse-majesté. François I^{er}, jusque-là plutôt bienveillant envers les réformés, protégés de sa sœur Marguerite de Navarre, entra dans une grande colère.

La suite des événements échappa en grande partie aux motivations religieuses qui avaient été à l'origine de la querelle. En toile de fond du conflit, il y avait la rivalité entre la favorite du roi, madame d'Étampes, favorable aux réformés, et Diane de Poitiers, soutien farouche du parti catholique. Mais surtout les princes et grands féodaux prirent le relais. Des familles comme les Montmorency, les Bourbon et les Châtillon, qui assumèrent la direction du camp réformé, voyaient plutôt dans la guerre l'occasion de recouvrer les anciens privilèges et les seigneuries dont ils avaient été dépossédés par Louis XI, Louis XII et François I^{er}. Dans le camp opposé, les Guise nourrissaient des ambitions sur la couronne.

La tournure atroce que prirent ces guerres fratricides dépasse notre imagination à maints égards. Ici l'on vit les troupes réformées découper en lanières un chanoine, l'asperger de sel et de vinaigre et le laisser agoniser huit jours. Là, le bourreau local entreprit d'écorcher vif plusieurs protestants et, pour mettre un comble à l'horreur, « manger le foie de l'un et scier tout vif un pauvre homme qu'il haïssait ». Là encore, l'on vit les reîtres de Guillaume d'Orange qui avaient été appelés en renfort par l'armée réformée, confectionner des colliers d'oreilles arrachées, des baguettes de tambour avec les os des religieuses écartelées.

Le massacre de la Saint Barthélémy, qui fit environ quinze mille morts à travers toute la France, est à marquer d'une pierre noire car il sanctionnait la trahison du pouvoir royal vis-à-vis des sujets réformés du royaume. La cicatrice ne s'en referma jamais dans le cœur des protestants français.

Le démantèlement des libertés protestantes

À la fin du conflit, l'Édit de Nantes gelait le rapport des forces, un peu à la manière de nos accords modernes de Yalta, de Potsdam ou d'Helsinki, mais il n'offrait pas les bases d'une coexistence durable. Le résultat était simplement de juxtaposer les citadelles catholique et

protestante. Malgré la politique d'apaisement d'Henri IV, il n'était pas du tout évident que les protestants puissent longtemps continuer à vivre à l'abri de leur camp retranché.

Sous Louis XIII et Richelieu, le conflit reprit. Soucieux de renforcer l'autorité centrale absolutiste et de lancer la France dans la course à l'hégémonie européenne, Richelieu se fixa comme objectif la résorption de l'enclave protestante à l'intérieur de l'État catholique et royal. Dans le terrible siège de la capitale réformée, 15 000 Rochelais sur 24 000 moururent de faim. La paix d'Alès qui le conclut en 1629 revenait à un démantèlement substantiel des libertés protestantes.

Mais le *parti dévot*, qui avait exercé une constante pression sur le pouvoir royal pour la destruction de La Rochelle, ce « cloaque de l'erreur et du vice », n'était pas satisfait. Il lui fallait l'extinction pure et simple du protestantisme en France. Des « comités locaux de vigilance » s'organisèrent où s'agitaient des curés brûlants d'intolérance et des fidèles fanatisés. Leur objet était d'espionner la communauté protestante et de relever tous les cas, réels ou imaginaires, de violation des clauses de l'Édit de Nantes et de la paix d'Alès.

La Contre-Réforme trouva en Louis XIV son champion. Sous son règne, l'édifice des libertés protestantes fut graduellement sapé par une série de mesures vexatoires. On obligea les familles protestantes à inviter un prêtre accompagné d'un magistrat au chevet des moribonds, afin d'exercer une ultime pression pour les convertir au catholicisme. On arracha à la garde des parents protestants leurs enfants convertis plus ou moins de force pour les placer dans des institutions catholiques. Comble de cruauté, on contraignit les géniteurs à verser le montant de la pension. Nombre de cas se produisirent où des catholiques trop zélés enlevèrent pratiquement des enfants pour les séquestrer dans un couvent ou une maison de religieux missionnaires, refusant de restituer les intéressés à leurs parents.

À partir de 1680, la série des mesures antiprotestantes se précipita. On nia aux catholiques le droit d'opter pour le protestantisme. Il fut fait défense aux synodes des provinces d'augmenter le nombre de leurs pasteurs. On abaissa à sept ans l'âge où les enfants pourraient décider de quitter la religion réformée et où ils pourraient être enlevés à leurs parents. Les professions de notaire, de procureur, d'avocat, de médecin, furent interdites aux réformés. En 1685, c'est la peine de mort pour ceux qui s'exilaient, peine changée en celle de galères un peu plus tard. Pour mieux atteindre les fugitifs, on promit à leurs dénonciateurs la moitié de leurs biens confisqués.

L'Édit de Fontainebleau révoquant l'Édit de Nantes fut finalement enregistré le 22 octobre 1685. Il bannissait les pasteurs, décrétait la fermeture des écoles protestantes, le baptême des enfants de « nouveaux convertis », ainsi que la démolition des derniers temples.

Pour affuter sa politique de répression antiprotestante, le pouvoir royal, dès 1681, organisa les terribles dragonnades qui virent la multiplication des meurtres, des viols et des pires sévices sur les populations huguenotes. C'est dans ce contexte que, malgré l'interdiction, quelque 300 000 protestants parvinrent à quitter la France.

Les effets pervers de la révocation de l'Édit de Nantes

La décision de révocation, qui était déjà contenue en germe dans les mesures contraignantes édictées à partir de 1680, s'inscrivait dans la logique normalisatrice de la politique louisquatorzienne. Pour le Roi-Soleil, l'obtention de l'unité religieuse, au prix de l'extinction par la force du protestantisme, était le couronnement, l'aboutissement ultime de sa volonté de remise en ordre du royaume, objectif qui n'avait cessé de le hanter depuis les temps troubles de la Fronde.

À cela venaient s'ajouter des préoccupations de politique extérieure. Depuis 1683, l'empereur Léopold, vainqueur des Turcs devant Vienne, faisait figure de meilleur soutien de Rome. Louis

XIV devait donc, par un acte retentissant, s'imposer à son tour comme champion de la chrétienté. En éliminant l'hérésie protestante de son royaume, il voulait réussir là où Charles Quint avait échoué en Allemagne, montrer que lui seul pouvait conserver sa splendeur à l'Empire, et préparer son élection comme roi des Romains.

Mais la révocation eut des conséquences fâcheuses et insoupçonnées pour le royaume. Outre les dommages causés par le départ d'une véritable élite d'intellectuels, de techniciens et de chefs d'entreprise, les refuges de huguenots à Genève, Amsterdam, Berlin ou Londres, devinrent des foyers d'hostilité à la monarchie française. L'indignation généralisée que suscita le témoignage des cruautés de la répression antiprotestante contribua à souder une coalition anti-française dirigée par l'Angleterre. Dès lors, les armées de Louis XIV qui s'étaient couvertes de gloire sur les champs de bataille européens allaient faire l'expérience de plusieurs cruelles défaites. S'ajoutant aux sévères difficultés de la fin du règne, l'âge d'or de la puissance du Roi-Soleil était terminé.

De manière significative, à la même époque où la France optait résolument pour l'absolutisme royal et l'exclusivisme confessionnel, l'Angleterre, par la Révolution glorieuse de 1688, adoptait une formule de monarchie constitutionnelle et de coexistence religieuse. Ainsi s'achevait un siècle et demi de querelles inextricables où l'on avait vu les partis anglican, catholique et puritain, successivement tenir le haut du pavé à l'exclusion de tous les autres. À partir de cette formule garantissant une grande stabilité des institutions, on vit l'Angleterre prendre son essor jusqu'à devenir le pays le plus puissant et prospère d'Europe occidentale.

La monarchie divinisée : Louis XIV

Sous Louis XIV, l'on assista à une déviation sensible de l'idéal chrétien de la monarchie française. Sous l'impulsion de théoriciens comme Bossuet, le pouvoir du souverain fut magnifié au-delà de tout ce qui était admis auparavant, exalté au-dessus des lois humaines. On interpréta la notion de droit divin dans le sens d'une divinisation de la royauté, jusqu'à la fusion totale de la nation dans la personne de son monarque. « Tout l'État est en lui, écrit Bossuet, la volonté de tout le peuple est renfermée dans la sienne. » Une idéologie prit corps, donnant à la fonction royale « un caractère quasi solaire et pharaonique » (Hubert Méthivier). Dans *Le Triomphe royal*, libelle célébrant la rentrée à Paris, le 18 août 1649, du roi et de la cour, Louis était « cet astre brillant, ce soleil radieux, ce jour sans nuit, ce centre où toutes les lignes de la circonférence visent ». Le nouveau palais de Versailles devint le temple d'une sorte de culte idolâtrique qui ponctuait la vie quotidienne du monarque du lever au coucher. Et la personne du roi accédait à un véritable statut de demi-dieu ou, comme l'affirmait l'évêque Godeau, de « vice-Dieu », objet d'une dévotion païenne. À la messe du roi à la Chapelle, on voyait la foule tourner le dos au prêtre et à l'autel pour faire face à la tribune royale. « Il est comme Dieu, écrit sa cousine la Grande Mademoiselle, il faut attendre sa volonté avec soumission, et tout espérer de sa justice et de sa bonté sans impatience, afin d'en avoir plus de mérite. »

Une politique religieuse désastreuse

Pour faire accepter l'image divinisée qu'il projetait de la royauté, Louis XIV avait besoin de l'assistance de l'Église. Mais c'est probablement dans sa politique religieuse que se situe son principal échec. Nous avons déjà vu les catastrophiques conséquences de la révocation de l'Édit de Nantes. Le Roi-Soleil n'utilisa pas avec plus de discernement le considérable pouvoir d'intervention dans les affaires de l'Église de France que lui donnait le Concordat de Bologne.

Pour une part, il n'eut pas l'heur, comme Louis XIII, de nommer des personnalités de qualité à la tête des évêchés, selon des critères spirituels plutôt que politiques. D'autre part, son ignorance, qu'il reconnaissait, des questions théologiques ne l'empêcha pas d'intervenir dans des affaires d'ordre purement doctrinal, de faire pression auprès de Rome et d'utiliser le bras séculier pour réprimer des courants comme le jansénisme ou le quiétisme. La surveillance jalouse qu'il organisait des congrégations, de leurs généraux, de leurs officiers, de leurs assemblées, « cette inquisition permanente qui fait rapporter jusqu'à Saint-Germain ou à Versailles les moindres propos des régents de philosophie », révèle une conception policière de ses responsabilités de tuteur de l'Église de France.

La politique religieuse de Louis XIV s'explique en grande partie par l'ascendant abusif, qui ne fit que grandir au fil des ans, exercé sur lui par ses directeurs de conscience ecclésiastiques. Au premier rang de ceux-ci, les confesseurs jésuites du roi, le père de La Chaize, puis le père Le Tellier, qui bénéficiaient d'un crédit bien supérieur à celui de tel ministre et qui poussaient constamment le souverain à adopter des positions en pointe contre leurs ennemis protestants et leurs rivaux jansénistes.

Tous les vendredis se rassemblait autour du Roi le *Conseil de conscience*, sorte de ministère des Affaires ecclésiastiques qui comprenait, outre le confesseur royal, l'archevêque de Paris, et un ou deux prélats. Le rôle de ce *Conseil de conscience* fut déterminant dans la préparation de la révocation de l'Édit de Nantes, dont le texte fut rédigé par le chancelier Le Tellier. Ainsi verra-t-on Louis XIV sur son lit de mort se décharger de ses responsabilités morales sur ses prélats ultramontains, les cardinaux de Rohan, de Polignac, de Bissy et le père Le Tellier : « J'ai suivi vos avis... Vous en répondrez devant Dieu. » Un brillant prédicateur comme Bossuet joua également un rôle décisif à la tête du mouvement d'opinion qui appela à la destruction du protestantisme et applaudit à la révocation.

La fin du Grand Siècle des âmes

Le règlement de l'affaire janséniste eut des répercussions intérieures qui ne furent pas moins importantes que celles de la révocation. Cette querelle religieuse franco-française, pour être bien comprise, doit être replacée dans le contexte spirituel bien particulier du XVII^e siècle français.

Le grand paradoxe de cette époque où se déchaîna l'intolérance confessionnelle est qu'elle fut aussi un « siècle de saints » (la France en donna alors 27 à l'Église) ou le « Grand Siècle des âmes », pour reprendre la formule de Daniel-Rops. C'est le siècle de Saint François de Salles qui ouvrit aux laïques, par son *Introduction à la vie dévote* (1608), la voie de l'oraison et de la sainteté ; de Saint Vincent de Paul qui sut d'admirable manière combiner assistance aux pauvres et œuvre pour le salut ; du curé Olier et de son séminaire-modèle de Saint-Sulpice, dont l'action s'étendit jusqu'au Canada.

Le renouveau catholique du temps de Louis XIII contribua à donner une puissante armature chrétienne à la vie française. Les couvents et les églises neuves fleurirent. La formation intellectuelle et spirituelle des prêtres s'améliora. La pratique dominicale, la communion pascale se généralisèrent, le catéchisme était mieux enseigné l'instruction progressait dans les villes. Tout un effort se poursuivit qui fera de la France d'Ancien Régime un pays de pratique universelle.

Vers 1660 cependant, cet embrasement chrétien s'éteignit presque. L'ère de Louis XIV, à l'exception de quelques grandes figures, fut d'une Église essentiellement soucieuse d'alignement ordonné sur les impératifs de l'administration royale et sur l'orthodoxie doctrinale imposée depuis

Rome. Pour une telle Église, d'indépendance gallican des jansénistes ou la ferveur mystique des quiétistes était éminemment suspects.

L'écrasement du jansénisme

À l'origine du courant janséniste, on trouve l'abbé de Saint Cyran qui, plus encore que par ses relations avec Jansen, fut marqué par l'influence de Pierre de Bérulle, l'un des grands noms de la spiritualité française au début du XVII^e siècle. Prêchant l'abnégation intérieure, l'oubli de soi dans la contemplation intérieure, exaltant dans Jésus le modèle de l'anéantissement du moi et de la soumission à Dieu, Pierre de Bérulle synthétise toutes les contradictions de son époque. Car cette figure au rayonnement spirituel incontestable, qui introduisit la mystique espagnole et fut à l'origine de la réforme du clergé séculier en France, fut aussi un des premiers zéloteurs de la Contre-Réforme, exhortant sans cesse le pouvoir royal à plus de fermeté contre les protestants. Le « doux Bérulle », qui se montrait parfois si dur, devint l'inspirateur spirituel du parti dévot qui menait la lutte contre la R.P.R. (Religion Prétendue Réformée). Ses principaux adversaires à l'intérieur de l'Église étaient les pères jésuites. Ceux-ci ne lui cédaient en rien dans l'ardeur antiprotestante, mais ils prêchaient une religion mondaine et sociale, fondée sur la raison et le libre-arbitre, assez éloignée des méthodes d'oraison et de la théologie morale prêchées par Bérulle.

L'abbé de Saint Cyran, qui prit la succession de Bérulle en tant que chef de file du parti dévot, radicalisa ses positions dans le sens du rigorisme et du refus de composer avec le monde. Il soutenait une théologie de la grâce assez proche dans ses conclusions de la prédestination calvinienne et ouvertement opposée à la théologie molinienne défendue par les jésuites.

Vu de Sirius, comme l'écrit justement François Bluche, « l'interminable conflit n'avait d'autre cause qu'un excès de zèle, entretenant conteste entre deux branches actives de la Contre-Réforme ». Mais ce qui était surtout en jeu était l'hégémonie sur l'Église de France où les jansénistes représentaient le parti le plus puissant. Les jésuites ne bénéficiaient pas des mêmes positions de force et ils étaient souvent haïs dans l'Église de France pour leur ultramontanisme et leur manière de concevoir les rapports avec les puissants. Mais ils surent habilement manœuvrer de manière à se présenter à Louis XIV comme les meilleurs soutiens de sa politique et à cultiver ses préventions à l'égard du jansénisme.

Convaincu d'avoir à extirper une nouvelle hérésie du sol français, Louis XIV obtint du Saint Siège, par la voie diplomatique, les bulles *Vineam Domini* (1705) et *Unigenitus* (1713), qui condamnaient formellement le jansénisme. En 1710, un arrêt du Conseil ordonna la démolition du monastère de Port-Royal qui fut rasé de manière à ce qu'il n'en reste pas pierre sur pierre. L'année suivante, le pouvoir royal fera même exhumer les corps des religieuses, dispersés en des sanctuaires voisins ou jetés dans la fosse commune du cimetière Saint-Lambert. Une telle rage extirpatrice n'est pas sans étonner, s'agissant d'une branche qui se voulait particulièrement fidèle au catholicisme.

Pour l'enregistrement de la bulle papale, un véritable bras-de-fer opposa le roi au Parlement, sympathisant à la cause janséniste par gallicanisme. Le Parlement fut finalement vaincu, mais l'acharnement que mit le pouvoir royal à écraser le mouvement janséniste laissa des cicatrices profondes. Le spectacle des persecutions et des querelles avait profondément troublé les âmes et préparé une révolution dans les mentalités.

La querelle janséniste, au plus fort de son intensité, avait mobilisé l'opinion publique française à un degré jamais vu auparavant. L'habitude fut prise de traiter des matières de foi les plus délicates sur la place publique et de contester éventuellement le pouvoir royal. Celui-ci avait été appelé à

intervenir dans les choses de religion, mais il l'avait fait avec tant d'arbitraire qu'il y avait perdu son crédit. Le chemin était ainsi ouvert pour le siècle des Lumières où l'opinion s'emparerait des questions de philosophie et n'hésiterait pas à critiquer l'absolutisme royal et son fondement de droit divin.

Autre conflit religieux qui eut une répercussion importante : le Roi obtint de Rome, avec l'aide de Bossuet, une condamnation du quiétisme (1699), doctrine de la mystique madame Guyon, qui ramenait la religion à l'extase du « pur amour » de Dieu, et qui bénéficiait de la sympathie de Fénelon.

III

Des Lumières à la Révolution : la déchristianisation en marche

Les persécuteurs des calvinistes, quiétistes et jansénistes pensaient avoir ouvert à l'Église de France la voie royale d'une domination tranquille et sans partage sur les âmes et les esprits. Mais leur opération d'épuration par le vide eut plutôt pour effet de faire disparaître de la conscience publique un élément vital d'austérité morale et de ferveur mystique, laissant l'Église désemparée devant la menace d'une ampleur sans précédent qui déjà pointait à l'horizon : la philosophie des Lumières.

L'héritage ambigu de Descartes

À l'origine des Lumières, on trouve la philosophie cartésienne qui, déjà au XVII^e siècle, connaissait une large diffusion, non seulement en France, mais dans toute l'Europe, et déboucha sur ce que Paul Hazard appela la « crise de conscience européenne de 1680 ».

Philosophe contestable, René Descartes mit sur pied un certain nombre de schémas intellectuels simples et réducteurs qui trouvèrent néanmoins un écho fantastique dans la conscience de son temps. Son point de départ était le doute méthodique, qui revenait à passer au crible de la critique systématique n'importe quelle affirmation pour établir une vérité indubitable. Par approximations successives, il prétendait établir « l'évidence » de sa propre existence par l'existence de sa pensée avant de fonder l'existence de Dieu Lui-même sur l'existence en l'être humain de l'idée d'un être parfait. C'était là prendre le contre-pied aussi bien du véritable esprit scientifique, qui consiste à établir une vérité en partant des faits donnés par l'expérience, que de la démarche de l'homme de foi qui réagit d'abord à la présence sensible de Dieu manifestée dans Sa révélation.

Autre caractéristique de la pensée cartésienne : son dualisme qui établissait une dichotomie presque totale entre l'esprit et la matière. Pour Descartes, le corps, tout comme l'univers en général, était réglé comme une machine, à l'image d'un ingénieur automate plutôt que d'un être vivant. La vie qui l'animait ne dépendait pas de l'existence de l'âme. Idéaliste en amont, la philosophie cartésienne s'accordait parfaitement en aval avec les conclusions du matérialisme animiste de Démocrite. Le philosophe marxiste Henri Lefebvre ne s'y trompe pas qui souligne le caractère « objectivement révolutionnaire » du *Discours de la Méthode* et fait de l'idéalisme cartésien le précurseur du matérialisme dialectique. En réalité, la philosophie de Descartes était une doctrine fondamentalement schizophrénique qui entraîna la pensée française dans un nombre considérable d'impasses. Dans la brèche ouverte par Descartes, une vague d'incrédulité se réclamant de l'esprit de doute et du libre examen, déferla sur l'Europe et plus spécialement sur la France. Le nouveau mot d'ordre avait été lancé dans la première partie du *Discours de la Méthode* : « Du passé, faisons table rase ». Toute tradition devenait a priori éminemment suspecte, notamment dans le domaine religieux.

La dérive déiste

Un nouveau système apparut, le déisme, qui, tout en continuant à affirmer l'existence de Dieu, en faisait l'objet d'une pure opération intellectuelle. Pour les déistes, l'univers était conçu comme une gigantesque machine. Cette machine avait été créée par Dieu tout comme l'horloge était fabriquée par l'horloger. Mais cette machine restait essentiellement livrée à elle-même. L'être humain n'avait donc rien à attendre d'un Dieu surnaturel. La religion naturelle préconisée par les déistes s'opposait fondamentalement à la vision judéo-chrétienne d'un Dieu personnel capable d'intervenir dans la vie humaine, d'accomplir des miracles et de guider l'histoire de la providence.

Les précurseurs du déisme en France furent des auteurs libertins de la fin du XVII^e siècle comme Saint Evremont et Fontenelle, qui développèrent une critique pressante et systématique du christianisme. Tous deux, comme presque tous les déistes notoires des XVII^e et XVIII^e siècles, étaient sortis des collèges jésuites, et, comme le note René Pillorget, ce n'est pas là une rencontre fortuite. Les travaux de Jean de Viguerie sur les cahiers de cours professés par les pères, note-t-il, montrent qu'à la fin du XVII^e siècle, la métaphysique traditionnelle connaissait la défaveur des régents de collèges jésuites. Soucieux de se fondre dans l'esprit du temps, ils préféraient diffuser les thèses de leur ancien élève Descartes ou d'auteurs contemporains comme Malebranche, et même la physique mécaniste du père Mersenne. Dans leur enseignement, ils commençaient toujours par présenter l'idée de Dieu dans le contexte d'une sorte de religion naturelle qui aurait été partout diffuse avant la révélation biblique. Ils n'enseignaient qu'ensuite le contenu propre de la religion chrétienne qui se voyait ainsi justifiée par la religion naturelle dont elle n'aurait été que le simple accomplissement. C'était là gommer tout l'apport spécifique de la révélation et lui accorder un caractère quasiment facultatif.

Responsables de l'éducation de plus de la moitié des jeunes Français qui passaient par les écoles secondaires et supérieures au début du XVIII^e siècle, les collèges jésuites laissèrent des générations chrétiennes sans armes dans un monde où la religion était attaquée de toutes parts. Pour couper la racine du mal, soupirait l'évêque de Soissons, monseigneur de Kitz-James, dans une lettre à Montesquieu, « il faudrait songer sérieusement à ranimer les études de théologie, qui sont entièrement tombées, et tâcher de former des ministres de la religion qui la connaissent et soient en état de la défendre ». Mais, dans le déchaînement des attaques contre l'institution chrétienne au siècle des Lumières, on est frappé par le silence abyssal de l'Église et l'absence d'intellectuels de qualité capables de faire pièce aux Voltaire, d'Holbach, Diderot et autres petits-mâîtres de la nouvelle philosophie séculière.

La critique de la religion révélée à l'origine des Lumières

Dès 1697, dix-huit ans avant la mort de Louis XIV – et cette précision est loin d'être insignifiante –, le nouveau courant de pensée tenait déjà son manifeste dans le *Dictionnaire historique et critique* de Pierre Bayle. Ce philosophe d'origine protestante prit comme principale cible les dogmes et contraintes de la religion établie. Dans son dictionnaire, que les philosophes du XVIII^e siècle citaient comme une de leurs principales références, il dressa une liste systématique de toutes les erreurs et de tous les crimes commis dans l'histoire chrétienne. Voltaire plus tard ne cessera d'y puiser un arsenal d'arguments.

Dans la première moitié du XVIII^e siècle, tout le débat philosophique resta centré autour de la critique de la religion révélée. Les critiques s'exacerbèrent. Appartenant à l'ordre du miracle et du surnaturel, disait-on, la religion révélée va à l'encontre de la raison qui n'admet que les vérités naturelles. Ce fut un véritable déferlement d'attaques « contre la première révélation ; contre les

juifs, cette race misérable, si parfaitement indigne d'une mission sacrée. Contre le Pentateuque, compilation d'Esdras. Contre la Bible. Contre les miracles et leurs témoins. Contre les prophètes, gens qui n'avaient jamais rien prononcé que de faux, et qui d'ailleurs n'avaient même pas eu l'intention de prophétiser. Contre Jéhovah, vindicatif, cruel, injuste ; et ce qu'il y avait de bon en Lui n'était venu que de l'étranger, que des peuples orientaux plus avancés en civilisation. Contre les évangélistes, ces pauvres pêcheurs ; contre l'Évangile ; même contre la personne de Jésus. Contre l'Église et contre ses dogmes ; contre les mystères ; contre l'idée même du péché originel, qui prétendait avoir engagé tous les fils d'Adam. Contre l'organisation de l'Église, les sacrements, le baptême, la confession, la communion, la messe. Contre les moines et les religieuses, contre les prêtres, contre les évêques, contre le pape. Contre la morale chrétienne et contre les saints ; contre les vertus chrétiennes et contre la charité. Contre la civilisation chrétienne, contre le Moyen Âge, époque gothique, époque des ténèbres ; contre les croisades, folie » (Paul Hazard).

Nul n'alla plus loin dans l'ardeur anticléricale, dans la lutte acharnée pour l'écrasement de l'« Infâme » que Voltaire qui y consacra, au cours de sa longue carrière, des centaines d'écrits de tous genres. Le pape des philosophes s'attaqua à Jésus Christ comme à son ennemi personnel. Pour lui, l'essence du christianisme était d'avoir substitué à la tolérance de l'Antiquité la barbarie, la croyance oppressive, les tortures de l'Inquisition. Sa mission essentielle avait consisté à couvrir le monde de bûchers.

Avec l'âge, la haine anti-chrétienne du déiste Voltaire ne fit que s'accroître. C'est à lui qu'Alessandro Verri pensait quand il parlait de ces philosophes français qui, s'ils l'avaient pu, auraient institué l'Inquisition contre ceux qui n'étaient pas de leurs avis.

Montesquieu, bien que plus tolérant, n'en apporta pas moins sa pierre à l'édifice de l'antichristianisme des Lumières en attaquant plus spécifiquement l'influence politique de l'Église et son influence insidieuse dans la vie sociale. Dans son ouvrage central, *L'Esprit des Lois*, il exclut soigneusement de son étude l'origine divine de la loi, sanctionnant ainsi le divorce entre droit naturel et droit divin.

Le déisme qui, dans la première moitié du siècle, avait servi de fondement à cette idéologie de combat que fut la philosophie des Lumières, avait abouti, tout en continuant à affirmer l'idée de Dieu, à la diluer dans des considérations purement cérébrales. Toute notion du divin, soit comme origine, soit comme terme, s'était perdue. Le déisme, qui en France prit un caractère agressif plus que partout ailleurs, devait bientôt faire la place à des conceptions encore plus violentes et matérialistes.

Abattre la croix !

Alors que, dès les années 1740, l'opinion publique en Angleterre, patrie originelle du déisme, commençait à se détourner d'une raison qui profanait les autels et qu'un mouvement de christianisation de masse comme le Grand Réveil s'y déployait, les Lumières donnèrent lieu à une radicalisation en France. « Nulle part, écrit Tocqueville, l'irréligion n'était encore devenue une passion générale, ardente, intolérante, ni oppressive, si ce n'est en France... ». Une nouvelle génération de penseurs qui se réclamaient d'un athéisme de choc prit la relève des déistes.

D'Holbach était un ennemi fanatique de la religion : il y voyait – et surtout dans le christianisme – la source de toutes les misères humaines. Pour lui, la conception déiste était dépassée selon laquelle la croyance en Dieu pourrait être utile à l'ordre et à la prospérité de l'État, car on ne peut guérir la société de ses maux en lui donnant une dose de poison.

Le père du matérialisme français, Julien Offroy de la Mettrie, résuma ses vues dans *L'Homme-machine*, son œuvre principale. Pour lui, ce qu'on appelait vie de l'esprit n'était qu'une des fonctions du corps, l'âme ne pouvait survivre au corps. La croyance en une âme éternelle n'avait donc pas de sens. Tout pouvait être expliqué d'un point de vue matérialiste : c'est pourquoi poser l'hypothèse d'un Dieu était inutile et même dangereux car on pouvait, ce faisant, pousser au fanatisme et à la guerre.

Diderot passa lui aussi du déisme à l'athéisme. Dans ses écrits, il laissa éclater sa colère, ses ressentiments envers Dieu. Sa fable du misanthrope est un raccourci de sa vision. C'est l'histoire d'un homme qui s'était réfugié dans une caverne où il méditait profondément sur les moyens de se venger de l'espèce humaine ; alors il sortit de sa caverne en criant : Dieu ! Dieu ! « Sa voix s'étendit de l'un à l'autre pôle, et les hommes commencèrent à se disputer, à se haïr et à s'entr'égorger. C'est ce qu'ils ont fait depuis que cet abominable nom fut prononcé, et c'est ce qu'ils continueront à faire jusqu'à la consommation des siècles. »

Quant à Jean-Jacques Rousseau, sa croyance proclamée dans la divinité ne doit pas faire illusion. Dans le *Contrat social*, il affirme qu'une religion est nécessaire comme lien sacré entre les citoyens centrés autour de leur État, mais c'est pour aussitôt ajouter que le christianisme ne peut en aucune manière tenir ce rôle. « Je ne connais rien de plus contraire à l'esprit social » que la religion chrétienne, précisait-il. Robespierre, ce disciple inconditionnel de Rousseau, s'en souviendra quand il tentera de fonder le culte de L'Être Suprême comme religion nationale de substitut au christianisme.

Déistes ou athées, tous les philosophes du XVIII^e siècle s'accordaient sur un point : la nécessité de régler son compte à la religion chrétienne. Paul Hazard a su parfaitement saisir l'essentiel de leur projet dont les buts de guerre se résumaient comme suit : « Le dix-huitième siècle ne s'est pas contenté d'une réforme ; ce qu'il a voulu abattre, c'est la croix ; ce qu'il a voulu effacer, c'est l'idée d'une communication de Dieu à l'homme, d'une révélation ; ce qu'il a voulu détruire, c'est une conception religieuse de la vie. » Le décor avait été planté ; le programme proclamé par le curé Meslier, mort en 1729 : « Qu'on pendît les rois et les grands avec les boyaux des prêtres ». Il allait bientôt trouver sa concrétisation sous la Révolution française.

Le génie anti-chrétien de la Révolution française

Sous l'influence d'auteurs marxisants tels qu'Albert Mattiez et Albert Soboul qui ont longtemps monopolisé l'historiographie de la Révolution française, on tend à donner une interprétation socio-économique de cet événement charnière de notre histoire. En d'autres termes, une classe bourgeoise entreprenante aurait voulu renverser l'hégémonie d'une classe aristocratique déclinante, provoquant le séisme révolutionnaire.

Délibérément ces analyses ignorent dans la Révolution ce « virus d'une espèce nouvelle et inconnue » dont parla Tocqueville, qui la singularise vis-à-vis des grandes agitations sociales des siècles précédents. Beaucoup plus qu'à la manière d'une révolution politique ou sociale, la Révolution française opéra à la manière des révolutions religieuses. Car plus encore que la réforme de la société française, c'est la régénération du genre humain dans son ensemble qu'elle prétendait prendre en mains, au nom d'un universalisme qui était le pendant de l'universalisme chrétien. Et la réalisation de ce projet grandiose impliquait l'élimination, par tous les moyens possibles, de cet universalisme concurrent. D'où les passions, le fanatisme, la violence sans précédent que suscita l'ébranlement révolutionnaire en France.

Tocqueville est au plus près quand il parle du « génie anti-chrétien » de la Révolution française. Une de ses premières démarches, écrit-il, « a été de s'attaquer à l'Église, et parmi les passions qui sont nées de cette révolution, la première allumée et la dernière éteinte a été la passion irréligieuse ».

Pour Jean Dumont, dans son livre *Les prodiges du sacrilège*, la Révolution française fut « d'abord une entreprise systématique d'atteinte à la liberté religieuse de la grande majorité des Français ». Dès 1790, Edmund Burke montrait fort bien comment la confiscation des biens de l'Église au début de la Révolution ne s'expliquait en aucun cas par des critères de rentabilité, mais par la volonté de s'en prendre à l'Église. D'abord spolié de ses biens, le clergé se vit ensuite obligé de passer sous les fourches caudines d'un serment constitutionnel qui le dressait contre Rome avant de fournir certains des plus gros contingents donnés en pâture à la guillotine.

Selon les études statistiques de Donald Greer dans son ouvrage *The Incidence of Terror during the French Revolution*, la noblesse ne comptait que pour 8,5 % des 40 000 victimes de la Grande Terreur à côté de 31 % pour le clergé (additionné de quelques représentants de professions libérales et de la finance) et 69 % pour le peuple. Contrairement à l'idée reçue, la grande majorité des familles nobles en France n'a pas été vitalement affectée par une Révolution dont beaucoup des principaux initiateurs et promoteurs sortaient d'ailleurs de l'aristocratie. La raison en est que les véritables enjeux étaient ailleurs.

Ainsi, en Vendée, ce n'est que sous la pression des paysans que les aristocrates se décidèrent, après bien des hésitations et résistances, à entrer eux-mêmes dans l'insurrection. Et si les paysans vendéens s'étaient soulevés, c'est que les révolutionnaires avaient osé s'attaquer à la religion de leurs pères.

Parallèles divergents avec la Révolution américaine

Que l'irrégion ait été l'alpha et l'oméga de la Révolution française est ce qui va fondamentalement la différencier de la Révolution américaine. Celle-ci ne prit jamais l'aspect de sinistre fête sanglante et de féroce croisade anti-religieuse de la Révolution française. Une étude appliquée à l'État du Maryland montre même une recrudescence de la pratique religieuse dans les années qui suivirent immédiatement la Déclaration d'Indépendance.

Et pourtant ce n'est pas que les idées des Lumières ou le déisme aient été étrangers aux Américains. Leurs esprits en avaient été profondément pénétrés. Mais l'anticléricalisme et l'incrédulité militante des philosophes français ne trouva jamais d'écho chez les Américains qui les rejetèrent comme des éléments étrangers à leur univers. Pour eux, il était évident que le respect de la religion garantissait la stabilité des institutions démocratiques et la sûreté des particuliers. Pour cela la garantie de la liberté religieuse était-elle chose absolument fondamentale pour les fondateurs de la République américaine. Le premier article de la Déclaration des Droits américaine lui est d'ailleurs consacré : « Le Congrès ne promulguera pas de loi concernant l'établissement de la religion ou qui en limiterait le libre-exercice. »

Dès lors, les deux révolutions qui, à l'origine, se réclamaient des mêmes préoccupations de liberté et de démocratie, prendront des voies radicalement opposées. L'historien François Furet explique ainsi cette divergence : « La Révolution américaine s'attachait essentiellement à restaurer d'anciennes valeurs – le droit commun anglais, d'une part, et la tradition religieuse chrétienne, d'autre part – tandis que la Révolution française réalisa une rupture radicale avec l'Église catholique et les institutions monarchiques. La Révolution américaine fonda des institutions garanties par Dieu, tandis que la Révolution française établit des institutions qui n'avaient d'autre

fondement qu'elles-mêmes. L'objectif de la Révolution française était de créer un nouvel homme et une nouvelle société sans aucune référence à la transcendance, servant en réalité de substitut à toute sorte de transcendance. »

Le vrai tournant : la Constitution civile du clergé

C'est avec la Constitution civile du clergé votée par l'Assemblée constituante le 12 juillet 1790 que la Révolution française perdit son aimable visage et que tout bascula vers la folie et le meurtre. Par cette mesure, dont on tend à sous-estimer la portée proprement révolutionnaire, les prêtres devenaient des fonctionnaires payés par l'État au même titre que les agents du fisc ou les représentants de l'appareil judiciaire. Ils étaient soumis à un serment de fidélité à la Constitution selon lequel ils étaient bien « citoyens avant d'être prêtres ». Les diocèses furent ramenés de 130 à 83 pour coïncider avec les départements. L'évêque n'avait plus à s'adresser au pape pour obtenir l'institution canonique et, comme le curé, il était désormais élu à la pluralité des voix par tous les citoyens actifs, y compris les juifs, les protestants et les incroyants.

Par cette intégration totale de l'Église dans la fonction publique, qui est l'exacerbation caricaturale des mauvaises habitudes prises sous l'Ancien Régime, on n'a jamais été aussi éloigné en France du régime de séparation de l'Église et de l'État. L'Église passait avec armes et bagages, y compris ses biens nationalisés, sous contrôle politique. Un farouche anticlérical comme Jean Jaurès ne s'y trompa pas qui exultait : « Tout (dans la Constitution civile du clergé) a une saveur laïque ; c'est le triomphe des légistes soumettant enfin à une procédure à eux l'investiture même des évêques, c'est-à-dire le recrutement de l'Église... En un sens, c'est un acte de laïcité plus hardi que la séparation de l'Église et de l'État, car, par la séparation de l'Église et de l'État, on ne laïcise que l'État ; la Constitution civile du clergé laïcisait, à certains égards, l'Église elle-même ».

Déjà, à plusieurs reprises avant le vote du 12 Juillet 1790, les révolutionnaires avaient montré leurs velléités d'interférence autoritaire dans le domaine spirituel. Un nommé Palissot avait proposé aux jacobins la suppression du sacrement de pénitence, « institution monstrueuse qui choque la pudeur et fait les Jacques Clément et les Ravailac ». Barnave avait répondu, méprisant, à l'évêque de Clermont qui s'inquiétait de la dissolution des congrégations à vœux solennels : « Il suffit que l'existence des moines soit incompatible avec les besoins de la société pour décider leur suppression ». Et l'État lui-même était déjà intervenu dans les affaires de l'Église en ordonnant que l'encens ne soit brûlé dans les temples que pour honorer la divinité.

À de multiples signes, on voyait se profiler à l'horizon la conception selon laquelle les prêtres devaient être réduits au rôle de simples fonctionnaires chargés de la morale civique et où l'Église n'aurait plus pour droit d'exister que son « utilité sociale » avec des modalités d'application décidées au plus haut niveau de l'État. Par la Constitution civile du clergé, le pas était franchi qui liquidait l'Église en tant que corps indépendant chargé du salut des âmes. La formule du serment constitutionnel selon laquelle on était « citoyens avant d'être prêtres » était l'abrégé des intentions révolutionnaires. Il s'agissait d'imposer, au moyen de la force publique si nécessaire, la conception d'ordre proprement métaphysique que, pour chaque être humain, l'essence de son humanité résidait dans son statut de membre de la cité plutôt que dans le lien qui reliait la créature à son créateur, exemplifié par la fonction sacerdotale. Forcer chaque prêtre catholique à prononcer ce credo de la religion révolutionnaire revenait à lui faire abjurer sa foi.

L'erreur monumentale de Louis XVI fut d'approuver la Constitution civile du clergé, par souci de ménager les révolutionnaires, et d'exhorter le pape à cautionner l'inacceptable mise sous tutelle de l'Église de France qu'elle impliquait. Avant de recevoir la réponse de Pie VI qui fut négative, la Constituante donna deux mois aux prêtres exerçant une fonction publique pour prêter serment

à la Constitution. 55 % du clergé refusa de signer. L'épreuve de force était engagée. Elle aboutit, par étapes, à la déchristianisation, cette tentative inouïe, sans précédent dans l'histoire d'une nation européenne, de la couper totalement et définitivement de ses racines chrétiennes.

L'engrenage déchristianisateur

C'est après la chute de la royauté en août 1792 que le mouvement déchristianisateur atteignit son apogée. On supprima tous les ordres monastiques et on interdit les processions publiques. On donna aux communes révolutionnaires le droit unilatéral de fermer les paroisses. On transforma les églises en temples de la Raison où l'effigie des martyrs de la Révolution remplaça celle des saints. Fouché, dans la Nièvre, fit décrocher les emblèmes religieux à la porte des cimetières pour les remplacer par des écriteaux où l'on pouvait lire : « La mort est un sommeil éternel ».

Dans la capitale, on fit célébrer le culte de la déesse Raison à Notre-Dame, puis dans les églises Saint-Eustache et Saint-Gervais où les cérémonies dégénérent en orgies et bacchanales, avec banquets dans la nef, chapelles isolées par des tentures, etc. Par la même occasion, on brûla en place de Grève les restes de Sainte Geneviève, patronne de Paris, dont les cendres furent jetées dans la Seine.

À moment donné, la Commune de Paris prit même un arrêté ordonnant la suppression de « tous les monuments de la féodalité et du despotisme ». On frémit en pensant à ce qu'aurait donné ce programme de vandales qui incluait tous les chefs-d'œuvre de l'art sacré et qui fut heureusement abandonné pour difficultés d'exécution.

Protestants et juifs ne furent pas épargnés par la vague de folie anti-religieuse. Des temples réformés furent envahis et l'on brûla des robes de pasteurs. Les hébertistes s'en prirent aussi aux juifs puisqu'il n'y avait aucune raison de ne pas « déjudaïser » à partir du moment où l'on déchristianisait. Un arrêté parut à Nîmes, où il était dit que « les juifs qui paraissaient avoir abjuré toutes les erreurs et les préjugés de leur culte, et qui néanmoins suivaient en secret et dans le mystère les mêmes maximes qu'auparavant seraient regardés comme suspects ».

Robespierre, grand-prêtre d'une nouvelle religion

Cependant, Robespierre commença à ressentir le danger de ce vent de folie s'il n'était pas canalisé. On ne pouvait pas se contenter d'ôter des âmes la foi qui les avait remplies et de les laisser vides. Pour Robespierre, digne fils spirituel de Jean-Jacques Rousseau, l'objet de la Révolution n'était pas d'abolir toute religion mais de se parachever dans de nouvelles formes de religiosité. Imprégné de sa mission sacrée à caractère messianique, il se voyait comme le « glaive flamboyant de la divinité » chargé, avec l'assistance des fidèles de la Révolution, de « fonder sur terre l'empire de la Justice et de la Vertu ». La France révolutionnaire était le peuple élu qu'il conduirait vers des perspectives glorieuses : « Rome e portait que de nouveaux fers aux nations vaincues. Seul le peuple français tient entre ses mains les destinées de l'Univers ! La cause du peuple français est celle des dieux. »

L'« Incorruptible » ne voulait donc pas d'un athéisme officiel pour la France, mais il voulait la doter d'un culte d'État néopaien dont il serait le grand-prêtre. Le 20 prairial de l'An II, la Fête de l'Être suprême vint concrétiser ce rêve dément. Sous le ciel radieux de Paris, toute une foule en liesse vint participer à la cérémonie sublime et incongrue qui, parodie du sacre des monarques déchus, intronisait le peuple souverain armé de la loi républicaine comme le nouveau dépositaire

de la légitimité divine. Un bouquet d'épis et de fleurs à la main, Robespierre officiait en personne, rayonnant d'un sourire exceptionnel sur ce visage sévère, habituellement tendu par les nuits de travail au comité de Salut Public. C'était la consécration de la Révolution française et l'apothéose de l'être humain à travers qui elle tint « son discours le plus tragique et le plus pur » (François Furet).

Malgré l'aspect éphémère de cette fête grandiose qui précéda de peu la chute de Robespierre, à la manière dont le glorieux accueil de Jésus à Jérusalem préluda à la crucifixion, on peut y voir le point culminant de la Révolution. Une nouvelle religion républicaine était née qui sanctionnait l'exclusion de la foi chrétienne traditionnelle de la France. Au siècle suivant, sous d'autres formes, elle connaîtra ses adeptes qui reprendront le flambeau de cette guerre de religion qu'avait été la Révolution française.

Les séquelles de la fracture révolutionnaire

Bien entendu, le projet fou des révolutionnaires ne pouvait aboutir et la religion chrétienne reprit ses droits sous les différents régimes qui suivirent la fracture révolutionnaire. Mais on ne peut négliger les répercussions de la cassure dans la transmission des valeurs que représente une période de dix ans pendant laquelle il n'y eut pratiquement aucun culte, aucune instruction religieuse.

À ce sujet, Jean Dumont cite les études effectuées sur un département que la carte actuelle de la pratique religieuse montre comme l'un des plus déchristianisés de France, l'Yonne. À l'époque de la Révolution, ce département se caractérisa précisément par les abjurations en masse des prêtres constitutionnels, à la suite du cardinal-archevêque de Sens, Loménie de Brienne, qui fut le véritable père de la Constitution civile du clergé. Le ralliement joyeux de tous ces cadres ecclésiastiques choqua, meurtri finalement tua la fidélité populaire.

» Ce scandale, écrit Joseph Perrin, éclatait au milieu d'un clergé déjà ébranlé, se répercuta jusqu'aux confins du malheureux diocèse de Sens. Les apostasies y furent plus nombreuses que dans toute autre province ecclésiastique, creusant, à la place de chaque prêtre tombé, un gouffre où allaient s'engloutir la foi et les mœurs des populations. » Et le même auteur, écrivant en 1896, d'ajouter : « Après un siècle écoulé, le département de l'Yonne se ressent encore de cet immense désastre, et l'on peut y retrouver, aux larges taches d'irrégion qui assombrissent son territoire, les stigmates des défections sacerdotales ». Ces « larges taches d'irrégion » sont toujours bien visibles aujourd'hui, constate Jean Dumont.

Autre exemple significatif : le département de la Creuse, région de pratique religieuse à peu près unanime en 1789. Or, sans raison bien précise et contrairement à ce qu'il en fut dans les départements voisins du Limousin et de l'Auvergne, 70 % du clergé y avait prononcé le serment constitutionnel en 1791. De plus, l'évêque constitutionnel fut un extrémiste qui apostasia : le conventionnel Marc-Antoine Huguet. Et, parmi le clergé constitutionnel majoritaire, les déprêtrisations furent particulièrement nombreuses (de 60 à 70 %).

L'Église locale ne se releva jamais de ce choc. En 1806 l'évêque de Limoges, dont dépendait la Creuse, constatait que, si la moindre incitation se produisait, on renoncerait sans difficulté à la religion dans le département.

À l'opposé, des régions où le clergé est resté largement réfractaire comme l'Ouest de la France (85 % de refus en Vendée) sont restées des bastions du christianisme jusqu'à ce jour. Ce facteur explique également l'intensité de la résistance à la vague révolutionnaire. Ainsi l'animateur de la répression jacobine dans l'Ouest, le général Turreau, fut-il le premier à signaler la grande autorité

dont y bénéficiaient les prêtres auprès de la population paysanne. Il reconnaissait trois raisons à cela : l'intégrité de leurs mœurs, le sérieux de leur formation doctrinale et leur connaissance intime du milieu.

Un génocide franco-français : la Vendée

Quant au bilan des victimes de cette triste époque de notre histoire, il faudrait sans cesse le remémorer à l'approche d'une indigne célébration bicentenaire. Si l'on additionne les pertes occasionnées par la guillotine, la guerre de l'Ouest, les massacres dans les provinces et une guerre extérieure dont sont largement responsables les révolutionnaires français, on aboutit à un chiffre d'un million de morts entre 1789 à 1800.

C'est en Vendée que la confrontation fut la plus cruelle. Dans un livre remarquablement documenté qui a fait l'objet de toute une polémique, *La Vendée-Vengé*, Reynald Secher a établi qu'entre 1792 et 1802, c'est 117 257 personnes, soit 14,38 % de la population, qui ont disparu dans les communes touchées par la guerre. La Vendée fut le premier génocide idéologique de l'histoire et la répétition générale des massacres de masse du XX^e siècle. Fours crématoires où les soldats de la République jetaient les femmes et les enfants, méthodes d'extermination chimique qui furent à un moment envisagées pour venir à bout d'une population rebelle, nous y retrouvons tous les ingrédients d'une infâmie en action qui prendra plus tard d'autres couleurs.

Le 8 février 1794, le comité de Salut Public envoya au général Turreau, qui proposait de faire de la Vendée « un cimetière national », l'ordre tant attendu pour mettre un point final à l'insurrection : « Extermine les brigands jusqu'au dernier, voilà ton devoir... » L'ordre d'exécution comprenait les femmes, « sillon reproducteur », et les enfants qui ne sont que de la graine de brigands. Dans la « Vendée militaire », périmètre de 680 paroisses soigneusement délimitées, il n'était pas question de laisser pierre sur pierre ou d'épargner une seule vie. À Turreau qui objectait que 15 à 20 % de la population était du côté de la République, on répondit de tuer les bleus comme les blancs. En d'autres termes, pour parodier une célèbre formule, Dieu qui de toutes façons n'existe pas n'y retrouvera pas les siens !

Des voix indignées se sont élevées contre Reynald Secher pour avoir osé parler de « génocide franco-français » et abîmer le mythe sacro-saint de la Grande Révolution. Comment peut-on parler de génocide, lui rétorqua-t-on, alors qu'il s'agit d'un conflit opposant des Français entre eux ? En d'autres termes, la consolation pour les Vendéens d'avoir été exterminés par des compatriotes rendait inconvenant de mentionner le sort atroce qui leur fut réservé.

IV

Histoire d'une guerre de religion : le conflit gauche-droite

Tout le XIX^e siècle en France fut marqué par l'affrontement ouvert ou larvé entre une gauche communiant dans le culte de la République et une droite catholique contre-révolutionnaire. Le moindre prétexte servait à rallumer les passions anti-religieuses comme l'illustrent les éclats révolutionnaires qui ont traversé le siècle.

En juillet 1830, Notre-Dame fut envahie et profanée. L'archevêché de Paris mis à sac et monseigneur de Quélen, l'archevêque, obligé de se cacher pour préserver sa vie, la maison des jésuites de Montrouge détruite ainsi que celle des Missions de France, les évêques et les prêtres insultés dans la rue, molestés, chassés des presbytères. Jusqu'en 1831, on vit des églises saccagées et des croix de mission détruites en province.

En 1870, les communards fermèrent les églises aux portes desquelles ils placardèrent des pancartes comme celle affichée sur l'église Saint-Pierre-de-Montrouge : « Attendu que les prêtres sont des bandits et les repaires où ils ont assassiné moralement les masses... sont les églises ». Dans les églises, on organisa des banquets et des bals avec des prostituées. L'archevêque monseigneur Darboy fut fusillé avec plusieurs de ses compagnons par les insurgés après qu'il eût béni ses assassins.

« Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

Sous la III^e République, les héritiers de la Révolution française revenus au pouvoir crurent enfin tenir l'occasion de porter un coup mortel à leurs adversaires. Ce fut la grande époque de l'anticléricalisme laïque, presque un demi-siècle à partir de 1870 où la grande affaire de la République fut la querelle entre les anticléricaux au pouvoir et les tenants de l'Église romaine. Gambetta lui-même lança le mot d'ordre des républicains : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » Sur la nouvelle génération anticléricale, l'influence de Proudhon devait être considérable. G. Gurvitch va jusqu'à voir dans son *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église* (1858) « le manifeste de l'anticléricalisme français, qui a servi d'inspiration à toute la lutte pour la séparation de l'Église et de l'État sous la III^e République. Radicaux-socialistes, socialistes, et, plus récemment, communistes, bref tous les laïcs français, ont été inspirés ou continuent d'être inspirés par cet ouvrage, tantôt consciemment, tantôt sans le savoir ». En fait, Proudhon est moins un « séparatiste » qu'un homme qui veut la destruction pure et simple de l'Église catholique et jusqu'à l'élimination de l'idée même de Dieu. « Le premier devoir de l'homme intelligent et libre est de chasser incessamment l'idée de Dieu de son esprit et de sa conscience, affirme-t-il péremptoirement, car Dieu, s'il existe, est essentiellement hostile à notre nature... Nous arrivons à la science malgré Lui, au bien-être malgré Lui, à la société malgré Lui : chacun de nos progrès est une victoire dans laquelle nous écrasons la divinité. » Contre Dieu donc, qu'il existe ou non, passionnément et jusqu'à la folie. À la question d'usage lors de son initiation à la loge de Besançon : « Que doit l'homme à Dieu ? », le théoricien socialiste répondra sans hésiter : « la guerre ».

Le mythe laïque et sa neutralité fictive

C'est l'idée laïque qui permit de cristalliser la nouvelle offensive anticléricale. Officiellement, elle se présentait comme un idéal de tolérance, exclusif de toute option religieuse. Il s'agissait, au nom de la neutralité de l'État, d'évacuer tout élément religieux dans la création du droit, dans l'enseignement et d'une manière générale, dans la vie publique. En fait, l'idée laïque était une pensée très déterminée dont l'origine est à rechercher dans le positivisme de Comte et la philosophie de Condorcet. Selon cette idée qui s'érige en véritable dogme, l'esprit de progrès est incompatible avec tout préjugé religieux et en impose l'éradication par étapes pour une véritable libération de l'homme. L'objectif est d'entrer dans le troisième âge, l'âge « positif », où l'être humain n'a plus besoin de religion ou de métaphysique, puisque la science la remplace en expliquant la réalité et en la transformant. Cette religion de la raison et du progrès, une fois armée du bras séculier, s'avéra un redoutable instrument de l'irrégion militante. L'idée laïque se trouvait donc aux antipodes de l'indifférence qu'elle professait en matière de religion. Dans une citation de *L'Humanité* du 4 octobre 1904, le ministre socialiste de l'Instruction publique, René Viviani, révélait cyniquement le stratagème derrière cette façade de neutralité et de tolérance : « La neutralité est, elle fut toujours un mensonge, peut-être un mensonge nécessaire... Le passage à franchir était périlleux... On forgeait au milieu des impétueuses colères de la droite la loi scolaire. C'était beaucoup déjà que de faire établir une instruction laïque et obligatoire. On promet cette chimère de la neutralité pour rassurer quelques timides dont la coalition eût fait obstacle à la loi ».

Dans une intervention à la Chambre le 8 novembre 1906, le même Viviani découvrait le sens de la politique conduite sous la Troisième République qui était de parachever l'œuvre irrégieuse de la Révolution française : « La Révolution française a déchaîné dans l'homme toutes les audaces de la conscience et toutes les ambitions de la pensée. Cela n'a pas suffi. La Révolution de 1848 a doté l'homme du suffrage universel, elle a relevé le travailleur courbé sur sa tâche et elle a fait du plus humble l'égal politique du plus puissant. Cela n'a pas suffi. La Troisième République a appelé autour d'elle les enfants des paysans, les enfants des ouvriers et dans ces cerveaux obscurs, dans ces consciences enténébrées elle a versé peu à peu le germe révolutionnaire de l'instruction. Cela n'a pas suffi. Tous ensemble, par nos pères, par nos aînés, par nous-mêmes, nous nous sommes attachés dans le passé à une œuvre d'anticléricisme, à une œuvre d'irrégion. Nous avons arraché les consciences humaines à la croyance. Lorsqu'un misérable, fatigué du poids du jour, ployait les genoux, nous l'avons relevé, nous lui avons dit que derrière les nuages il n'y avait que des chimères. Ensemble et d'un geste magnifique, nous avons éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera plus ! »

L'anticléricisme au pouvoir

Au pouvoir, le laïcisme devint une nouvelle religion d'État, avec ses associations, ses liges, ses loges, ses rites, son école. Il était si vrai que la direction des esprits était le véritable enjeu de la rivalité entre les deux camps que toutes les querelles tournaient autour de la question de l'école. Pour les anticléricaux, l'école était le « temple de la foi des temps nouveaux » qui permettrait de former une nouvelle génération de « petits missionnaires des idées modernes. » Et toute une légende fut bâtie autour de l'école laïque. À en croire la propagande anticléricale, c'est elle qui aurait arraché la France à l'ignorance et l'analphabétisme. En fait, la proportion de lisant-écrivains en France était déjà de 72 % en 1871. L'effort avait déjà été essentiellement fourni pour alphabétiser les masses sous les régimes précédents. En trente ans à partir des lois scolaires, la Troisième République fit progresser l'effectif des élèves scolarisés de 12 %, ce qui ne dépasse pas la norme de la moyenne européenne.

L'apogée de la querelle anticléricale se situe au tournant du siècle. Sous le ministère Waldeck-Rousseau, la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations fut édictée dont tout l'artifice consistait à réunir dans un même texte des mesures libérales concernant les associations laïques et des mesures d'exception destinées à frapper les congrégations.

Avec Émile Combes, c'était l'anticléricisme d'État qui s'installait au grand jour. Cet ancien séminariste, auteur d'une thèse sur la dispute entre Saint Bernard et Abélard où il donnait raison au fondateur cistercien contre le précurseur de la Libre Pensée au Moyen Âge, est resté dans l'histoire comme le prototype de l'anticléric viscéral et borné. Après avoir empêché l'enregistrement de 54 congrégations masculines et de 81 congrégations féminines, il révéla son grand projet qui interdisait l'enseignement à toutes les congrégations, autorisées ou non, le 18 décembre 1903.

Dans la période qui suivit, le gouvernement ferma des centaines de séminaires et d'écoles. Il détourna les yeux lorsque des bandes de voyous manifestèrent dans quelques églises. Les gouvernants allèrent tellement loin dans la volonté de réduire les activités publiques de l'Église qu'en 1907 ils décrétèrent nécessaire pour célébrer la messe une déclaration préalable de la police ! Selon certaines statistiques, plus de 40 000 procès-verbaux furent dressés, suivis de contraventions pour ces « délits de messe ».

Les origines religieuses du clivage gauche/droite

Est-ce que l'évocation de ces vieilles querelles nous éloigne des termes actuels du débat politique en France ? Pas autant qu'on pourrait le croire. Le fait que le clivage moderne entre droite et gauche, legs de la Révolution française, ait des origines religieuses a été porteur d'effets profonds sur la longue durée. Pour nous en convaincre, tâchons d'analyser où se situe la ligne de démarcation entre droite et gauche aujourd'hui. La réponse n'est pas évidente a priori.

On assiste depuis le siècle dernier, à un tel chassé-croisé des valeurs proclamées par les deux camps que l'on a le plus grand mal à isoler le noyau dur des deux logiques respectives.

Le patriotisme fut au départ une valeur révolutionnaire, teintée de messianisme civilisateur, avant que la droite ne fasse de la défense de la patrie son cheval de bataille. Le centralisme, après avoir été colbertiste, puis jacobin, compte aujourd'hui ses partisans et ses adversaires des deux côtés de la barrière politique. Autre renversement notable : la droite, qui s'était longtemps faite la championne d'un État fort, embouche maintenant les trompettes d'un libéralisme économique qui réclame « moins d'État », tandis que la gauche au pouvoir est revenue sur le rigide étatisme de son programme de gouvernement. Quant à la République, qui était consubstantiellement « de gauche », elle est aujourd'hui prise d'assaut par une droite qui se rassemble sous l'égide du bonnet phrygien et chante sur le mode : « Plus républicain que moi, tu meurs ! » Même incertitude pour l'antisémitisme, décrit comme l'apanage des milieux conservateurs, mais également vivace au siècle dernier chez des socialistes comme Fourier ou Proudhon qui voyaient dans le juif le prototype du marchand spéculateur et spoliateur et l'instrument de l'oppression des travailleurs, tandis que l'antisémitisme renaît aujourd'hui à gauche sous couvert d'« antisémitisme ».

Reste le thème de la justice sociale que la gauche garde au cœur de son discours et qu'elle revendique comme sa propriété exclusive. Mais la droite, à juste titre, conteste vigoureusement cette prétention en notant que le socialisme a partout créé une nouvelle classe privilégiée de « nomenclaturistes » et que c'est somme toute dans les pays dotés d'une économie de libre-marché que l'on est parvenu aux meilleures formules de diffusion populaire du capital. Des études

sociologiques récentes ont d'ailleurs montré que, sur les questions économiques et sociales, il devenait de plus en plus difficile de distinguer une opinion de gauche d'une opinion de droite.

En fait, l'un des effets remarquables de l'expérience de la gauche aux affaires en France aura été de niveler les différences accessoires entre la gauche et la droite de sorte qu'apparaît maintenant l'essentiel. Et cet essentiel nous est révélé par un sondage réalisé en juin 1984 par l'Association pour l'étude des structures de l'opinion publique, publié dans l'*Express* du 25 octobre 1985. Selon ce sondage, le clivage gauche/droite ne se dessine nettement qu'à travers cette question : « Dieu existe-t-Il ? » 60 % des électeurs RPR et UDF répondent positivement, alors que la moyenne des Français se situe à 41 %.

Autre sondage au moins aussi parlant réalisé par la Sofres le 13 février 1986 : 86 % des catholiques pratiquants réguliers s'apprêtaient à voter pour la droite aux législatives de mars 1986, ne laissant que 9 % des intentions de vote au Parti socialiste et 4 % au Parti communiste.

Le verdict des chiffres

Une analyse régionale des derniers scrutins parvient aux mêmes conclusions : sont restés fidèles à Valéry Giscard d'Éstaing en mai 1981 des vieux bastions chrétiens comme l'Est, l'Ouest, les Pyrénées atlantiques, la Haute-Savoie, la Corse. Dans le centre résistent les hautes terres du Massif Central (Cantal, Haute-Loire, Lozère, Aveyron) qui étaient l'un des grands réservoirs religieux, de la France du XIX^e siècle, à côté de départements qui ne se sont jamais relevés du choc de la déchristianisation sous la Révolution, comme l'Allier, la Creuse ou la Charente, et qui conservent leur confiance à la gauche aux élections européennes de 1984 où elle fut largement battue. De manière significative, des départements qui apparaissent en négatif sur la carte de la pratique religieuse au milieu de régions très chrétiennes, tels que les Côtes-du-Nord dans l'Ouest et la Meurthe-et-Moselle dans l'Est, se trouvent également être des îlots de gauche.

Un autre sondage publié par le *Nouvel Observateur* le 30 janvier 1978 montrait l'ampleur du contraste entre les deux catégories extrêmes de Français : pratiquants réguliers et non-croyants, avec des échelonnements intermédiaires pour les pratiquants occasionnels et les croyants non-pratiquants. Alors que seulement 2 % des pratiquants réguliers se situaient à l'extrême-gauche et 11 % à gauche contre 83 % au centre ou à droite, 44 % des non-croyants se disaient d'extrême-gauche, 25 % de gauche, 22 % du centre et 6 % seulement de droite (dont 1 % d'une extrême-droite représentée par 9 % des pratiquants réguliers).

En d'autres termes, toute analyse couvrant les dix dernières années montre la permanence d'un fait qui semble résister à toutes les fluctuations : le rapport direct entre, d'une part, la croyance religieuse (surtout si elle est active) et l'option de droite, et d'autre part, la mécréance et l'option de gauche. Ainsi l'historien Michel Winock, dans *La fièvre hexagonale*, établissait-il ce que « les analyses de sociologie électorale montrent à l'évidence : la plus constante des corrélations avec le vote à gauche et à droite reste le comportement religieux – qu'on pourrait résumer ainsi : plus on est catholique pratiquant, plus il y a de chances statistiques qu'on vote « à droite ». Les « chrétiens progressistes », les « curés rouges » ou les députés socialistes catholiques n'y changent rien : cette constante en dit long sur les rapports du religieux et du politique en France. »

Ces chiffres signifieraient-ils que l'immense majorité chrétienne de droite a eu le cerveau lavé par un parti clérical lui indiquant le bon choix à la veille des élections ? Non, et c'est là le plus extraordinaire, car les prêtres désormais ne se situent plus politiquement du même côté que leurs ouailles.

Un clergé déboussolé

Un sondage réalisé pour *Le Point* en 1976 nous montre combien la gauchisation du clergé catholique était déjà avancée il y a dix ans. À la question « quel est le parti le plus proche de votre idéal évangélique ? », les opinions exprimées des prêtres français laissaient apparaître 16 % pour le PSU et les gauchistes, 36 % pour le Parti socialiste, 28 % pour les Réformateurs de J.J.S.S., 12 % pour les Républicains indépendants et 6 % pour l'UDR, soit 81 % pour le courant qui va de l'extrême-gauche à la social-démocratie de Jean-Jacques Servan-Schreiber, 18 % pour le courant qui va du gaullisme au centre-droit... et quelques fragments de poussières pour la droite nationale (Mgr Lefèbvre, où êtes-vous ?).

Ce résultat est certes tempéré par le fait que près d'un prêtre sur deux a refusé de répondre à la question, mais il nous montre précisément que le cléricisme de droite, ce vieux serpent de mer que l'on continue d'agiter, a bel et bien disparu de nos contrées. Le seul cléricisme qui subsiste aujourd'hui est bien de gauche. 20 % de l'ensemble des prêtres interrogés pensent effectivement que « l'Église dans le monde de demain ne sera entendue que dans la mesure où elle optera franchement pour le socialisme », étonnant aveu de l'utilisation politique que font un prêtre sur cinq de leur ministère, sans compter les autres qui optent un peu moins « franchement ». Aujourd'hui, ce n'est plus pour fustiger la gauche séculière et anti-religieuse que l'on monte en chaire, mais pour accabler la droite égoïste complice de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais, si une immense majorité des hommes et femmes d'éducation chrétienne, qui sont restés attachés à certaines valeurs fondamentales, se reconnaissent spontanément à droite, comment expliquer qu'une considérable proportion de leurs pasteurs se retrouvent de l'autre côté de la barrière politique ? Nous ne sommes pas en mesure ici d'examiner toutes les facettes de cette question complexe. Mais il faut considérer, pour une part, que le grand drame de ceux qui se réclament des valeurs chrétiennes traditionnelles est le décalage subsistant, vingt siècles après Jésus Christ, entre l'idéal évangélique et l'imperfection de la société occidentale dont il forme le noyau. C'est à partir de la réalité de la corruption et de l'injustice dans notre société que s'exerce la puissante accusation d'une gauche qui tend à faire table rase du passé. En ce sens, l'entreprise du philosophe Pierre Bayle établissant la somme totale de toutes les fautes du monde chrétien préfigurait l'édifice systématique d'un Marx qui désignait dans l'exploitation de l'homme par l'homme le ressort de la société occidentale et conditionnait sa libération définitive à l'anéantissement de toute sa « superstructure » religieuse. Que la religion soit une simple façade dissimulant de sordides intérêts économiques, voilà l'accusation qu'une certaine gauche va continuellement asséner à son adversaire de droite. Le fait que cette accusation soit systématisée dans le marxisme donnera à cette idéologie la fonction de soleil autour duquel gravitent, à divers degrés d'éloignement et d'éclairage, toutes les planètes de la gauche.

Pour ceux qui, tels les prêtres, représentent officiellement l'Église et doivent quotidiennement confronter les accusations, la tentation est grande de se démarquer de l'héritage traditionnel et de s'acoquiner avec les accusateurs, histoire de prouver que la charité évangélique n'est pas un vain mot. Pour le croyant pratiquant, qui reste libre d'intervenir publiquement en tant que chrétien ou de se réfugier derrière son image sociale de tous les jours, la pression est moins forte et on peut plus aisément s'offrir le luxe de l'intransigeance.

D'une manière générale, nous ne vivons pas à une époque facile à vivre pour les prêtres. Reconnus comme directeurs incontestés des consciences dans la société traditionnelle, ils ont du mal à trouver leur place à une époque qui rejette le principe même de la direction des consciences.

La crise d'autorité et de légitimité pastorale est ici à mettre sur le même plan que la crise d'autorité et de légitimité parentale ou professorale.

La gauche et ses démons anticléricaux

Il n'en reste pas moins que les chrétiens de France tendent massivement à se reconnaître dans les valeurs de droite. Qu'ils prennent cette option à l'encontre de leurs pasteurs n'en est que plus significatif de sa profondeur. Et, comme pour tous les mouvements de fond dans la conscience collective, il peut être périlleux de le négliger pour ceux qui se croient les acteurs de l'histoire. Ainsi, quand certains apprentis-sorciers du pouvoir socialiste s'avisèrent de rallumer la vieille querelle scolaire et de reprendre l'œuvre laïque inachevée de la République anticléricale, ils ont trouvé face à eux des millions de Français descendus dans la rue. Pour avoir sous-estimé la permanence des attachements de « l'autre France », le gouvernement socialiste a connu son plus grave échec. C'est en effet l'abandon du projet scolaire qui a précipité la fin du ministère Mauroy et avec lui, de la première ère de la présidence Mitterrand. La deuxième ère, symbolisée par Laurent Fabius, devait se concrétiser par un ton plus feutré et l'abandon d'un discours idéologique périmé. La gauche encore au pouvoir apparaissait à la recherche d'elle-même, un peu comme si, en s'avérant incapable d'imposer son programme laïque, elle avait perdu sa raison d'être.

Si nous mettons tant d'insistance à souligner ces oppositions, ce n'est pas pour maintenir à tout prix le clivage bi-séculaire entre gauche et droite, mais plutôt afin de montrer aux gens bien intentionnés que ce ne sont pas de simples petites divergences qui s'aplanissent d'elles-mêmes, mais une fracture dont les racines sont métaphysiques.

C'est la gauche qui, historiquement, a pris la responsabilité de briser le consensus autour des valeurs fondamentales de notre héritage judéo-chrétien. Tant qu'elle ne reconnaîtra pas et n'assumera pas cette responsabilité, le rôle positif qu'elle pourrait jouer dans la vie de la nation restera limité.

C'est en fait toute la tradition de la gauche qui serait à réviser. Dans son Panthéon, elle a placé au pinacle la figure de Jean Jaurès. Or, il faut savoir que Jean Jaurès est un homme qui naquit à la vie intellectuelle par une critique du christianisme, du spiritualisme et de l'idéalisme en général. « Le christianisme de la société actuelle, disait-il, n'est qu'une organisation théocratique au service de l'iniquité sociale, et il s'agit avant tout de le renverser. » Et, pour bien montrer qu'il ne l'accepterait pas davantage sous une autre forme, il ajoutait aussitôt : « Quant au christianisme flottant des dilettantes mystiques, des Renan et des Vogüé, il est aussi dangereux que l'âpre catholicisme, car il énerve les esprits et il détrempe les courages dans une sorte de brouillard de religiosité ».

Même si un tel langage est aujourd'hui abandonné, il n'en reste pas moins qu'il imprègne la tradition de la gauche et que sa logique déchristianisante se reporte sur d'autres aspects, comme notamment un certain relativisme moral dans le domaine de la culture et des mœurs. C'est, par exemple, Yvette Roudy et sa loi prévoyant des condamnations pénales pour un employeur qui refuserait d'embaucher un candidat au poste d'éducateur sous prétexte qu'il serait pédophile. C'est encore Robert Badinter qui a été jusqu'à réunir le Parlement en session extraordinaire pour dépénaliser le détournement de mineurs par des homosexuels. Sans compter les innombrables projets culturels véhiculant un esprit de décadence morale qui ont reçu l'aval de Jack Lang.

La droite face au chantage laïque

Quant à la droite, il lui revient aussi de balayer devant sa porte. Il lui arrive trop souvent de trahir la volonté de ses électeurs qui l'imaginent en gardienne des valeurs fondamentales transcendantes qui constituent le fondement harmonieux de notre société. Elle abandonne trop souvent sa responsabilité de réaffirmer l'identité chrétienne de la France pour se griser d'efficacité économique ou se plonger dans la gestion technocratique au jour le jour des affaires de l'État.

Toute notre civilisation est basée sur une certaine idée de l'être humain, être créé par Dieu, investi du libre-arbitre, mais aussi des exigences que confère la liberté. Si la France ne renoue pas avec cette idée dont elle est née, elle ne pourra jamais résoudre ses divisions intérieures.

Entendons-nous bien ici. Il ne s'agit pas de prôner une sorte de néocléralisme. Nous avons vu que c'est le cléralisme ou la mésalliance entre le pouvoir politique et les autorités religieuses qui a conduit la France de l'Ancien Régime vers l'impasse révolutionnaire. Aujourd'hui, la France peut très bien rester fidèle à son baptême sans pour cela imposer le monopole d'une Église sur les autres à l'aide du bras séculier. L'idée judéo-chrétienne qui forme le cœur de la civilisation française aussi bien qu'européenne va au-delà des clivages confessionnels.

La difficulté à faire comprendre cette nuance dans notre pays vient de ce que les Français ont eu le cerveau tellement lavé par un laïcisme impérial qu'ils ne saisissent pas la différence entre collusion de l'Église et de l'État et convergence du politique et du religieux. Il n'y pas de société où la séparation entre l'État et les différentes Églises soit plus stricte qu'aux États-Unis. Mais, dans ce pays où la liberté religieuse est la pierre angulaire de la Constitution, les institutions sont toutes baignées de l'esprit biblique. Le Président Reagan, qui a dû prêter serment sur les Écritures saintes au moment de son entrée en fonction, y rappelait dans un discours récent combien il était absurde de vouloir séparer strictement le politique et le religieux.

Il ne s'agit pas pour la France de suivre un modèle anglo-saxon, mais de retrouver un chemin qui était l'aboutissement naturel de toutes les sociétés européennes avancées.

Le problème de la droite française depuis le siècle dernier est que, désarçonnée par la tornade révolutionnaire, elle n'a jamais su trouver le ton juste entre un revanchisme ultra souvent teinté d'anti-protestantisme ou d'antisémitisme, et un libéralisme complaisant qui cède au chantage laïque en évacuant toute inspiration spirituelle de son discours.

Le religieux banni de la cité

Comme nous l'avons vu, la France a, sans doute plus que n'importe quelle nation européenne, joué un rôle de pointe dans l'immense travail de christianisation qui s'est poursuivi depuis le Moyen Âge et qui a permis l'intériorisation progressive de la conception chrétienne de l'être humain. Sans cet effort continu, l'Occident ne se serait jamais doté du système institutionnel et juridique le plus respectueux de la personne humaine qui ait existé dans l'histoire.

Cependant, notre pays a malheureusement aussi joué un rôle moteur dans le reflux déchristianisant qui a marqué les Temps modernes après le flux christianisant du Moyen Âge.

Des statistiques du C.N.R.S. citées par Pierre Chaunu montrent qu'en 1969 il n'y avait plus qu'une minorité de Français pour croire à « quelque chose après la mort », contrairement aux chiffres de 1965. En quelques années seulement s'est opéré un bouleversement considérable dans les esprits. Une athéisation accélérée est le phénomène le plus marquant de ces vingt dernières

années. Les êtres humains n'accordent plus de sens à la mort ni à la vie. Et le plus grave, ajoute Chaunu, est que les Églises ont abdiqué leur fonction traditionnelle : donner le sens à la vie.

L'avènement d'une société athée est un phénomène sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Et il est en train de se produire sous nos yeux. Alors que les sociétés traditionnelles puisaient dans leurs origines religieuses, le fondement éthique des lois et des institutions, le système signifiant qui rythme la vie des individus du berceau jusqu'à la tombe et jusqu'à la légitimité du pouvoir, la société moderne a laïcisé les institutions, sécularisé les mœurs et marginalisé la religion jusqu'à menacer son droit de cité. Alors que, selon la lettre de la loi démocratique, le croyant est libre de pratiquer et d'exprimer sa foi, sa voix est étouffée par un terrorisme intellectuel généralisé, et la part du religieux dans la cité est restreinte par des mesures politiques arbitraires. Désormais dépourvue de sens, la machine de notre civilisation tourne à vide, ce qui pose à brève échéance le problème même de sa capacité de survie.

Une bataille pour la foi est donc la tâche la plus urgente de cette fin de siècle. Et en l'occurrence, ce sont les consciences plutôt que les institutions que le christianisme devra reconquérir. Un nouvel *aggiornamento* constantinien n'est tout simplement plus d'actualité. On ne revient pas sur le type d'évolution historique qui a séparé l'Église de l'État, d'autant plus que le christianisme s'est divisé en une infinité de chapelles.

Mais cela ne veut pas dire que l'on doive pour autant accepter la tendance actuelle à évacuer la religion du débat public, à la parquer dans le domaine dit privé et le silence des lieux de culte. Cette règle de bienséance laïque selon laquelle le discours religieux doit être absolument tu de manière à ne pas indisposer les oreilles athées revient à un odieux chantage intellectuel. Et le pire est que beaucoup d'ecclésiastiques pusillanimes ont fini par s'y conformer.

On ne peut pas restreindre la religion au jardin secret de l'individu, ce qui équivaut à lui enlever le droit de cité en lui niant sa fonction collective qui est de donner le sens. Les Églises ont le devoir de revendiquer à nouveau leurs prérogatives en ce domaine, ce qui n'exclut nullement le pluralisme des croyances.

En République populaire de Pologne, c'est-à-dire sous régime athée militant, l'Église tient toujours sa fonction traditionnelle. Catholiques à 90 %, c'est vers l'Église que les Polonais se tournent pour trouver une direction morale et spirituelle. À la tête du syndicat Solidarité, Lech Walesa consulte fréquemment ses directeurs de conscience ecclésiastiques. Et la structure de l'Église tient lieu de contre-pouvoir au régime totalitaire.

Que l'Église exerce ses prérogatives morales donc, loin de faire peser une menace sur les libertés, lui permet de s'affirmer comme un instrument de résistance au totalitarisme. À partir du moment où l'Église ne dispose pas du bras séculier pour imposer ses vues par la force, comme le font les grands États totalitaires, elle ne présente aucun danger pour les libertés publiques en exerçant sa fonction de direction des consciences. Les individus auxquels elle s'adresse ont toute latitude d'accepter ou de refuser la discipline éventuelle qu'implique la pratique de la religion en question. Il est d'ailleurs à noter que les grands totalitarismes modernes cherchent systématiquement à détruire les structures religieuses. C'est le cas, bien entendu, du marxisme-léninisme athée, mais c'est aussi – ce que l'on sait moins –, celui du national-socialisme. Hitler nourrissait en effet le plan, une fois menée à bien son entreprise de conquête universelle, de détruire toutes les institutions religieuses et notamment les Églises chrétiennes.

Conclusion : le pari de l'homme de foi

En conclusion, sous quelles formes la religion doit-elle trouver sa place dans la société d'aujourd'hui ? Il nous faut revenir au niveau le plus fondamental. Si l'être humain est effectivement une créature de Dieu, la vérité ultime sur ses origines et ses fins dernières est inscrite en lui, au plus profond de sa conscience. Au contact de la parole divine, la conscience est éclairée et chaque individu renoue avec le sens de sa vie. Ce n'est qu'ensuite que la société est amenée à changer.

Dans cette perspective, la priorité n'est pas de travailler à un changement des institutions, ce qui est la voie matérialiste et potentiellement totalitaire, mais à une transformation ou métanoïa des individus. Les formes d'un changement de la société s'affirmeront ensuite d'elles-mêmes.

Dans des conditions ainsi définies, le non-croyant n'a rien à craindre d'une religion qui n'a pas peur de s'affirmer. Quant au croyant, il fait le pari sur la vérité d'une parole à vocation universelle et dont la conscience de chacun sera le juge ultime. Ce pari est en tous points compatible avec le pari constitutif de la société démocratique : faire suffisamment confiance dans les êtres humains pour les croire capables de coexister dans une cité où s'expriment tous les points de vue.

II^e partie

**LES TROIS DÉFIS
DU MONDE MODERNE**

Dans un monde où les problèmes se posent de plus en plus à l'échelle planétaire, la situation de la France ne peut être isolée de son contexte global. La France appartient à la communauté internationale, mais plus particulièrement à l'ensemble occidental, prolongement de cet espace de solidarité médiéval que l'on appelait la chrétienté. De toute évidence, les problèmes qui se posent à la société française aujourd'hui sont essentiellement ceux qui se posent à la société occidentale en général.

Dans les pages qui suivent, nous voudrions examiner, dans le cadre français qui leur donne une expression originale, les principaux défis qu'ait à relever la société occidentale moderne : celui d'abord que représente la menace globale du communisme international, de toute évidence le plus pressant et le plus urgent car c'est dans son intégrité physique qu'il menace l'Occident ; le défi ensuite constitué par la montée des idéologies contemporaines qui ont prospéré dans la brèche ouverte par le déclin d'influence des Églises ; celui enfin que représente la crise des valeurs traditionnelles qui ont servi de fondement moral à la société occidentale et dont l'effondrement pose le problème même de sa capacité de survie.

I

La tentation du communisme

Toutes les tentatives conduites depuis la Révolution russe pour noyer le communisme dans le Coca-Cola ou les bonnes paroles n'y changeront rien. Dans son essence même, le projet communiste vise à la destruction de l'Occident. Destruction de la civilisation judéo-chrétienne qui en constitue le fondement. Destruction des institutions politiques démocratiques dont se sont dotées les nations occidentales. Destruction enfin du mode de production économique qui les a propulsées au sommet de la prospérité. Par les moyens de la subversion intérieure et d'une formidable pression militaire, le monde communiste escompte bien remporter la victoire finale dans son impitoyable confrontation avec le monde occidental. Il n'y a dans ce domaine aucune illusion à se faire. C'est bien la manière dont le monde libre saura relever le défi du communisme d'ici la fin du siècle qui déterminera non seulement son propre avenir mais celui de toute l'humanité.

Le communisme, un phénomène mal connu

Le communisme tient sa force de ce que, par une mise en accusation systématique de toutes les tares de l'Occident, il est parvenu à paralyser moralement son adversaire.

Avec un incroyable aplomb, il se pose en liquidateur de la corruption, en champion de la justice et en libérateur de l'humanité. S'il ne parvient pas toujours à convaincre de ce qu'il constitue la solution aux problèmes du monde, il lui reste assez d'efficacité pour focaliser l'attention de l'opinion sur la culpabilité de l'Occident et couvrir les crimes abominables qui ont émaillé l'histoire du communisme.

Malgré tous les témoignages et les informations qui ont filtré vers l'Ouest, le communisme reste un phénomène fondamentalement méconnu. Aujourd'hui encore, on continue de parler de déviation stalinienne de l'idéal révolutionnaire originel de Lénine. Ce n'est pourtant pas Staline, mais Lénine – rappelons-le une bonne fois pour toutes – qui, en 1918, introduisit en Europe une institution promise à un bel avenir : le camp de concentration. Ce n'est pas Staline, mais Lénine qui commença à pratiquer la terreur de masse à grande échelle pour réduire les éléments « contre-révolutionnaires » de Russie. Ce n'est pas Staline, mais Lénine qui, dans le cadre de cette politique de répression, monta de toutes pièces une police secrète qui est l'ancêtre du NKVD et du KGB, la Tchéka. Au bout de simplement trois ans de fonctionnement, Lénine avait déjà recruté 250 000 agents pour la Tchéka, chiffre qu'il est intéressant de comparer avec les 15 000 agents de la police secrète du Tsar, l'Okhrana, qui avait la sinistre réputation d'être l'organe de ce type le plus important au monde. Autre comparaison significative de chiffres : alors que les derniers tsars exécutaient leurs opposants au rythme de 17 par an, la Tchéka, au bout d'un an, atteignait déjà une vitesse de croisière de 1 000 exécutions politiques par mois.

Le plus grand génocide dans l'histoire de l'humanité

Si l'on fait l'addition de la répression, de la guerre civile et des famines durant les sept années du pouvoir de Lénine, l'on aboutit à un total de 15 millions de pertes humaines. En y ajoutant les victimes des purges stalinienne et les morts du Goulag sous les régimes suivants, c'est de 60 à 70 millions de vies que le communisme soviétique a sacrifiées sur l'autel de la Révolution mondiale. On est bien obligé de constater, chiffres en mains, qu'au palmarès des massacres collectifs du XX^e siècle, le nazisme, qui est pourtant resté comme l'incarnation mythique du mal dans la conscience contemporaine, se voit relégué au rang de brillant deuxième derrière le communisme.

Le communisme chinois a traditionnellement meilleure presse que le communisme soviétique. Il ne nous est pas loisible ici d'épiloguer sur la récente évolution du régime de Pékin dans le sens d'un affaiblissement sensible de l'idéologie dominante, mais Mao Zedong, qui refusa toujours la politique de déstalinisation de Khrouchtchev, tua à une échelle peut-être encore plus grande que Staline. Dans *La Tentation Totalitaire*, Jean-François Revel cite des études scientifiques qui montrent un trou démographique de 150 millions de vies correspondant aux années du communisme en Chine.

Un institut démographique américain, travaillant selon des données inédites fournies par le gouvernement chinois lui-même, a révélé que le coût humain du seul Grand Bond en avant, entre 1959 et 1961, avait été de 61 millions de vies, soit 30 millions de décès et 31 millions de naissances déficitaires. Ces chiffres stupéfiants, diffusés à l'occasion d'une conférence internationale et publiés dans *Le Monde* du 10 avril 1984, n'ont pas été contestés par les délégués présents de la République populaire de Chine.

Au total, le bilan de soixante-dix ans de communisme s'élève, en se basant sur les estimations les plus conservatrices, à 150 millions de morts, le plus grand génocide dans l'histoire de l'humanité. Nous avons aujourd'hui toutes les informations, tous les témoignages, tous les éléments pour connaître l'étendue de la barbarie communiste. Mais le monde libre continue à se cacher la vérité sur l'ampleur de l'holocauste.

Le plus pernicieux est que l'on s'imagine qu'il s'agit d'excès appartenant au passé et que la nouvelle génération de dirigeants communistes est prête à s'amender. Nous avons pourtant toutes les évidences que le génocide se poursuit sous nos yeux.

100 000 morts en Éthiopie

Prenons le simple cas de l'Éthiopie actuellement placée sous la main de fer du colonel Mengistu Hailé Mariam, que les Soviétiques ont baptisé le « Lénine africain » et qui porte tous leurs espoirs pour l'expansion du communisme dans le continent noir. Les programmes de déplacement de populations conduits par le gouvernement marxiste d'Addis Abeba y ont créé une situation tellement grave que l'organisation humanitaire française *Médecins sans frontières* a dû lancer un cri d'alarme à l'opinion mondiale, au risque de voir ses équipes expulsées. Selon les responsables de M.S.F., ce n'était plus la famine qui constituait désormais la principale cause de mortalité, mais les déportations de masse menées par le régime du colonel Mengistu. L'aide internationale à l'Éthiopie a été délibérément détournée pour appliquer ces programmes. Ainsi des camions qui devaient être affectés au transport de nourriture dans les zones frappées par la famine ont été employés coercitivement pour déporter les populations du nord vers les provinces du sud et du sud-ouest. Aucune raison humanitaire dans ces mesures autoritaires – les régions du nord étant plus fertiles et moins peuplées que celles du sud –, mais un objectif purement militaire :

isoler les mouvements de guérilla dans les provinces du Tigré et de l'Érythrée et renforcer le contrôle sur les tribus du sud.

Les soi-disant « volontaires » au départ ont été rassemblés sous la menace des mitrailleuses, toutes sortes de ruses étant employées pour les amener vers les centres de regroupement comme par exemple la promesse de nourriture. Presque toujours les parents devaient laisser leurs enfants derrière eux, et les époux étaient séparés. Ceux qui tentaient de fuir étaient battus et parfois tués. Quant aux déportations, elles s'effectuaient dans des conditions tellement terribles que, selon un prêtre catholique qui l'a directement témoigné, le père John Finucane, 15 à 20 % des personnes déplacées périssaient au cours du voyage ou dans les camps de réception. Ainsi, environ 100 000 personnes transférées seraient mortes d'épidémies, de malnutrition ou purement liquidées par la soldatesque gouvernementale. M.S.F. a averti en conséquence les organismes humanitaires et les gouvernements occidentaux : contribuer à collaborer avec le gouvernement éthiopien dans ces conditions reviendrait à « cautionner par la faiblesse une opération qu'on décrira d'ici quelques années comme l'un des plus grands massacres de l'histoire du vingtième siècle ».

Une série d'Oradour-sur-Glane en Afghanistan

Autre exemple, l'Afghanistan, où se poursuit actuellement une guerre d'extermination dont le bilan, en sept ans d'occupation, est terriblement lourd : 5 millions de réfugiés, 1,5 million de tués ou blessés, en majorité des paysans, 100 000 exécutions par les brigades spéciales soviétiques, les Spetznaz, le KGB et les policiers est-allemands. 50 000 Afghans ont été déportés et 10 000 enfants emmenés en URSS, où ils sont soumis à un intensif lavage de cerveau marxiste-léniniste.

L'islamologue Michaël Barry raconte le cas tragique du village de Kérala en mars 1979 qui n'est malheureusement qu'un parmi d'innombrables Oradour-sur-Glane afghans : « Mille sept cents adultes et enfants, toute la population masculine du village, est rassemblée sur la place et mitraillée à bout portant. Les morts et les blessés enterrés les uns sur les autres dans trois fosses communes, avec un bulldozer. Les femmes effarées voient, pendant de longs moments, les monticules de terre trembler, car les enterrés vivants essaient de se dégager. Puis plus rien ».

Les Soviétiques tentent actuellement de faire croire à leur volonté d'apaisement afin de désarmer la guérilla. Mais, depuis l'entrée en fonction de Mikhaïl Gorbatchev, se sont déroulées les plus violentes offensives conduites par l'armée Rouge contre la résistance et les populations civiles. Le contingent soviétique y est plus nombreux que jamais et des troupes d'élite ont été envoyées sur la ligne de front.

Au Nicaragua, le nouveau régime révolutionnaire n'aura mis que quelques années pour prendre le visage d'une authentique dictature marxiste-léniniste. Par la célèbre méthode du salami, la junte militaire a éliminé un par un tous les éléments non marxistes du gouvernement et installé aux postes de commande les purs et durs de la Révolution. Le journal démocratique *La Prensa* qui avait l'autorisation de paraître sous Somoza malgré son opposition farouche au régime, a été baillonné. L'Église, par la voix du cardinal Obando y Bravo, tente de faire connaître au monde les conditions de sa persécution. Les Indiens Miskitos, qui vivaient jusque-là tranquilles dans leurs terres tribales traditionnelles, ont vu s'abattre sur eux la terreur sandiniste. Lors de véritables épisodes de guerres indiennes, les troupes gouvernementales ont bombardé des villages, brûlé des maisons et des églises, violé des femmes, massacré des chefs locaux, exterminé des malades mentaux et déporté des milliers de personnes dans des camps. Quant à la population du pays, elle s'est vue quadrillée par les comités de défense sandinistes (CDS) qui ont établi un système implacable de « vigilance révolutionnaire » qui n'a rien à envier à ses contreparties vietnamienne

ou nord-coréenne. Devenus taillables et corvéables à merci par des petits chefs de quartier, les citoyens nicaraguayens en viennent à regretter le temps de Somoza.

De nouveaux Khmers rouges aux Philippines

En ce qui concerne les Philippines, tout le monde se réjouit du retour de la démocratie sans prendre en compte la nouvelle menace qui guette l'archipel. Au début de l'année 1987, le gouvernement de Cory Aquino a ordonné une enquête sur le débarquement clandestin d'une centaine d'agents du KGB qui seraient entrés en contact avec la guérilla de la Nouvelle Armée Populaire (NPA). Implantée dans 59 des 73 provinces du pays, la NPA est une émanation du Parti Communiste des Philippines (PCP) qui a remis en cause son orientation prochinoise en 1981 pour se rapprocher des Soviétiques. Par la terreur que ces guérilleros font régner dans les campagnes, par les supplices raffinés qu'ils infligent à leurs adversaires, « leur sauvagerie n'a d'égale que celle des Khmers rouges », rapporte le correspondant du *Time Magazine*, Ross H. Munro, auteur d'une enquête en profondeur sur ce mouvement mal connu. De leurs illustres aînés cambodgiens, les communistes philippins affirment s'inspirer dans plus d'un domaine. Ainsi de l'évacuation forcée de Phnom Penh par les Khmers rouges : « Nous serons certainement contraints, nous aussi, explique un cadre du PCP, de réduire la population de Manille, elle est trop nombreuse et difficile à administrer... ». Quant aux « ennemis du peuple » et autres éléments contre-révolutionnaires, ils sont passibles de la peine de mort. Mais pas n'importe quelle mort. « Une mort lente et douloureuse », raconte un étudiant rallié. À noter qu'à travers une de ses organisations de front qui s'inspire de la théologie de la libération, les chrétiens pour la Libération Nationale (CNL), la guérilla a réussi à drainer 750 000 dollars d'organisations liées à l'Église catholique en Europe. Sachant que l'établissement d'une « République Populaire Démocratique des Philippines » est déjà programmé, on aimerait là aussi ne pas avoir à regretter l'ancien dictateur corrompu, Ferdinand Marcos.

L'« effet Gorbatchev »

Voilà illustrée par quelques exemples non exhaustifs la réalité du communisme aujourd'hui sous l'ombre d'un empire dont Mikhaïl Gorbatchev est le chef suprême. Et pourtant, les yeux des Occidentaux n'ont toujours pas été dessillés. Dans un sondage effectué après le sommet de Genève, on a demandé aux Allemands de l'Ouest : des deux couples Reagan et Gorbatchev, lequel trouvez-vous le plus sympathique ? La réponse obtenue est atterrante : parmi les réponses exprimées, il y en eut 61 % pour les Gorbatchev, 39 % pour les Reagan.

Les Français sont-ils plus lucides que leurs voisins d'Outre-Rhin ? Hélas non. L'« effet Gorbatchev » a pleinement joué dans notre pays selon un sondage Ipsos réalisé pour l'hebdomadaire *V.S.D.* en février 1987 : 59 % des personnes interrogées ont une bonne image du dirigeant soviétique et 19 % sont d'un avis contraire, alors que le Président américain recueille 56 % d'opinions favorables et 32 % d'opinions négatives. Dernièrement, un chanteur connu pour ses options de droite expliquait à la télévision comment, l'URSS ayant déjà effectué sa cure de changement et d'ouverture à travers Mikhaïl Gorbatchev, il restait maintenant aux États-Unis, qui maintiennent leur terrible « impérialisme culturel », à suivre cet exemple bénéfique.

Voilà résumée en quelques mots la fable en vogue depuis l'entrée en fonction du nouveau dirigeant de l'URSS : avec Mikhaïl Gorbatchev, il n'y aurait plus un idéologue, mais un gestionnaire à la barre du Kremlin. Il veut moderniser la Russie, libérer l'économie du poids

insupportable de la planification bureaucratique et du contrôle policier. Il parie sur les ordinateurs et les puces.

D'un abord ouvert et moderne, versé dans les Lettres et les Arts, doté d'une épouse devenue la coqueluche de nos grands couturiers, le jeune et sémillant secrétaire-général veut ébranler l'édifice décrépi légué par les vieux oligarques. Le temps des Cosaques est révolu. La civilisation vient de faire son entrée triomphale dans les murs du Kremlin en la personne de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev.

Mais, à y regarder de plus près, la venue d'un Gorbatchev représente-t-elle une véritable rupture avec le passé ? À la lumière de près de 70 ans d'histoire de l'URSS, il apparaît au contraire que le nouveau leader soviétique s'inscrit dans le droit fil d'une longue tradition « libérale ».

Le mythe des libéraux du Kremlin

C'est Vladimir Lénine, en 1921 qui, le premier, fit triompher la « ligne du pragmatisme, de la modération et de l'ouverture » avec l'instauration de la NÉP, cette nouvelle politique économique qui mettait fin au communisme de guerre et réintroduisait les principes d'une économie de marché. Ainsi donc, c'en était fait de la dictature bolchévique, décrétèrent aussitôt les précurseurs avisés de nos soviétologues modernes. Le révolutionnaire Lénine pouvait effrayer par son langage extrémiste, mais ce n'était qu'artifice rhétorique pour mobiliser les foules. Au fond, c'était un dirigeant raisonnable qui se rendait bien compte que son régime ne pourrait pas continuer bien longtemps dans la voie radicale.

La succession de Lénine confirma l'orientation modérée impulsée au système. Quand Staline triompha de son rival Trotsky, ce boutefeu prêt à semer la Révolution aux quatre coins de la planète, les investisseurs occidentaux, déjà nombreux, poussèrent un immense soupir de soulagement. Avec le solide bon sens paysan qu'on lui prêtait, Staline choisirait assurément de se consacrer aux problèmes domestiques de son pays plutôt que de poursuivre des chimères idéologiques. Staline, écrivit Walter Duranty, le correspondant du *New York Times* en 1930, « est véritablement comme l'acier, non pas rigide comme le fer. Il est capable d'être souple selon les circonstances ».

Quelques dizaines de millions de victimes du Goulag eurent tout le loisir d'apprécier la souplesse stalinienne à sa juste mesure. Puis vint le temps de la succession de Staline. Au terme d'une farouche lutte de pouvoir, le « modéré » Nikita Khrouchtchev se débarrassa du sinistre Béria et de ses autres rivaux. Aussitôt se persuada-t-on en Occident que pointait l'aube d'une nouvelle ère en URSS. Finis les camps de concentration, les purges sanglantes, les atteintes à la liberté d'expression, l'insupportable dirigisme qui avaient perverti la pureté originelle du système. Enfin le communisme, à l'image du sympathique Nikita, allait se parer d'un visage humain. Le bien-fondé de ces prophéties n'apparut pas évident aux insurgés de Budapest en 1956. Mais, leur reprocha-t-on, ils avaient voulu brûler les étapes. Il existait toujours à Moscou une vieille garde qui résistait aux changements. Il s'imposait donc, si l'on ne voulait pas affaiblir le clan libéral de la direction soviétique, de ne pas faire de vagues.

Dans les années Brejnev, le Kremlin devint à nouveau le théâtre d'une sourde lutte entre les « durs » et les « mous » du pouvoir. Et, comme il se doit, le secrétaire-général était encore une fois du bon côté de la barrière. Intimement convaincu de la nécessité d'une politique de paix et de détente, Léonid Brejnev prit la tête de la faction des « colombes » moscovites. Avec opiniâtreté, il résista pied à pied aux formidables pressions des « faucons » du complexe militaro-

industriel. Pour les péripéties pathétiques de ce combat de titans, on se référera avec intérêt aux commentaires kremlinologiques de nos meilleurs spécialistes dans les journaux de l'époque.

Avec l'accession au pouvoir suprême du chef du KGB, Youri Andropov, un observateur non averti aurait à coup sûr prévu un nouveau tour de vis. Mais un vrai professionnel ne tombe pas aussi facilement dans le panneau. Doté du Q.I. le plus élevé du Politburo, profondément occidentalisé, amateur de tango et d'art abstrait, d'une courtoisie raffinée qui tranchait avec le style balourd de ses prédécesseurs, Youri Andropov incarnait la nouvelle génération libérale qui allait certainement vider le Goulag et rappeler les troupes soviétiques embourbées en Afghanistan. Il n'était pas responsable de la répression policière durant ses années à la tête du KGB, mais uniquement ses adjoints liés à la faction adverse. Lui, avait fait tout son possible pour en limiter les dégâts. D'ailleurs ne devait-on pas à sa magnanimité la magnifique floraison de dissidents dans les années 70. Il avait enfin discrètement soutenu les audacieuses réformes économiques en Hongrie après avoir fait semblant de conduire la répression en 1956 où il était ambassadeur à Budapest.

Avec la carrière éphémère de Konstantin Tchernenko, on nota un retour au bon vieux brejnévisme des familles pour apaiser l'ancienne garde. Un simple pas en arrière pour mieux sauter avec le jeune et fringant Gorbatchev déjà placé en orbite depuis de nombreux mois.

Si l'on en croit cette séquence, il ne resta plus qu'à se féliciter de la solide sagesse de ceux qui dirigent les destinées de l'URSS depuis près de 70 ans. À part quelques mouvements d'humeur, ils ont toujours donné priorité à la ligne modérée, pacifique. Ils ont essentiellement résisté aux tenants de la ligne dure. Mais quand on pense à ce qu'a été le bilan de 70 ans de communisme avec ces « modérés » à la barre du Kremlin, on se demande avec effroi qui pourraient bien être les « durs » de ces modérés-là.

Les agents de l'aveuglement

La chose étonnante est qu'un mensonge aussi éculé, tant de fois démentie dans la réalité des faits, puisse une fois de plus nous être resservi. Comment expliquer cette étrange illusion collective ? Le considérable intérêt de l'étude sur la naissance du mythe soviétique publié par Christian Jelen, *L'aveuglement*, est d'établir que ce mythe n'est pas né dans les officines de la police secrète moscovite, mais bien chez nous en Occident, et plus particulièrement en France.

Si l'« aveuglement » s'est généralisé, ce n'est pourtant pas faute que se soient levées, dès le début, des voix courageuses sur ce qui se passait réellement dans la patrie du socialisme. Ainsi, le 4 juillet 1918, après huit mois de pouvoir bolchevique, un journal français, seul de toute la presse occidentale, révélait, sous le titre : « La terreur règne en Russie » : « Le Soviet de Moscou a expulsé tous les députés socialistes-révolutionnaires. Une grève de protestation a été proclamée. L'état de siège a été décrété. Des perquisitions ont eu lieu dans les milieux ouvriers et plusieurs arrestations opérées. La Garde Rouge à cheval a chargé la foule des grévistes et fait usage de ses armes ».

Ce journal n'était pas une feuille de chou d'extrême-droite, mais *L'Humanité*, organe de la Section Française de l'Internationale Ouvrière, avant qu'elle ne passe en majorité au soviétisme, lors de son Congrès de Tours en 1920. À l'époque, toute une série d'articles remarquablement informés furent publiés par le courageux correspondant de *L'Humanité*, Boris Kritchevski, un socialiste russe qui n'hésitait pas à dénoncer l'établissement d'une dictature de fer en Russie, la dictature, de Lénine.

Mais bientôt la machine d'occultation se mit en marche dans les rangs mêmes de la SFIO. Il s'agissait de ne pas gêner les camarades russes dans la conduite de leur Révolution. Bien entendu,

des erreurs étaient commises, mais la Révolution était en état de légitime défense, attaquée comme elle l'était de partout, de l'intérieur par les Blancs, de l'extérieur par des puissances hostiles prêtes à intervenir pour la tuer dans l'œuf. Déjà nous avons tous des ingrédients du « bilan globalement positif » et du schéma de pensée rendu fameux par Jean-Paul Sartre, la violence communiste n'est que « la maladie infantile d'une nouvelle histoire, le détour que l'humanité doit accomplir pour accéder un jour à l'humanisme ».

Peu de temps après donc, les articles de Kritchevski disparurent des colonnes de l'organe de la SFIO, et *L'Humanité* devint la *Pravda* qui nous est familière.

Ainsi la gauche française, qui bénéficiait des moyens d'information les plus élaborés sur ce qui se passait dans la Russie bolchevique et qui, dès 1918, avait tous les éléments en mains pour juger la situation, est-elle responsable d'une des plus vastes opérations de camouflage de notre époque.

En 1920, les dirigeants SFIO Louis-Oscar Frossard et Marcel Cachin partirent faire le pèlerinage de Russie et ils furent reçus par Lénine en personne. La conversation tourna à moment donné sur la politique à suivre avec les réformistes sociaux-démocrates. Lénine révéla sa manière expéditive de résoudre le problème : « Les réformistes ! Des bourgeois ! On les fusille ! » Et il accompagna son bon mot d'un petit geste sec du doigt sur la tempe tout en regardant droit dans les yeux ses interlocuteurs avec un large sourire.

Sans doute la mâle assurance de Lénine impressionna-t-elle favorablement les dirigeants socialistes français, car ils revinrent de Moscou rayonnants, transfigurés : « Le fait est là, immense, écrit Frossard, la révolution sociale est établie à Moscou (...) On entre désormais en conversation avec elle, on lui cause... » Ou encore ces lignes d'un mysticisme lyrique : « La Révolution d'Octobre ouvre une phase nouvelle de l'histoire humaine. Comme l'avènement du christianisme, elle lui apporte un idéal nouveau, une morale, une discipline nouvelle. Et, comme lui, elle met au cœur des masses la plus haute et radieuse espérance d'affranchissement total ».

L'idéologie au cœur du système

Pour expliquer un tel pouvoir de résistance à la réalité des faits, il nous faut regarder du côté de l'idéologie communiste. Et là nous touchons à une erreur d'appréciation que même les opposants au communisme commettent trop souvent à son égard, qui est de ramener le phénomène communiste aux formes classiques de dictature ou d'impérialisme. Le système communiste en URSS et ailleurs c'est effectivement cela, mais c'est beaucoup plus que cela. C'est un projet de transformation totale de l'être humain qui le réduit à un simple rouage de la machine d'État. Et dans ce processus de transformation, l'idéologie prend une place centrale. Nul mieux que les communistes n'a compris la nécessité de maîtriser le verbe, de créer un modèle linguistique permettant de disqualifier l'adversaire, de monopoliser l'avenir, mais aussi d'ouvrir un champ illimité à l'action révolutionnaire.

Grâce à son idéologie marxiste-léniniste, le communisme fonctionne comme une foi de substitution. C'est le pouvoir mystique que confère cette foi qui donne aux révolutionnaires la motivation pour se battre jusqu'à la mort si nécessaire. C'est également cette idéologie qui, une fois figée en langue de bois après la victoire de la Révolution, permet de normaliser les comportements, de paralyser les consciences et d'atteindre un degré sans précédent de contrôle sur les personnes. C'est enfin cette idéologie qui permet au communisme de justifier ses pires crimes au nom de la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'avenir radieux que promet la Révolution.

Dans *L'Archipel du Goulag*, Alexandre Soljenitsyne fait cette profonde remarque : « L'imagination et la force intérieure des scélérats de Shakespeare s'arrêtaient à une dizaine de cadavres, parce qu'ils n'avaient pas d'idéologie. » Si Lady Macbeth avait effectivement disposé de l'idéologie marxiste-léniniste pour éliminer les rivaux de sa famille, sa passion meurtrière n'aurait plus connu les bornes de sa conscience. C'est cette entreprise de perversion, de subversion de la conscience humaine par l'idéologie qui est au cœur du projet communiste.

C'est en conséquence sur le terrain privilégié des idées que le mouvement CAUSA a choisi de conduire l'essentiel de son action de résistance au totalitarisme marxiste. Mais il y a un autre point qui distingue CAUSA des mouvements anticommunistes classiques. C'est qu'il insiste sur le besoin de mettre en avant l'idée de Dieu pour trouver une solution positive au communisme.

Le rejet de Dieu, origine et fin du communisme

Contrairement à ce que l'on croit généralement, l'antireligion n'est pas un simple épiphénomène du communisme marxiste, mais le véritable point de départ de sa démarche. Karl Marx, dans ses écrits de jeunesse, décrit « l'abolition de la propriété privée » et « la suppression de Dieu » comme les deux objectifs ultimes du communisme. L'abolition de la propriété privée venait en premier chronologiquement, mais le processus marxiste de libération de l'homme ne serait achevé qu'avec l'anéantissement de l'idée de Dieu. Dès 1841, le jeune Marx faisait cette étrange confession dans l'épigraphe de sa thèse de doctorat : « La philosophie fait sienne la profession de foi de Prométhée : en un mot, j'ai de la haine pour tous les dieux ! (...) Elle fait (...) la réponse que Prométhée fit à Hermès, serviteur des dieux : jamais, sois-en certain, je n'échangerai mon misérable sort contre ton servage : j'attache plus de prix, en effet, à être rivé à ce rocher qu'à être le valet fidèle et messenger de Zeus le Père ». Superbe défi aux accents nietzschéens qui semble se situer au-delà de toute raison et suggérer un choix métaphysique n'excluant nullement que Zeus n'existe ni qu'il soit le Père ! Ici il s'avère, comme la formule fort judicieusement le philosophe Maurice Clavel, que « le point de départ de Marx est une négation ou mieux un refus total, existentiel, absolu, de Dieu – de Dieu, qu'Il existe ou non, au-delà de tout jugement explicite d'existence, c'est-à-dire vraiment au-delà de toute pensée ».

Maurice Clavel fut en son temps l'un des rares penseurs à avoir perçu que le marxisme était avant toute chose la négation de Dieu, la volonté rageuse et systématique de liquider « Celui qui règne au-dessus de nous ». Il n'y a rien ou presque rien d'autre dans Marx que la haine de Dieu, n'hésitait-il pas à écrire. « La haine de Dieu et la formation hégélienne ensemble suffisent à engendrer tout le système marxiste. »

Mais Marx n'était pas le seul, dans l'histoire du mouvement communiste, à se préoccuper de la liquidation de la religion. Lénine, plus que tout autre dirigeant communiste, fut conscient de la priorité de la lutte antireligieuse pour la cause révolutionnaire. C'est lui qui, à l'époque où se manifestait un certain flottement idéologique dans les rangs de l'Internationale, réimposa l'athéisme comme critère absolu de l'orthodoxie marxiste. « Toute déviation métaphysique occasionne nécessairement une déviation politique », proclamait-il avec force. Ou encore ce cri du cœur : « Il n'y a rien de plus abominable que la religion ».

Marx et Lénine ne se bornaient donc pas à une critique du rôle social de la religion à travers les siècles, mais leur opposition était d'ordre philosophique ou métaphysique. C'est l'idée de Dieu elle-même qu'il s'agissait de supprimer dans la conscience humaine.

Une éthique révolutionnaire de substitution

Le corollaire obligé de la négation de Dieu marxiste, c'est que la destinée de l'être humain est purement terrestre. Il n'y a pas de vie éternelle.

Dans la religion traditionnelle, l'être humain possède une âme immortelle et il a une responsabilité éternelle pour toutes ses actions sur la terre. Dans cette perspective, des préceptes comme ceux du Décalogue (ne pas tuer, ne pas mentir, ne pas voler, etc.) sont des préceptes absolus qui ne souffrent pas d'entorses en fonction des circonstances. De tels principes imprègnent tellement profondément la conscience occidentale que même des humanistes athées qui ne croient pas dans l'au-delà se comportent dans leur vie quotidienne exactement comme si leurs actions avaient des implications éternelles. Mais ce sont précisément ces principes qui forment obstacle à la Révolution violente et que le communisme marxiste cherchera à nier à tout prix.

Pour supprimer cet obstacle, le communisme s'est bâti une éthique révolutionnaire de substitution à l'éthique judéo-chrétienne dont la base se situe dans la négation systématique de toute transcendance. Du point de vue marxiste, de même qu'il n'y a pas de Dieu, il n'y a pas non plus de valeur absolue. Il n'y a pas de vrai et de faux, de beau et de laid, de bien et de mal, dans l'absolu. Il s'agit là de catégories relatives qui varient selon les circonstances. En conséquence, l'être humain n'est responsable devant personne et il se crée la loi qui lui convient. En d'autres termes, il prend la place de Dieu Lui-même.

Le seul critère de base de l'éthique marxiste sera celui qu'affirme Lénine : tout ce qui favorise la cause de la Révolution est bon, tout ce qui l'entrave est mauvais. Ainsi, il est éventuellement nécessaire de tuer les ennemis de la Révolution. Il est justifié de mentir pour la cause de la Révolution. Voler un capitaliste n'est qu'un juste retour des choses puisque c'est lui le voleur. Et il est de notre devoir de dénoncer nos propres parents aux autorités communistes s'ils manifestent des opinions antirévolutionnaires. Lénine résuma le principe de cette éthique dans une formule empruntée à Machiavel : « La fin justifie les moyens ». Quand lui et ses successeurs furent en mesure d'appliquer ce principe, ils déchaînèrent une barbarie qui ne connut plus de bornes.

Quand le communisme s'empare du pouvoir et impose à tous ses options matérialistes, il révèle alors sa nature fondamentalement perverse. Une fois le refus de Dieu et le refus de la vie éternelle devenus la politique de l'État, il n'y a plus de limites à son emprise totalitaire, puisque l'être humain est ramené au rôle de simple rouage qui n'a pas de responsabilité morale, qui peut établir ses propres valeurs, qui peut subir ou faire subir n'importe quel traitement sans aucune conséquence. Le résultat, c'est le terrorisme d'État et le règne de la barbarie.

Le pouvoir mortifère de l'athéisme d'État

Comprenons-bien ce qui est impliqué ici. Certaines personnes parfaitement sincères et moralement irréprochables sont éventuellement athées et ne croient pas à la vie éternelle. Il s'agit là d'une option personnelle et il n'y a pas de mal à cela. Le problème commence à partir du moment où l'athéisme radical et militant s'empare du bras séculier pour chasser tout idéal religieux de la conscience des personnes par la force brutale. En URSS, tous les parents que l'on surprend à enseigner le catéchisme à leurs enfants sont passibles de se les voir arracher et envoyer dans un orphelinat. Du point de vue de CAUSA, c'est l'imposition par l'État de la métaphysique matérialiste marxiste qui constitue le noyau du mal dans le communisme.

Niant à la personne humaine une valeur intrinsèque et des droits inhérents, c'est le matérialisme marxiste qui permet aux communistes de justifier l'élimination de leurs ennemis objectifs. Selon le point de vue marxiste, un individu n'a pas de valeur en soi, mais uniquement en fonction de son travail et de sa contribution à la Révolution. Ainsi Staline pouvait-il justifier le génocide de millions de Koulaks – hommes, femmes, enfants, et vieillards – qui s'étaient opposés à sa politique agraire. L'élimination massive de ces éléments contre-révolutionnaires permettait une avancée des forces progressistes.

Au Cambodge, les Khmers rouges se déclaraient prêts à liquider la grande majorité de la population au nom de la Révolution. Selon l'idéologue des Khmers rouges, Khieu Samphan, il suffisait d'un million de Cambodgiens survivants pour construire un Cambodge démocratique. Selon lui, les personnes de plus de 25 ans avaient été trop profondément imprégnées par leur éducation capitaliste pour qu'il y ait le moindre espoir de les récupérer.

Ainsi, lorsque l'État base sa politique sur le refus de Dieu, le refus de la vie éternelle et la négation de la responsabilité morale de l'être humain, il se transforme en bête fauve que plus rien n'arrête.

La stratégie léniniste d'écrasement de la religion

Quand, dans nos conférences CAUSA, nous découvrons ces aspects trop peu connus du communisme, cela produit sur les personnes l'effet d'une véritable révélation. Soudain elles réalisent que l'antireligion se trouve au cœur du mensonge marxiste et qu'il faut porter le combat sur ce terrain particulier. N'est-ce d'ailleurs pas des combats menés au nom de la foi qui, en Pologne et en Afghanistan, ont permis d'ouvrir une brèche dans l'Empire soviétique ces dernières années ? Même si les Soviétiques semblent avoir plus ou moins réussi à colmater les brèches au moyen de la pression militaire, le fait de les forcer à une telle extrémité est déjà une victoire spirituelle qui sans nul doute portera ses fruits dans les années à venir.

Les communistes sont les premiers à réaliser que la religion est leur plus grand ennemi potentiel. Et ils ont tout mis en œuvre, dès l'origine, pour en venir à bout.

Dans une lettre confidentielle aux membres du Politburo soviétique datée du 10 février 1922, Lénine exposait en détail sa technique pour écraser définitivement l'Église orthodoxe russe. Il s'agissait tout simplement de frapper vite et fort en la privant de tout moyen matériel de survie, et ceci dès les premiers temps de la Révolution : « Ce moment présente pour nous d'immenses avantages, sinon une occasion unique, avec 99 chances sur 100, d'écraser l'ennemi une fois pour toutes, et de protéger ainsi nos positions d'arrière, d'une importance capitale, pour de longues années.

C'est donc maintenant, et maintenant seulement, tandis que sévit la famine au point que, dans certaines régions, on en arrive à manger de la chair humaine et que les routes sont jonchées de centaines, sinon de milliers de cadavres, que nous pouvons, donc, que nous devons confisquer les biens de l'Église, en déployant pour ce faire une énergie inflexible et impitoyable. N'hésitons pas à écraser toute résistance qui se dresserait sur notre chemin ! C'est maintenant et maintenant seulement que l'immense majorité des masses paysannes passera de notre côté. De toute façon elles ne seront plus capables de porter secours à cette poignée de clergé rétrograde et de bourgeois réactionnaires qui peuvent et veulent déclencher une résistance farouche contre l'application dudit décret soviétique ».

Un cheval de Troie dans l'Église : la théologie de la libération

Fidèles aux prescriptions de Lénine, les communistes ont toujours impitoyablement écrasé les forces vives de la religion partout où leur position de force leur en a donné l'occasion. Mais, en maîtres tacticiens, ils savent aussi pratiquer la politique de la main tendue si la conjoncture s'y prête.

Dans les vingt dernières années, l'Amérique latine a été le centre de gravité d'une série d'initiatives visant à infiltrer l'Église catholique et à la miner de l'intérieur. Tout commença en 1966 avec la fameuse réunion tri-continentale de La Havane où il fut décidé de coordonner tous les mouvements de libération marxistes-léninistes opérant en Amérique latine, en Afrique et en Asie, en vue de la prise du pouvoir. L'une des résolutions adoptées fut l'utilisation de la religion comme instrument du communisme.

Suivit une phase de théorisation qui donna lieu à l'élaboration des premières moutures de la théologie de la libération dans des creusets tels que l'Université catholique de Louvain. Des groupes virent le jour à travers toute l'Amérique du Sud, comme « les prêtres pour le Tiers-monde » en Argentine ou l'ONIS au Pérou. Le Chili sous Salvador Allende fut le théâtre d'une expérimentation de pointe, le groupe des « chrétiens pour le socialisme ». Il ne s'agissait pas simplement, selon l'expression même des dirigeants de ce groupe, d'un dialogue entre « christianisme et marxisme », mais de la symbiose « foi à Jésus Christ et adhésion au marxisme ». Ce mouvement fit rapidement école et dès avril 1972 se tint à Santiago une réunion de 400 délégués de toute l'Amérique latine se réclamant de ce même courant. Le discours de ces « chrétiens pour le socialisme » se caractérisait d'abord par une réduction du message évangélique à une dimension politique et humaniste et ensuite par un emprunt non critique aux « sciences sociales », c'est-à-dire essentiellement au marxisme.

L'échec de l'expérience Allende au Chili et des tentatives de déstabilisation du cône sud par la guérilla urbaine au début des années 70 déplaça le centre de gravité de la théologie de la libération vers le centre du continent, en particulier dans l'isthme méso-américain. Et c'est ainsi dans le « laboratoire » de la guerre civile salvadorienne, non loin de Cuba, que l'on mit au point une formule inédite de pénétration de l'institution catholique, l'Église dite « populaire » ou « Église des pauvres ».

La fabrication de l'« Église populaire »

Dès 1968, un groupe de prêtres salvadoriens fut initié par d'autres prêtres et des experts venus d'Europe à l'idéologie et à la pratique marxistes-léninistes. Ces réunions secrètes amenèrent un changement dans le groupe de prêtres qui prit en 1970 le nom de « prêtres nationaux ». Ils furent plus tard connus comme « le groupe des 30 », ou « le groupe d'échanges pastoraux ». C'est finalement en 1978 que fut adopté le nom d'« Église populaire ».

Après avoir traversé le stade initial d'endoctrinement, les prêtres se mirent à organiser des communautés chrétiennes. Dans ce but, ils établirent des communautés de base dans les paroisses où ils travaillaient. Ces communautés étaient en fait dirigées par une cellule communiste opérant de l'intérieur. Plusieurs communautés jointes ensemble finissaient par former une « communauté chrétienne ». Par ailleurs, on commença à donner une éducation politique aux paysans, en les regroupant en deux associations : l'Union des Travailleurs Paysans (UTC) et la Fédération chrétienne des Paysans Salvadoriens (FÉCAS).

Le recrutement se faisait à l'occasion d'études bibliques. On choisissait les passages de l'Écriture les plus faciles à politiser. L'explication de ces textes était donc politique, ce qui permettait d'observer lesquels, dans l'assemblée, étaient les plus sensibles. Dès qu'une douzaine de paysans avaient ainsi été recrutés, on les rassemblait pour leur donner une éducation plus idéologique. La sélection finissait par en trier quatre qui formaient la véritable « cellule communiste ». Les quatre individus étaient ouvertement initiés à la théorie comme à la pratique marxiste.

Restait à tromper la vigilance de l'évêque. La stratégie était simple : au sein de sa paroisse, le prêtre se comportait très correctement, obtenant ainsi le soutien moral de la population locale. Mais de 22 h à 3 h du matin, il se rendait à un autre village, où la sélection des gens et l'organisation des cellules s'effectuaient.

Au niveau national, les diverses communautés chrétiennes de l'ensemble du pays se rencontrèrent en 1980 dans un groupe composé de prêtres, de religieuses, de séminaristes et de membres des « communautés chrétiennes ». On constitua alors un nouveau groupe intitulé « la coordination nationale de l'Église populaire » (CONIP), laquelle fut condamnée par l'Épiscopat. Le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) de Guillermo Ungo, qui est la branche politique du Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN), rejeta la condamnation de l'Église. Et pour cause : Le CONIP était une émanation du FDR. Lors de ce tournant historique, plusieurs parmi les 45 prêtres (10 % du clergé salvadorien) de l'Église populaire joignirent ouvertement soit la branche armée (FMLN) soit la branche politique (FDR) du communisme.

Une hérésie moderne

L'Église populaire fut étendue au Nicaragua, où elle put être institutionnalisée et établir ses quartiers généraux. Déjà, le Nicaragua était tombé aux mains de la junte communiste.

Après la condamnation par le Pape Jean-Paul II de l'Église populaire, celle-ci fut rebaptisée « Église des pauvres ». Les termes « peuple » dans l'Église populaire, aussi bien que « pauvre » dans l'Église des pauvres signifient en fait « la classe laborieuse ». On a donc affaire à l'Église de la classe laborieuse, laquelle s'érige bientôt en juge de l'Église fidèle à Rome, étiquetée sommairement de bourgeoise. Comme le souligne à sa manière le cardinal Ratzinger, on établit une identification ruineuse entre le pauvre de l'Évangile et le prolétariat de Marx.

Cette Église populaire ne cesse de croître en Amérique latine. Elle correspond à une forme nouvelle, inédite, d'hérésie qui, sous le voile d'un langage chrétien traditionnel, représente une réinterprétation globale de la théologie, de la liturgie et de la mystique chrétiennes. Aussi bien comme théorie (la théologie de la-libération) que comme praxis (l'Église populaire) cette hérésie fait planer la menace d'un schisme extrêmement grave pour l'avenir du christianisme mondial. Elle bénéficie en effet, en Occident, d'un formidable relais médiatique. Des centaines d'organismes caritatifs, en Europe et aux États-Unis, des milliers de revues, de brochures et d'imprimés reprennent d'une manière plus ou moins édulcorée, une « langue de bois » qui finit par occulter totalement la signification du message chrétien. En Afrique, aux Philippines, en Corée du Sud et dans d'autres pays du tiers-monde, le courant christo-marxiste né en Amérique latine a trouvé un considérable écho. Il y a là sans doute le plus grave danger d'affaiblissement et d'éclatement que l'Église ait à affronter d'ici la fin du siècle.

À ce péril religieux, est lié un péril politique évident. Fidel Castro ne s'y est pas trompé, lui qui déclarait récemment : « Les États-Unis ne devraient pas se préoccuper des Soviétiques en

Amérique centrale, parce qu'ils ne sont plus révolutionnaires... Mais ils devraient se préoccuper des révolutionnaires catholiques qui le sont ».

Une charité idéologiquement orientée : le CCFD

En France, l'exemple le plus typique d'infiltration de l'Église par la gauche marxisante est le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement (CCFD). À première vue, le CCFD est un organisme d'aide aux peuples qui ont faim. Se désignant lui-même comme « le signe visible de la charité de l'Église de France », le CCFD reçoit l'appui et les éloges de l'Épiscopat. De plus, il a été reconnu récemment d'« utilité publique ». Une institution, en somme. Un organisme au-dessus de tout soupçon, qui travaille à l'exécution de 587 projets dans 87 pays.

Derrière cette façade respectable, un livre récent, fort bien documenté, nous fait découvrir la partie cachée de l'iceberg. Dans *L'Église et la subversion, le CCFD*, Guillaume Maury fait bien plus que soupçonner cet organisme de « bavures » et de dérive idéologique vers le socialisme et le marxisme. Il parle carrément de « la place du CCFD dans la stratégie et la tactique soviétiques », et dénonce l'ampleur de la subversion idéologique qui se fait au nom du développement.

Les catholiques français qui donnent généreusement lors de quêtes savent-ils que l'argent du CCFD sert à financer des mouvements de guérilla marxistes comme la SWAPO en Namibie ou le Fretilin à Timor ? ou le syndicat révolutionnaire DISK en Turquie ? Approuvent-ils le soutien inconditionnel du CCFD et d'organismes qui lui sont étroitement liés, à la théologie de la libération ? Savent-ils qu'une grande partie de leur argent va non pas à des actions concrètes de lutte contre la faim, mais à une propagande tiers-mondiste aussi indulgente vis-à-vis « des socialismes » qu'elle est sans complaisance envers le « capitalisme impérialiste » ?

L'intérêt de l'enquête menée par Guillaume Maury, c'est de montrer que ce dévoiement de la charité chrétienne en charité idéologiquement orientée n'a rien d'accidentel. Depuis sa fondation, souligne-t-il, on constate « une parfaite adéquation du comportement du CCFD, et de tous les réseaux qui lui sont rattachés, aux thèmes de la révolution marxiste-léniniste et le rôle d'allié objectif que le CCFD ne cesse d'avoir, grâce à son discours et ses interventions ».

L'anticommunisme, un impératif moral catégorique

Si les chrétiens de France et d'ailleurs prenaient véritablement conscience que c'est l'avenir même de leur Église qui est en train de se jouer actuellement, qu'elle est menacée d'éclatement par le cheval de Troie marxiste qui l'a investie, ils ne pourraient se réfugier dans un tranquille « apolitisme ». La question du communisme ne peut être indifférente aux hommes et femmes de foi, car, pour les communistes, la question de la religion est loin d'être indifférente. Le communisme est un mouvement qui s'est organisé autour d'un mensonge métaphysique, la négation haineuse de Dieu. À partir de ce mensonge, le véritable objectif du communisme est de renverser le cours de l'histoire, d'ouvrir la voie à un paradis terrestre des travailleurs où le matérialisme idéologique, nouvelle religion de l'État, est imposé par la force. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène que l'on peut limiter au seul domaine politique.

Ne serait-ce que par simple égard envers leurs frères persécutés des Églises du silence, les chrétiens occidentaux devraient avoir la résistance au communisme pour impératif moral catégorique. Ainsi une grande partie de l'action de CAUSA consiste-t-elle à informer et mobiliser le clergé du monde libre. Aux États-Unis, a été fondée une *Causa Ministerial Alliance* qui regroupe des milliers de prêtres catholiques, de pasteurs protestants et de rabbins juifs. Tout le sens de

cette action est de montrer que la lutte contre le communisme n'est pas le simple fait de chrétiens, de musulmans, de bouddhistes ou de croyants isolés, mais le problème collectif de tous les hommes et femmes de foi. Elle ne peut donc être conduite que sur un terrain commun à tous, en évitant d'entrer dans le débat théologique et d'aller à l'encontre des convictions confessionnelles de chacun.

En outre, CAUSA a vocation de rassembler toutes les personnes de conscience qui s'opposent au communisme parce qu'il foule aux pieds la loi morale. Seul le front unifié de tous les hommes et femmes de conscience, qu'ils croient ou non en Dieu, pourra former une force capable de neutraliser la spiritualité qui existe dans le monde actuel, le matérialisme marxiste-léniniste.

Tout l'effort de CAUSA revient à constituer un tel front uni, transcendant les barrières culturelles, religieuses, nationales, raciales, etc., afin d'apporter à ceux qui mènent un juste combat le réconfort de savoir qu'ils ne sont pas seuls, que d'autres esprits, un peu partout, partagent le même idéal de liberté.

II

Le crépuscule des idéologies

Le deuxième défi qui se pose à la civilisation moderne est dans le domaine des idées. C'est le choc des philosophies et idéologies modernes qui avaient cru un moment pouvoir se substituer à un christianisme déclinant, mais qui traversent aujourd'hui une grave crise.

En France même, pays par excellence où les intellectuels donnent le ton à la société, le paysage de la pensée a singulièrement changé en quelque dix ans. Le fait marquant est le reflux des grands courants dominants de l'après-guerre : existentialisme, marxisme, freudisme, structuralisme, etc. Les vieilles barbes pensantes du siècle dernier sont tombées de leur piédestal. Et notre dernière génération de maîtres-penseurs agonise. Beaucoup, au sens littéral du terme, sont partis voir de quel bois se chauffait un Père éternel qui n'entraît pas dans leurs catégories, laissant derrière eux une poignée de disciples désemparés. C'est le cas de Jean-Paul Sartre, déjà embaumé et momifié de son vivant et transformé en objet de musée à sa mort. Ses propres fidèles ont entretenu le culte, mais ils savaient que la voix de leur oracle s'était tue depuis vingt ans. C'est aussi le cas de Jacques Lacan, dont le néo-freudisme étincelant apparaît désormais pour ce qu'il est : un freudisme qui jette ses derniers feux, mais qui, dans le fond, n'a plus rien à dire ; un freudisme flamboyant et passablement flambeur.

Quant aux survivants, ils ne se sentent pas très bien non plus. Claude Lévi-Strauss, relégué dans son Académie, a été profondément remis en cause par la crise des sciences humaines. Et Louis Althusser, même si l'on jette le manteau de Noé sur certains événements qui ont défrayé la chronique, est devenu un fossile philosophique. Si le grand œuvre de sa vie – fonder le marxisme comme la seule vraie science – offrait un sujet de thèse de troisième cycle dans les années 60, il offrirait plutôt, dans le contexte actuel, un sujet de plaisanterie.

Cet effondrement des philosophies contemporaines n'est pas uniquement dû aux variations de l'air du temps, à ce que l'humeur actuelle ne soit plus aux grands systèmes ou aux gourous en chaire. Ce à quoi nous assistons n'est pas une simple crise philosophique conjoncturelle, mais la crise terminale d'un certain rationalisme dogmatique qui avait été prédominant jusqu'ici, mais qui a épuisé toutes les possibilités de son discours.

La vocation prométhéenne du rationalisme moderne

Depuis Kant, le fond sur lequel nous pensons est celui de l'humain-sujet exerçant une activité rationnelle qui le coupe de ses références religieuses. Sans doute l'intention originelle de Kant n'était-elle pas anti-religieuse puisqu'il se donna pour objectif de « limiter le savoir pour faire place à la foi ». Mais, par son travail critique qui fixait les limites de toute connaissance possible à l'expérience du monde sensible, le domaine de l'absolu, du transcendant et du divin était mis hors d'atteinte de la raison. La dichotomie stricte que Kant introduisit entre la raison, qui seule accède au connaissable, et la foi, qui appréhende l'inconnaissable, fit de sa méthode un instrument à double tranchant. Ne pouvait-on aussi entendre le projet kantien comme de « limiter la foi pour

faire place à la raison », raison qui ne pouvait et ne devait s'exercer qu'en dehors de Dieu pour aboutir à la connaissance ?

C'est essentiellement dans ce dernier sens que l'entendit toute la philosophie postkantienne qui plaça au centre de son dispositif un être humain affirmant son savoir, son pouvoir et son identité non seulement en dehors de Dieu mais contre Lui, violant ainsi les mises en garde de Kant lui-même. Les pensées rationalistes modernes sont toutes sans exception caractéristiques de cette volonté prométhéenne d'autocréation de soi et de révolte contre la divinité.

L'impasse existentialiste

L'existentialisme sartrien, qui domina l'immédiat après-guerre, est le prototype même de la pensée prométhéenne postkantienne. Pour Jean-Paul Sartre et ses amis, Dieu est l'illusion suprême dont chaque être humain doit se départir pour se livrer à l'expérience authentique de l'existence. C'est en exerçant son libre-choix contre tous les dieux que l'individu, sujet absolu, donne le sens à son existence, fonde ses propres valeurs et définit, par ses actes, l'essence même de son humanité. En d'autres termes, l'être humain est ce qu'il se fait être. Il se crée lui-même à partir d'une source que Sartre situe au creux du néant.

Nous sommes ici en présence d'un nihilisme radical dont l'ambiguïté est double. D'une part, son affirmation de l'humain-sujet investi de la liberté absolue n'a pas de justification rationnelle. L'être humain tel qu'il est défini dogmatiquement par Sartre n'a pas davantage de raison d'exister que le Dieu qu'il nie tout aussi dogmatiquement. C'est un parti-pris qui se situe au-delà de toute raison, un pur acte de foi, un élan romantique qui fait tout le charme de l'humanisme sartrien, mais aussi sa fragilité en tant que philosophie.

Autre ambiguïté fondamentale de l'existentialisme : il cache une morale de la conscience individuelle qui ne dit pas son nom. Sartre, à la fin de *L'Être et le Néant*, s'était fixé comme but prochain de proposer une morale. Mais il ne parvint jamais à réaliser ce projet pour une raison bien simple : il ne pouvait affirmer une morale explicite sans aller à l'encontre de son nihilisme fondamental. La philosophie sartrienne refuse effectivement a priori qu'une instance extérieure à la conscience (Dieu ou une morale quelconque) puisse déterminer le contenu de la conscience et de l'acte libre.

Sartre fut séduit pendant un temps par la mâle assurance avec laquelle le marxisme avançait son universalisme éthique et il pensa trouver en lui le socle dur qui lui permettrait d'asseoir sa théorie morale. Mais sa tentative d'intégration du marxisme à son projet philosophique fit long feu car basée sur une illusion : la compatibilité de l'humanisme individualiste sartrien et du déterminisme collectiviste de Marx. Cela n'empêcha pas pour autant Sartre de donner des leçons de morale à la planète entière, par son humanisme militant et son engagement tous azimuts contre les « forces d'oppression ». Mais cette fuite en avant politique était-elle autre chose qu'un constat d'échec philosophique ?

Sartre lui-même était sans aucun doute conscient des contradictions de sa pensée, d'où son silence philosophique de plus de vingt ans suivant la publication de la *Critique de la raison dialectique* en 1960.

Sartre contre Sartre

Les entretiens avec Benny Lévy publiés par le *Nouvel Observateur* peu de temps avant sa mort donnent le saisissant témoignage d'un Sartre qui n'a pas peur de se renier lui-même. L'auteur de

la célèbre formule « L'enfer, c'est les autres » y déclarait, au désarroi de ses fidèles, que « le rapport le plus profond des hommes c'est ce qui les unit au-delà des rapports de production » et que ce rapport premier est le rapport familial ou rapport de fraternité. Invité à préciser sa pensée par un Benny Lévy quelque peu déboussolé par l'évolution de son maître-à-penser, le philosophe de Saint-Germain-des-Prés ajoutait : « Le rapport de l'homme à son voisin, on l'appelle fraternité parce qu'ils se sentent la même origine. Ils ont la même origine, et, dans le futur, la fin commune. Origine et fin communes, voilà ce qui constitue la fraternité ».

Révolution dans la pensée sartrienne, cette fraternité fondatrice est présentée comme un projet dont l'être humain a la responsabilité collective : « Selon moi l'expérience totale, vraiment pensable, existera lorsque la fin que tous les hommes ont en eux, l'Homme, sera réalisée. À ce moment-là on pourra dire que les hommes qui sont produits auront tous une origine commune, non par le sexe du père ou de la mère mais par un ensemble de mesures prises depuis des milliers d'années et qui aboutissent à l'Homme. Là ce sera la vraie fraternité ».

Par ces considérations quasiment théologiques sur le devenir de l'être humain et la fin dernière de l'histoire, Sartre reniait implicitement ses affirmations préalables sur la nature humaine. C'est cette vision-là de l'histoire, affirmait-il en conclusion, qui lui rendait le messianisme juif sympathique et le lui faisait apparaître comme l'unique contre-proposition valable aux pseudo-messianismes hégélien et marxiste.

On sent Sartre, parvenu au seuil de l'infini, encore hésitant à franchir le pas décisif. L'inspiration judéo-chrétienne de ses propos restait une simple imprégnation, mais elle n'en marquait pas moins un reniement de son nihilisme prométhéen. Sartre contre Sartre. L'une des principales offensives de l'humanisme athée pour évacuer Dieu de l'horizon de notre culture avait définitivement vécu avant même que la mort n'emporte son inspirateur.

Le déclin du marxisme

Même si le marxisme précède chronologiquement l'existentialisme, son introduction dans le monde intellectuel en France est relativement tardive. Ce n'est qu'au milieu des années 20 que l'œuvre de Marx fut publiée pour la première fois en France par l'éditeur Costes. Ce n'est que dans les années 30 que ses ouvrages commencèrent à être étudiés dans les cercles d'études communistes jusqu'alors surtout formés à l'école du socialisme français. Et ce n'est que dans la période de l'après-guerre que le marxisme, porté par la dynamique existentialiste à l'époque où Sartre entreprenait sa synthèse des deux doctrines, gagna à son tour une position idéologique dominante.

Les conditions de cette hégémonie étant relativement connues et le projet prométhéen de Marx ayant fait l'objet d'une analyse particulière plus haut, nous ne nous étendrons pas sur le chapitre. Rappelons simplement comment le marxisme, après avoir imposé une sorte de dictature intellectuelle où seules les pensées dans sa mouvance avaient droit de cité, a été largement remis en question en l'espace d'une dizaine d'années. L'image du Goulag apportée à l'horizon de nos consciences par Alexandre Soljenitsyne et la théorisation du phénomène totalitaire par des intellectuels d'autant plus virulents que revenus de leurs illusions, ont donné au courant antimarxiste en France une vigueur qu'il ne connaît sans doute dans aucun autre pays occidental.

Freud ou la négation de l'âme

Autre doctrine qui fit son entrée tardive en France pour accéder au statut de religion officielle dans nos universités : le freudisme, qui n'est pas sans exercer une sorte de complémentarité avec

le marxisme. Le marxisme, impérial dans son explication totalisante de l'histoire, de l'économie, de la vie sociale et des institutions politiques, apparaît effectivement comme un instrument maladroit pour rendre compte des subtilités de la vie de l'esprit et de la production culturelle. Le freudisme, qui se consacre essentiellement à ce champ d'études, vient combler cette lacune. D'où les nombreuses moutures freudo-marxistes qui ont fleuri dans nos universités comme le *nec plus ultra* du rationalisme conquérant.

Le projet de Freud était d'étendre l'empire de la raison au domaine de l'âme humaine. Imprégné de philosophie positiviste, Freud avait une foi aveugle dans la raison qu'il confondait fréquemment avec ses propres intuitions et ses propres phantasmes. Pour le pionnier de la psychanalyse, le principal obstacle sur la voie de la libération de l'être humain était la religion qu'il considérait comme la névrose ou le délire collectif de l'humanité. Le résultat idéal de la cure psychanalytique était l'accès du malade à la réalité concrète et l'abandon de toutes les projections mentales religieuses.

Freud entreprit ainsi de développer une théorie de la psychologie humaine capable de se substituer à la religion traditionnelle. Tourmenté par un sentiment de culpabilité qu'il ressentait au plus profond de son âme, il chercha une explication alternative au dogme biblique du péché originel qui le fascinait. Ainsi émit-il l'hypothèse, purement mythique, d'un meurtre primordial du père qui aurait laissé graver dans l'inconscient de ses descendants le remords d'avoir péché et de continuer à pécher envers Dieu. Dieu ne serait qu'un simple substitut du père originel, une encombrante projection qui continue à tourmenter l'individu. Quant à la conscience morale, intériorisée dans l'instance du surmoi, son rôle est de réprimer les pulsions physiologiques venues du ça en les refoulant dans l'inconscient. Ce rôle répressif est nécessaire en ce sens que les pulsions sexuelles et destructives du ça, une fois livrées à elles-mêmes, pourraient provoquer l'anéantissement de toute civilisation, mais il présente un danger pour l'individu par son pouvoir culpabilisant.

Ainsi la vie de l'esprit dans son ensemble est interprétée comme la manifestation directe ou indirecte de pulsions physiologiques. La conscience morale et religieuse se trouve réduite à la fonction négative de gendarme des instincts dans une perspective qui lui retire toute liaison avec l'absolu. La source de nos aspirations les plus profondes devenant purement énergétique et matérielle, c'est non seulement Dieu, mais aussi l'âme humaine qui se trouve radicalement niée.

Dans sa rage extirpatrice, Freud alla même jusqu'à vouloir déposséder ses anciens coreligionnaires juifs de leur père fondateur, Moïse, en faisant de lui un prince égyptien. Une spéculation purement gratuite à laquelle le maître-penseur viennois consacra tout un ouvrage, *Moïse et le monothéisme*, ce qui en dit long sur ses préoccupations profondes.

Séduisante explication globalisante, l'œuvre de Freud connut un essor prodigieux. Elle envahit non seulement les milieux médicaux, mais aussi les domaines de la littérature, de la peinture, de l'histoire, des sciences humaines. Sa prétention à s'ériger en science de l'esprit humain continua à faire illusion pendant un temps. Mais aujourd'hui le mouvement freudien connaît une grave crise. La psychanalyse ne s'est pas avérée une méthode plus efficace pour résoudre les problèmes psychologiques profonds que n'importe quelle autre méthode proposée sur le marché des maladies de l'âme. Et l'on a à peu près épuisé les possibilités d'« éclairer » les différentes disciplines universitaires à la lumière de la théorie freudienne. Enfin, le rationalisme dogmatique de Freud a fait l'objet d'une série de critiques pertinentes et il se trouve maintenant à peu près aussi dévalué que le marxisme dans les milieux intellectuels français.

Dernier avatar des dogmatismes sans Dieu ou contre Dieu, une grande vague structuraliste déferla dans les années 60, qui connut son apogée au milieu des années 70. Né de la rencontre entre l'ethnologie de Claude Lévi-Strauss et la linguistique structurale de Roman Jakobson, le structuralisme reprenait cette idée déjà avancée par Marx que l'être humain est le produit de structures qui le déterminent et non le sujet de son action. Ce sont les structures sous-jacentes de la société qui font l'histoire humaine et non la volonté individuelle. À partir de là, disent Lévi-Strauss et ses émules, il est vain de rechercher une vérité ultime sur l'être humain à travers une problématique qui est l'émanation de notre propre fond culturel. Tout ce que le savant peut faire est d'étudier et de décrypter les systèmes de signes des différentes cultures, dont le prototype est le langage. La linguistique, dès lors, se trouve propulsée au rôle de science humaine par excellence avec une armée d'exégètes se rabattant sur les mécanismes du langage, verbe infallible à l'image des Écritures Saintes, jailli tout droit du cerveau d'on ne sait quel dieu.

« Nouvelle théologie sans Dieu », comme le qualifia Karl Popper, le structuralisme se trouva bientôt mêlé à toutes les sauces. Dans le domaine de la critique littéraire, Roland Barthes entreprit de renouveler le genre en se penchant sur les symboles utilisés par l'écrivain, expression des structures sociales qui conditionnent son œuvre, et que l'on peut codifier à travers une nouvelle science, la sémiologie. Il semblait que rien, dans les actes et les œuvres de la culture, de la littérature à l'art et à la psychanalyse, ne puisse échapper au traitement structuraliste.

On utilisa la caution scientifique qu'apportait à peu de frais le structuralisme pour raviver de vieilles idéologies quelque peu fatiguées. Au premier rang des ravaleurs de façade, Louis Althusser qui opposait au marxisme « historicisant » son marxisme « structuralisant », à caractère « scientifique » car purifié des élans prophétiques du jeune Marx.

Jacques Lacan, pour sa part, entreprit une relecture de Freud à partir de la linguistique structurale. « L'inconscient est structuré comme un langage », affirma-t-il dans une formule célèbre. À l'image de Lacan, des théoriciens étourdis de leur propre virtuosité remplirent les universités de leurs discours creux, où l'esthétisme remplaçait l'esprit scientifique. Extraordinairement commode comme système de classification et de décodage, le structuralisme permet effectivement à ceux qui l'utilisent de projeter toutes les illusions de la science. Mais il s'avéra bientôt une machine à produire de beaux systèmes qui ne brassent que du vent, une machine intellectuelle qui tourne à vide. Depuis le milieu des années 70, le reflux déstructuralisant est déjà largement amorcé dans nos universités.

L'impasse à laquelle conduit le structuralisme est typique d'une pensée qui se situe en bout de course de l'ère postkantienne où l'on voit se réduire comme une peau de chagrin le champ du connaissable par la raison humaine. Comme le souligne justement René Girard, c'est à une vaste retraite stratégique que Lévi-Strauss invite l'ethnologie et toutes les sciences de l'être humain. S'attacher aux structures internes des choses en dévalorisant leur genèse et leur fonction, en refusant de remonter jusqu'à leurs origines non seulement métaphysiques, mais aussi historiques, comme le font les structuralistes, n'est-ce pas précisément avouer qu'il y a peu à savoir sur l'être humain ? Mais la grande ambiguïté des représentants de ce courant, c'est qu'ils continuent dans la pratique à vouloir tout expliquer alors qu'il leur est impossible de fonder le peu de science qu'il leur est impartie en théorie. Comment un être humain dévalué, qui n'est pas reconnu comme le sujet de son action, pourrait-il fonder une science sur lui-même ?

Et l'on verra bientôt les structuralistes tenter de liquider l'objet qu'ils étaient censés nous faire mieux connaître : l'être humain. « Nous croyons, écrit Lévi-Strauss, que le but dernier des sciences humaines n'est pas de constituer l'homme, mais de le dissoudre... » « On ne peut

connaître quelque chose des hommes », renchérit Althusser, « qu'à la condition absolue de réduire en cendres le mythe philosophique de l'homme », tandis que Lacan qualifie le sujet de « veau à trente-six pattes ».

M. Foucault, dernier prophète du Néant

Michel Foucault est celui qui a porté jusqu'à ses ultimes conséquences la théorie de la « mort de l'homme ».

Dans son ouvrage fondamental *Les mots et les choses*, Foucault jette les bases d'une « archéologie des sciences humaines » où celles-ci sont conçues comme le simple produit éphémère d'un « épistémè », c'est-à-dire de codes a priori systématiques qui correspondent à autant de modes d'être du langage et d'ordres sur fond desquels nous pensons. Dans la culture occidentale, Foucault distingue trois séries fondamentales d'épistémè correspondant à la Renaissance, à l'ère classique et à l'âge moderne, sortes d'inconscients collectifs d'une époque qui se maintiennent stables pendant environ un siècle et demi avant de s'effondrer pour faire place à un nouveau fondement du savoir et de la pensée. La modernité, que l'on peut faire remonter à Kant, se caractérise par l'émergence de l'homme dans notre culture « à la fois comme ce qu'il faut penser et ce qu'il y a à savoir ». Cette figure de l'être humain est tellement familière à notre horizon que nous ne sommes même pas conscients qu'il « n'est pas le plus vieux problème ni le plus constant qui se soit posé au savoir humain » et qu'il « est une invention dont l'archéologie de notre pensée montre aisément la date récente ». De cet homme-là, conclut Foucault, on peut d'ores et déjà prévoir la disparition prochaine.

En Michel Foucault, Maurice Clavel n'hésite pas à saluer un « nouveau Kant » qui nous débarrasse de la figure centrale de toute la philosophie postkantienne : l'être humain, inextricablement sujet-objet de vérité, affirmé dogmatiquement sans Dieu ou contre Dieu. Grâce à cet ultime coup de balai, le champ serait libre pour l'être humain tel que Dieu le révèle à lui-même, créature qui ne doit la vie qu'à son créateur. Mais il est loin d'être évident qu'une pensée hypercritique comme celle de Foucault, qui récuse toute normativité transcendante, soit aussi aisément récupérable d'un point de vue chrétien. Sans doute peut-on y voir un signe d'espoir en ce sens qu'elle ferme une parenthèse sur deux siècles de divagations de l'humanisme athée. Mais une négation de la négation n'équivaut pas toujours à une simple affirmation. Foucault, dont Clavel ne souligne pas assez le nietzschéisme fondamental, reste un penseur qui flirte avec le Néant. La tâche qu'il s'est fixée est de compléter l'œuvre de Nietzsche, prophète de la mort de Dieu, en se faisant le héraut de la mort de l'homme. « Il se peut bien, jette-t-il à la tête des humanistes, que vous ayez tué Dieu sous le poids de vos écrits. Mais ne croyez pas faire de tout ce que vous dites un homme qui vivra plus que lui ! »

Foucault est même plus conséquent dans son nihilisme que le grand ancêtre porte-voix de Zarathoustra. Avec lui, l'être humain assiste indifférent car indifférencié, fondu dans la pure immanence, à sa propre mort. Il n'y a plus de « grand frisson » avec ses relents métaphysiques, car il n'y a plus de transcendance, plus d'éternité, et plus de fondement pour un « sentiment tragique de la vie ». C'est le retour à l'inexistence sereine.

La mort de l'homme n'est pas nihiliste, protesteront les défenseurs de Foucault, puisqu'elle débouche sur l'avènement du surhomme, c'est-à-dire « l'avènement d'une nouvelle forme, ni Dieu ni l'homme, dont on peut espérer qu'elle ne sera pas pire que les deux précédentes » (Gilles Deleuze). Mais un surhomme peut-il, avant de voir le jour, être autre chose qu'un inconnu-inconnaissable si Foucault n'est pas Dieu le Père ? D'autre part, pourquoi son fondement dans

le Néant le rendrait-il « meilleur », plus « valable » que Dieu ou un être humain fondé dans l'absolu ?

Sous le signe de Nietzsche

Tout comme Sartre, Foucault a pensé couronner son œuvre par l'édification d'une morale qui donne forme à l'existence. C'est ce qui fait l'objet des derniers volumes de son *Histoire de la sexualité*. Mais il ne parvint pas non plus à surmonter ses propres contradictions. Recherchant un mode de subjectivisation de l'être humain qui ne soit pas un retour au sujet, une morale qui soit un faisceau pluraliste de morales à la mode antique plutôt qu'une moralité, l'auteur de *Les mots et les choses* débouche sur une bien pauvre casuistique. On le sent soucieux de sortir du cercle vicieux dans lequel l'a enfermé sa pensée critique pour livrer un apport positif, mais il reste prisonnier de ses catégories nihilistes.

En guise d'éthique pour faire pendant à la morale chrétienne qui comprend l'idée astreignante d'une volonté divine et d'un devoir humain, Foucault exalte les morales facultatives que les anciens, dans leur « sagesse », choisissaient à la carte entre plusieurs possibles : épicurisme, stoïcisme, platonisme, etc. On a ici affaire davantage à une esthétique qu'à une éthique de l'existence, une morale éclatée mutilée de sa dimension universelle. « La lutte pour la subjectivité », commente Deleuze qui se réfère aux dernières directions de recherches données par Foucault peu avant sa mort, « se présente alors comme droit à la différence, et droit à la variation, à la métamorphose ».

Bien décevante apothéose pour la pensée foucauldienne que cette conclusion en forme d'appel militant pour minorité opprimée. On est loin du souffle que l'on doit reconnaître malgré tout au Zarathoustra de Nietzsche.

Mais que la montagne du crépuscule des dieux et de l'être humain ait accouché d'une telle souris n'est pas insignifiant. Car on peut dire qu'avec Foucault, l'être humain, nié pour mieux être refondé, a épuisé ses dernières possibilités d'autocréation de soi. Le nietzschéisme amélioré du penseur de la mort de l'être humain serait de ce point de vue l'horizon indépassable de notre culture postkantienne, le dernier bégaiement d'une époque à bout de souffle qui s'achève bizarrement sous le signe de Nietzsche plutôt que celui de Marx ou de Freud.

Nietzsche, en dépit de tout ce que l'on pourrait lui reprocher, a au moins eu un mérite. C'est de poser beaucoup de bonnes questions et notamment l'essentielle : la mort de Dieu à laquelle l'Occident s'est acharné depuis deux ou trois siècles et qui pose le problème de l'énorme vide qu'elle laisse à combler. On connaît la réponse que Nietzsche, par haine, voulait donner à cette question dans le sens de la négation de Dieu. On connaît moins l'autre réponse qu'il pourrait avoir pressenti plus ou moins consciemment et qui, par incompatibilité avec la première, pourrait être à l'origine de sa folie, comme le suggère Maurice Clavel. C'est également la conclusion de René Girard qui explique comment, s'étant plongé à tout hasard dans le texte de Nietzsche contenant le célèbre : « Dieu est mort », il découvrit une stupéfaction « qu'isolé de son contexte cette formule trahissait le message de l'auteur : « Nous avons tué Dieu – vous et moi ! Nous sommes tous Ses meurtriers ». Nietzsche, conclut Girard, « médite moins sur la mort de Dieu que sur les formes de Son assassinat ».

Ne pouvons-nous en fait interpréter le cri de Nietzsche comme le plus formidable défi qui soit à relever d'ici la fin du siècle : apporter une réponse alternative à tous les prophètes de la mort de Dieu et de la mort de l'être humain ?

Une pensée chrétienne d la recherche d'elle-même

Tous les signes sont là pour montrer que nous parvenons à la fin d'un cycle dans l'histoire de la pensée. Depuis Aristote, la philosophie occidentale a constamment tenté de contourner le logos transcendant et révélé tel que l'ont exalté Socrate, et le Christ pour dégager, hors de Dieu, un autre logos universel. C'est ce projet qui aboutit aujourd'hui à l'impasse. Toutes les tentatives pour fonder un sens de l'existence, une morale, des valeurs ou même une connaissance qui soient une autocréation de l'être humain, ont l'une après l'autre échoué. Le rêve de Prométhée est bien mort puisque c'est l'être humain lui-même qui, dans le processus, disparaît, et, avec lui, toute notion de son identité, de ses droits ou de sa liberté.

Le reflux des idéologies prométhéennes crée une conjoncture philosophique qui, dans toute l'histoire de l'Occident, n'a jamais été aussi favorable au discours judéo-chrétien. Les théologiens du Moyen Âge, que l'on a accusés d'avoir exercé un magistère impérial au nom du christianisme, restaient trop fascinés par l'héritage aristotélicien pour se prononcer autrement qu'en fonction de lui. C'est d'ailleurs en grande partie leur échec à réaliser une impossible synthèse entre la doctrine d'Aristote et celle de l'Église qui est à l'origine du développement de la pensée séculière en Occident.

Libérés de toutes les illusions philosophiques, nous pourrions désormais construire une nouvelle ontologie, une nouvelle épistémologie, une nouvelle éthique, une nouvelle axiologie, sur l'idée simple d'un être humain qui existe à la fois comme objet de Dieu et de Sa loi et comme sujet de Son action. Mais le plus désolant est que les chrétiens semblent complètement se désintéresser de ce projet exaltant. Nos jésuites et nos dominicains continuent à rêver d'une néo-scholastique où l'élément chrétien viendrait vaguement colorer un hégélo-marxo-freudo structuralisme qu'ils sont les derniers à idolâtrer. Des théories originales susceptibles de renouveler la pensée chrétienne comme celles de Claude Tresmontant ou de René Girard, sont superbement ignorées par les milieux ecclésiastiques.

Un pavé dans la mare rationaliste : René Girard

La démarche singulière d'un René Girard offre pourtant toutes les raisons de réjouir un chrétien. Venu de l'existentialisme sartrien, c'est au terme d'une critique en règle de la pensée critique contemporaine que Girard en est venu à l'Écriture judéo-chrétienne. Se rattachant à la tradition de Durkheim qui identifie le social et le religieux, il constata l'incapacité du rationalisme dominant à penser le fait religieux, incapacité due, selon lui, à ce qu'il ignore sa fonction fondatrice à l'origine des sociétés s'il ne la relègue purement et simplement au rang de superstructure « idéologique ».

Approfondissant son analyse, Girard rencontra le message biblique pour en venir à la conclusion que c'est sur l'expulsion du logos évangélique qu'a été fondée notre culture et qu'il est vain d'élaborer une science anthropologique en dehors de la révélation chrétienne. Préalablement à cette révélation, toutes les sociétés humaines reposent sur une illusion mensongère qui les entraîne dans le cycle d'une violence d'autant plus difficile à extirper qu'elle se réclame du sacré. Incapables d'achever leur cohésion, ces sociétés, où les individus sont mus par un désir mimétique primordial, sélectionnent une victime qu'elles chargent de la responsabilité de tous leurs maux. C'est ce bouc émissaire que l'on sacrifie sur l'autel du salut

public afin de reconstituer l'unité menacée de la cité. À ce jour, selon Girard, seul le message biblique a permis de révéler ces « choses demeurées cachées depuis la fondation du monde » et de délivrer l'être humain du cercle fatal de la violence et du sacré en exposant le mensonge originel. Par sa logique désacralisante, c'est même la révélation biblique qui a permis l'émergence de la culture scientifique moderne. Et c'est là où « la nécessité du Royaume de Dieu devient scientifique », jette malicieusement Girard au nez des tenants du rationalisme dogmatique.

Pour les chrétiens, il devrait y avoir là matière à commenter, ou à tout le moins de préciser ses propres vues par une critique constructive. La théorie girardienne du désir mimétique et des mécanismes victimaires n'est pas forcément à accepter en bloc. Quelque peu structuraliste par son systématisme, bien qu'aux antipodes du refus structuraliste de poser la question de l'origine, elle pose certainement des problèmes d'un point de vue chrétien. On se demande notamment quel jeu elle peut bien laisser au Saint-Esprit entre les mailles serrées de son système clos. Mais alors qu'on en discute ! Tout plutôt que ce silence des Églises établies, signe inquiétant de dégénérescence intellectuelle et spirituelle.

La question de Dieu face à la science

Il est une autre bonne nouvelle, d'une immense portée, qui n'est pas parvenue aux oreilles du monde chrétien et qui, divine surprise, nous vient du monde de la science. En cette fin du XX^e siècle, les irrésistibles progrès de la physique, de la cosmologie et de la biologie, nous permettent de connaître l'histoire de l'univers sur une durée qui est d'environ dix-huit ou vingt milliards d'années.

« C'est la grande découverte du XX^e siècle et même des temps modernes », s'écrie Claude Tresmontant.

Nous savons d'ores et déjà que l'univers a eu un commencement, qu'il est un système historique, évolutif, dans lequel l'information et l'organisation augmentent constamment et d'une manière irréversible et accélérée. Or cette découverte, qui, pour la première fois, permet l'unification du champ temporel, est une confirmation implicite sinon explicite du récit biblique de la création. Mais surtout elle rend de plus en plus intenable les positions du matérialisme classique.

D'une part, l'évolution de la physique contemporaine a fait voler en éclats la conception matérialiste de la matière comme substance solide, pondérable et continue. Dès 1905, Einstein montra l'équivalence bien connue entre la lumière, l'énergie et la matière, dont des recherches ultérieures devaient mettre en évidence l'expression à la fois ondulatoire et corpusculaire. À partir de là, il s'avère que l'existence même de la matière, le fait matériel lui-même dépend de quelque chose qui n'est pas la matière. De dire, dès lors, que la matière est l'essence même de l'univers, qu'elle est l'Être absolu, comme l'affirme le matérialisme classique, a perdu tout son sens pour le physicien actuel qui est obligé de constater :

1. Que la réalité-matière, ne possède pas en elle-même la cause de sa propre existence ;
2. Que cette réalité-matière, aussi bien dans son existence que dans son évolution est la mise en œuvre continue, permanente d'éléments non-matériels, non temporels et non-spatiaux : les concepts mathématiques qui régissent ses manifestations et qui appartiennent à un monde causal qu'il est impossible d'appréhender dans la dimension physique.

D'autre part, dans le domaine de l'astrophysique, le modèle qui s'est imposé à quasiment toute la communauté scientifique depuis 20 ans est celui d'un univers en expansion à partir d'un *big bang* initial. En 1965 effectivement, Penzias et Wilson découvraient le fameux rayonnement

cosmologique à 3° Kelvin (- 270° Celsius) qui baigne les étoiles, les galaxies et les superamas de galaxies. C'était là la vérification expérimentale de l'hypothèse d'un astrophysicien nommé Gamow qui avait prédit 30 ans auparavant l'existence d'un rayonnement qui serait comme un écho du *big bang* et un fossile datant des tous premiers instants de l'univers.

De cette découverte et de toutes les données récentes de la cosmologie, il ressort un fait capital : l'univers a une histoire. Cette histoire n'est autre que celle de sa genèse, ou de sa création. C'est seulement aujourd'hui, souligne Claude Tresmontant, que nous commençons à comprendre la signification de la création et cela non pas en dépit de la science mais grâce à elle. Étant montré que l'univers a un commencement radical, nous savons maintenant qu'il n'a pas en lui-même la cause matérielle de son existence. L'ordre biblique de la création tient là un argument décisif en sa faveur.

L'évolution c'est la création

Mais il reste encore, pour établir le fait de la création, à prouver que l'œuvre créatrice se poursuit tout au long du développement de l'univers à travers une série de commencements, de créations de nouveautés qui laissent entendre qu'il ne possède pas en lui-même sa propre finalité. Les nouvelles découvertes de la biologie devaient amener un apport décisif en la matière.

Pour aller directement au vif du sujet, la biologie moderne a complètement remis en cause le point de vue matérialiste traditionnel qui concevait le vivant comme une forme mue mécaniquement de l'extérieur. Elle le définit plutôt comme un être qui possède en lui-même le principe de ses propres transformations, un être doué des capacités d'autoconservation, d'auto-régulation et d'autoreproduction. L'apparition de l'être vivant dans l'univers représente une véritable nouveauté, une création qui n'est pas réductible à une potentialité inscrite dans la matière et que rien dans le passé de l'univers ne permettait d'anticiper. De plus, connaissant l'incroyable complexité du plus petit organisme vivant connu qui comporte 239 protéines, il apparaît mathématiquement impossible, en jouant sur les probabilités dans les conditions qui sont celles de l'univers, que la vie soit apparue « par hasard », c'est-à-dire en l'absence de tout dessein, de toute intelligence organisatrice. Un « coup de pouce » a dû nécessairement intervenir de l'extérieur pour permettre la vie.

De même, il n'est pas explicable qu'une fois la vie apparue sur la Terre, l'évolution soit allée de plus en plus vite au fur et à mesure qu'elle inventait des êtres nouveaux, toujours plus perfectionnés et complexes. Curieux hasard qui deviendrait plus intelligent à chaque réussite, à la manière d'une personne jouant à la roulette et qui gagnerait tous ses coups de plus en plus vite.

Pour les tenants du hasard et de la nécessité, il devient de plus en plus problématique de nier toute intentionalité, toute finalité intelligente dans l'univers, tandis que le fait de l'évolution apporte une confirmation vivante de la théorie biblique de la création. L'évolution nous enseigne en effet que l'information n'a pas cessé de croître au cours du temps, créant des êtres nouveaux et inédits que rien, dans le passé de l'univers, ne permettait d'anticiper. L'univers prouve ainsi sa radicale contingence, sa relation permanente à une source d'information qu'il ne possède manifestement pas en lui-même.

En bref, alors que la cosmologie nous aide à comprendre l'Univers comme une création, la biologie moderne nous en donne l'image d'une création continue où de nouveaux êtres, toujours plus perfectionnés, sont constamment produits.

Un cadeau du Ciel

Nous assistons donc à une formidable convergence qui est le fait marquant au XX^e siècle. Convergence de toutes les sciences expérimentales, d'abord, qui en additionnant toutes leurs découvertes, nous procurent une vision synthétique du monde extrêmement grandiose embrassant la totalité de l'univers, depuis les premières secondes jusqu'à aujourd'hui. Convergence entre la science et la religion ensuite puisque la doctrine athée de l'autosuffisance et de l'absoluité de l'univers se trouve ruinée à la base et que le récit biblique de la Genèse est confirmé sinon littéralement, du moins dans son sens profond.

Il y a là pour la pensée chrétienne une chance unique, un véritable cadeau du Ciel. Sans qu'elle n'ait eu le moindre effort à faire, la science l'a rejoint pour abonder aujourd'hui dans le sens de son enseignement de base. Mais le pire est que tout le monde a l'air de s'en désintéresser. Alors qu'en France nous avons la chance d'avoir des penseurs dont l'apport novateur a consisté à montrer l'échec du rationalisme athée dans les domaines des sciences expérimentales (Claude Tresmontant), des sciences humaines (René Girard) et de la philosophie (Maurice Clave), leur voix se perd comme le prophète qui crie dans le désert et leur œuvre n'a pas donné lieu à une descendance intellectuelle digne de ce nom. Alors que jamais l'idée de Dieu n'a davantage été en position de renouveler tout le champ de la pensée, le terrain fertile est laissé en friche.

III

Le système des valeurs en crise

La troisième crise qui frappe de plein fouet la société occidentale est celle des valeurs traditionnelles qui lui ont servi de fondement moral depuis que l'Europe a été christianisée.

Cette crise est d'abord celle de la famille qui, comme le reconnaissent les sciences humaines, est le lieu privilégié de transmission des valeurs et de la culture en général. Noyau dur, central de la société où le petit d'homme fait la découverte de l'amour, l'apprentissage des relations humaines et l'acquisition du bagage culturel qui lui permettront de vivre parmi ses semblables, la famille est une réalité incontournable. Tous les utopistes et autres champions de la table rase qui l'ont ignoré s'y sont cassé les dents, depuis les promoteurs des communautés socialistes du siècle dernier qui voulaient mettre les femmes en commun jusqu'aux premiers bolchevistes qui avaient programmé l'abolition de l'institution matrimoniale.

L'institution familiale à la dérive

Comme le montrent notamment, à partir de données chiffrées, les analyses anthropologiques d'Emmanuel Todd, la structure de la famille est l'élément dominant, le plus stable et le plus permanent, plus déterminant même que la langue, dans l'évolution d'une société. Selon les conclusions de son ouvrage écrit en collaboration avec Hervé Le Bras, *L'Invention de la France*, la structure des familles permet de définir des entités régionales – Nord, Aquitaine, façade méditerranéenne, Bourgogne, Péninsule bretonne, Est alsacien, pays situés au Nord de la Loire – qui réapparaissent, inlassablement, dans les cartes démographiques et politiques. Ainsi pouvons-nous encore repérer aujourd'hui, d'après la structure des familles dans ces diverses régions, les groupes humains qui ont peuplé le territoire national entre l'époque néolithique et celle des grandes invasions. « La répartition dans l'espace, commentent les deux auteurs, des types de familles, des modèles de mariage, des naissances naturelles, du travail féminin, de la violence, de la fécondité des couples, révèle la persistance, au terme de 1 500 ans de bouleversements historiques, économiques, administratifs, de structures anthropologiques distinctes. Les systèmes de parenté résistent aussi bien à l'usure du temps que certains éléments radioactifs comme le Radium 226, dont la période (demi-vie) est de 1 620 ans ».

Pour illustrer la résistance des comportements familiaux à l'épreuve du temps, Todd et Le Bras citent encore les études récentes de Peter Laslett sur l'illégitimité. « Surpris par la permanence géographique des poches de naissances « naturelles » en Angleterre, Laslett fut amené à reconstituer de véritables généalogies villageoises de l'illégitimité, les bâtards se succédant dans les mêmes lignées au long des générations. L'illégitimité est reproduite automatiquement, sans qu'un mot soit prononcé, sans qu'une théorie soit élaborée, parce qu'elle est, dans certaines familles plus que d'autres, considérée avec laxisme. »

En d'autres termes, les comportements familiaux sont les plus profondément enracinés des comportements sociaux. Leurs mécanismes inconscients de reproduction peuvent franchir

allègrement les siècles. Mais, si un élément déviant intervient, il est tout aussi susceptible de se reproduire et de perdurer. Et, avec ses équilibres familiaux, c'est toute la stabilité d'une société qui est remise en cause.

Nous mesurons là la gravité de la crise qui nous frappe aujourd'hui où tout un ensemble d'usages et de coutumes qui avaient été mis en place depuis des siècles est en train de s'effriter sous nos yeux. L'institution de la famille n'est même plus violemment contestée comme à l'époque où André Gide s'écriait : « Familles, je vous hais ; foyers clos ; portes refermées ; possessions jalouses du bonheur ». Car elle ne semble plus offrir un rôle de résistance capable d'endiguer les forces de dissolution qui se déchaînent.

Les enjeux du déclin démographique

Rien davantage que les courbes démographiques ne mettent en évidence la décomposition de l'institution familiale. Vers la fin des années 60, on voit non seulement la croissance de la population cesser dans l'ensemble des pays de souche européenne, mais la courbe progressivement s'inverser. En 1969, on entre dans la zone rouge du non-renouvellement de la population (2,10 enfants par femme) en Suède ; en 1971, c'est le tour de l'Allemagne. Les autres pays industrialisés suivront la même voie, dont la France en 1974.

Le maintien de cette tendance nous donne d'effarantes projections vers l'avenir. En 2080, l'Allemagne Fédérale passerait de 62 à 17 millions d'habitants (s'il y avait stabilité de la fécondité au niveau actuel) ou même 10 millions d'habitants (si le reste de l'Allemagne s'alignait sur les provinces les plus touchées). En d'autres termes, l'hécatombe qui menace les pays de civilisation européenne tout comme l'Allemagne serait d'une ampleur plus importante que les vagues de peste médiévales qui, en un siècle, ont fauché près de la moitié de la population européenne et abouti à un recul général de la civilisation.

Car l'enjeu de cet effondrement démographique est bien plus qu'une question de chiffres. Comme l'a parfaitement montré Pierre Chaunu, « pour l'historien, l'indicateur démographique constitue la jauge, la ligne de vie, la ligne de flottaison » d'une société. Comme l'illustre l'exemple de l'Empire romain, il y a globalement concomitance entre déclin d'une civilisation et déclin de la courbe démographique. La décadence et l'effondrement du monde et de la civilisation antiques, c'est, d'abord, et presque essentiellement, la déchirure des mailles d'un réseau de peuplement. À partir des années 166-180 après J.-C., l'Empire romain est entré dans une spirale implosive qui l'a conduit au V^e et VI^e siècles à une population qui n'était plus que de 20 % des niveaux de départ. Ce qui est notamment compromis dans un tel processus est la transmission de la culture qui ne peut plus se faire. Déclin culturel et déclin démographique sont irrémédiablement liés.

La détérioration du mariage chrétien à l'origine de la dénatalité

Le cas de la France mérite un examen particulier, car, malgré le redressement provisoire de ses courbes de natalité vers le milieu du XX^e siècle, elle a ouvert la voie du déclin pour les autres pays européens.

Analysant le XVIII^e siècle, Fernand Braudel remarque que « la contraception a pénétré les mœurs françaises particulièrement tôt, si l'on songe à la chronologie des mêmes processus en Europe. Aux historiens de l'expliquer comme ils voudront, l'évolution des pratiques se précipite littéralement avec la Révolution française si, de toute évidence, elle n'a pas commencé avec elle. »

À l'origine du phénomène, on distinguera deux phases : une phase lente de 1680 à 1790, où l'on voit insensiblement de petits groupes humains adopter un comportement démographique très différent de la moyenne : la haute noblesse de cour, d'une part, qui passe de près de sept enfants à deux enfants par couple en un peu moins d'un siècle ; certaines catégories particulières ensuite, comme les vigneron, paysans parcellaires ultra-individualistes, qui créent des taches micro-régionales de malthusianisme précoce.

La phase rapide du processus aura pour détonateur la Révolution française qui voit la généralisation d'un malthusianisme hédoniste qui fait passer le nombre moyen d'enfants par couple français de cinq à moins de deux. Le mouvement de rupture commence en 1790, par une véritable explosion de comportements, de restriction brutale, quasiment névrotique de petites minorités. On assiste à une multiplication de mariages précoces qui sont des mariages hédonistes se désintéressant de la procréation. La répercussion de ce phénomène s'observe avec un effondrement net de la courbe de la fécondité entre 1797 et 1801, constaté par une enquête de l'INÉD.

Mais comment interpréter le précoce refus de descendance qui se manifeste en France avant partout ailleurs ? L'évolution de la pensée de Fernand Braudel sur ce point est assez remarquable. À l'origine, l'auteur de *La Méditerranée* était partisan d'une interprétation économico-démographique de type « matérialiste », selon laquelle le phénomène serait dû à une surpopulation chronique de la France en fonction de ses ressources. Mais, sans complètement abandonner sa théorie, il avoue avoir été progressivement gagné aux thèses adverses de type culturel ou « idéaliste » d'Alfred Sauvy. Selon le grand démographe, la restriction des naissances en France est plutôt la conséquence d'une libération des gens des contraintes, de l'enseignement et du joug de l'Église. Dès le milieu du XVIII^e siècle, les ecclésiastiques avouent avoir le plus grand mal à obtenir de leurs fidèles le respect de la doctrine de l'Église sur la contraception, comme le témoigne monseigneur Bouvier, évêque du Mans, en 1842. C'est donc la détérioration du mariage chrétien traditionnel, déjà en cours durant le siècle des Lumières et précipitée sous la Révolution française, qui serait à l'origine du ralentissement démographique précoce de la France.

La France médiévale, laboratoire du système familial occidental

Cette désaffection est d'autant plus significative que c'est dans le laboratoire de la France du Nord qu'entre l'an Mil et le début du XIII^e siècle s'installent les règles et les rites du mariage chrétien. C'est là, dans le territoire contrôlé par le roi capétien, que se met en place un système familial qui est la marque la plus profonde de la société d'Occident, et qui achève de se délabrer sous nos yeux.

L'élaboration de la doctrine officielle de l'Église en matière de mariage remonte à Saint Augustin, à l'orée du V^e siècle. Mais cette doctrine basée sur les préceptes évangéliques n'avait pu vraiment se concrétiser dans une pratique coutumière durant les siècles suivants, à cause de l'absence d'une assiette sociale stable. Ce n'est qu'au XI^e et XII^e siècles, période de christianisation effective de la société occidentale, que se constituèrent un modèle de conjugalité et un système familial qui en sont l'émanation. C'est alors notamment que fut institutionnalisé le sacrement du mariage.

Les grands principes du système augustinien se résument comme suit : supériorité de la virginité sur le mariage ; caractère divin de l'institution du mariage dont la finalité est la procréation ; tolérance de l'acte sexuel dans le mariage ordonné à la procréation ; condamnation des rapports en dehors du mariage (rapports prémaritaux et adultère) et des pratiques déviantes (homosexualité, inceste) ; interdiction de tous les procédés susceptibles d'entraver la procréation.

On pourra toujours épiloguer sur le fait que reconnaître la supériorité de la virginité, comme le fait saint Augustin, est potentiellement culpabilisateur pour ceux qui ont choisi le « moindre mal » du mariage, mais il n'en demeure pas moins que la doctrine augustinienne est profondément équilibrée par rapport à la logique mortifère des sectes hérétiques qui condamnaient la transmission de la vie et cautionnaient souvent la recherche du plaisir dissocié des fins de procréation.

Les vertus du modèle familial chrétien

Innovation majeure de l'époque de la chrétienté rayonnante : la pratique du mariage tardif qui oblige les jeunes gens à un investissement ascétique semblable à celui des moines. De cette pratique, qui distingue la chrétienté latine des autres sphères de civilisation où le mariage pubertaire est généralisé, la société d'Occident tirera le meilleur d'elle-même, nous assure Pierre Chaunu : « Outre les vertus cérébralisantes de l'ascèse sexuelle généralisée, le mariage tardif a permis les plus forts investissements éducatifs et une évolution vers un statut meilleur, moins inégalitaire de la femme. »

Il faut savoir effectivement, poursuit l'historien, que notre espèce, *l'homo sapiens sapiens*, a perdu les dernières conduites instinctives que les archanthropes avaient sans doute conservées. Entre autres particularités placées en lui par la nature, « l'être humain est beaucoup plus profondément sexué que n'importe quel être vivant. L'appel de notre être vers l'être complémentaire, l'autre moitié de nous-même, est d'autant plus poignant que notre gros cerveau (qui, avec ses 1 011 neurones et 1 015 synapses, est un objet plus complexe qu'une galaxie de 1 011 étoiles qui n'aurait pas donné naissance à la vie) nous offre dans l'ordre de *l'ubris*, du *sapiens-demens*, comme aime à dire Edgar Morin, une infinité de fuites, de projections, de transpositions. L'érotique est donc intimement mêlé à toute expression artistique. L'érotique doit être contrôlé. Il en va de notre équilibre, de notre bonheur et des possibilités de jouissance que nous offre cette structure fragile de notre être. L'érotique est le secteur privilégié presque caricatural de l'auto-étouffement. Les débordements sexuels sont donc un symptôme presque constant des phases de décadence ». On pense ici au monde antique finissant qui, à force d'explorer les voies du plaisir dans toutes les directions, aboutit au collapsus interne.

Or notre civilisation hédoniste où la satisfaction du désir est devenue une fin en soi n'a rien à envier à la Rome décadente. Le « droit au plaisir » prioritaire a donné lieu à une prolifération de modes de vie parallèles qui menacent de rendre minoritaire le modèle jusqu'alors universel du couple marié stable avec ses enfants.

Le modèle conjugal classique doit-il devenir minoritaire ?

Dans la société américaine où s'observent beaucoup de tendances que l'on retrouve quelques années plus tard en Europe, c'est la question de la survie même de l'institution matrimoniale qui se pose. Les statistiques de l'État de Californie, laboratoire avancé de toutes les expérimentations sociales aux États-Unis, montrent que tout mariage contracté a plus de chances de s'achever en divorce que de perdurer. L'homosexualité touche déjà 30 % de la population adulte de San Francisco. Quant aux mères célibataires, elles donnent naissance à 16 % des enfants au niveau national. Dans la communauté noire, le phénomène prend l'ampleur d'un véritable fléau avec un taux de 53 % d'enfants sans père.

Dans l'ensemble des pays occidentaux, on constate, à diverses manifestations, l'érosion du modèle de conjugalité classique. La pratique du mariage tardif hédoniste, à ne pas confondre avec le mariage tardif ascétique d'inspiration chrétienne, se généralise. Le concubinage en France touche maintenant un million de couples qui donnent en moyenne vingt fois moins d'enfants que les couples mariés. La cérémonie devant monsieur le Maire est de moins en moins ressentie comme une nécessité sociale. C'est donc non seulement l'institution du mariage chrétien que nous voyons s'effondrer devant nous, mais celle du mariage civil. Quant aux couples mariés, ils sont de plus en plus nombreux à refuser toute descendance, comportement qui aurait été jugé aberrant dans la société traditionnelle. En République Fédérale d'Allemagne, 30 % des couples mariés sont dans ce cas.

Ainsi nous en arrivons au point où le modèle du couple marié avec enfants n'est plus la norme de notre société, comme cela avait été le cas pendant des siècles, mais simplement un choix parmi tout un éventail de modes de vie et de comportements sexuels à choisir à la carte. Le dénominateur commun de tous ces autres modèles, c'est la recherche individualiste du plaisir absolument dissocié de la transmission de la vie, une logique de stérilité et, n'ayons pas peur de le dire, de mort.

En outre, le modèle conjugal n'est pas pour autant exempt d'obstacles quand il doit transmettre la vie, puisque le couple moderne dispose maintenant de techniques anticonceptionnelles totalement efficaces. Contraception, avortement et stérilisation éliminent la moindre part de risque dans la conception de l'enfant. En d'autres termes, la programmation de la vie se fait désormais par une décision froide et cérébrale qui brise les mécanismes secrets de corrélation entre le psychique et le physiologique, d'équilibre entre l'esprit et le corps.

Avec la révolution contraceptive, la boucle est bouclée qui aboutit à une dissociation systématique de la sexualité, de l'amour et de la transmission de la vie, qui formaient un tout indissociable dans la conception chrétienne. C'est donc l'être humain au plus profond de lui-même qui est atteint et non seulement le modèle social de la famille.

L'inflation pornographique en France

En filigrane de la crise de la famille, nous trouvons une crise morale qui, en France, prend des proportions particulièrement préoccupantes. Selon l'enquête européenne conduite par Jean Stœtzl, notre pays se situe en tête de tous les pays de la CEE pour l'indice moyen de permissivité sur vingt-deux comportements habituellement jugés immoraux (vol par rétentation, aventure entre personnes mariées, homosexualité, corruption, usage de drogue, vol temporaire de voiture, rapports sexuels entre mineurs, etc.) Pour le respect des prescriptions du Décalogue, qui a servi de fondement moral à l'Occident depuis deux millénaires, la France est avant-dernière, dépassée seulement par le Danemark.

Et, de fait, les signes inquiétants se multiplient dans notre pays. L'inflation pornographique y a pris des proportions sidérantes, notamment dans le domaine publicitaire, laissant loin derrière d'autres pays qui pourtant « en ont vu d'autres ». Nous en sommes au point, inimaginable il y a quelques années, où des affiches représentant des attouchements lesbiens pour vanter les mérites d'un nouveau magazine ont été placardées sur les murs de toutes les villes de France. Ainsi, note le magazine *Le Point*, « la publicité donne de la France l'image d'un pays obsédé par le sexe. Ordinateurs lubriques (Rank Xerox), café aphrodisiaque (Carte Noire), bouteille d'eau minérale qu'une caresse décapsule (Perrier), cognac invitant à « l'audace » les deux jeunes femmes qui le dégustent sur un canapé (Bisquit). Tous les produits semblent destinés, par nature, à stimuler l'orgasme. Même les pâtes alimentaires. Qu'une voix féminine murmure lascivement une recette

au téléphone et voilà, à l'autre bout du fil, l'interlocuteur mâle au comble de l'excitation (Rivoire et Carret).

Cette omniprésence érotique sans équivalent dans le monde sidère les étrangers. Récemment, le magazine américain *Time* lui consacrait un article narquois, sous le titre suivant : « Du sexe, s'il vous plaît, nous sommes français. »

Le pire est que l'érotisation à outrance des messages commerciaux, qui remonte au début des années 80, s'est développée sans rencontrer de résistance dans le public. Il n'y a pratiquement pas eu de protestations au niveau des particuliers et on n'a vu aucun groupe monter au créneau pour dénoncer l'incroyable escalade. La discrétion des autorités religieuses en ce domaine confirme, si besoin est, que notre pays est bien l'homme malade de l'Église.

Un discours hédoniste totalitaire

Du côté du cinéma, la prolifération ces dernières années des films consacrés à l'homosexualité, à l'inceste et au sado-masochisme semble suggérer que l'on a déjà épuisé les possibilités de stimulation avec les formes de sexualité considérées jusque-là comme « normales ». Et là aussi même réaction de passivité de la part du public. Si le moindre petit noyau de citoyens excédés par l'invasion pornographique ose effectivement se manifester, il est immédiatement catalogué parmi les « ligues de vertu » ou « défenseurs de la morale », c'est-à-dire des sinistres et ronchonnants personnages qui se mêlent de donner la leçon aux autres. Accablés sous les quolibets, ils doivent vite battre en retraite.

C'est là où nous mesurons à quel point le discours hédoniste est devenu sans doute le plus totalitaire de la société occidentale. Ayant tout envahi, il ne laisse plus de place à aucun autre discours. Les éducateurs (qu'ils soient du secteur privé ou laïque), les prêtres, les parents qui ne partagent pas ses conclusions, sont forcés au silence, laissant les jeunes sans la moindre défense contre les multiples sollicitations de notre société des plaisirs, à l'âge où l'on y est précisément le plus vulnérable.

La drogue touche déjà en France 2 500 000 personnes, pour la plupart des jeunes, et, parmi ceux-là, 200 000 en sont déjà au stade de l'héroïne. Quand on sait qu'il faut 1 000 F par jour pour ne pas tomber « en manque » et que les drogués sont prêts à tout pour satisfaire leur besoin (cambriolages, meurtres, prostitution), on peut mesurer la gravité de la situation.

Rock'n'roll et satanisme

Quant au rock'n'roll, dont on a dit qu'il formait le fond de culture de la jeunesse internationale, il n'est pas toujours l'innocent divertissement que l'on croit. Certaines formes de rock ont élaboré leur type de *beat* (répétition de pulsations régulières qui caractérise le rythme de cette musique) de façon à stimuler certaines sensations particulières. Ainsi, dans le *hard rock*, le *beat* est étudié de manière à exaspérer les instincts sexuels. Dans l'*acid rock*, il est conçu de façon à favoriser la réaction du système nerveux et du cerveau aux diverses drogues hallucinogènes (LSD, morphine, cocaïne, héroïne, etc.) L'objet du *punk rock* enfin est d'exaspérer les instincts de violence, de meurtre et de rébellion jusqu'à stimuler, comme on l'a vu dans certains cas, les participants à l'automutilation ou à l'agression physique du partenaire.

Sachant que 87 % des adolescents en Amérique passent de trois à cinq heures à écouter de la musique rock, on imagine les dommages ainsi causés sur leur équilibre psychique.

Mais les méfaits du rock peuvent prendre des formes encore plus inquiétantes. Un prêtre canadien, le père Jean-Pierre Régimbal, a écrit un livre pour dénoncer la pratique des messages subliminaux par plusieurs groupes rock des plus connus.

Comme l'indique le terme subliminal, il s'agit de la transmission d'un message destiné à atteindre l'auditeur « juste en-dessous du seuil de sa conscience ». Pareil message échappe à l'oreille, aux yeux, aux sens externes et pénètre dans le subconscient profond de l'auditeur, lequel est complètement sans défense contre cette forme d'agression. La technique subliminale est connue dans le domaine de la publicité, du film, de la radio et de la télévision, où elle fait l'objet de strictes interdictions légales. Mais une faille de la législation lui a laissée le champ ouvert dans le domaine du disque et de la cassette.

C'est en 1968 que les « inoffensifs » Beatles devaient inaugurer cette pratique avec la parution de leur *Devil's White Album* (l'album blanc du diable) où l'audition à rebours de la chanson *Revolution number 9* faisait entendre très audiblement un message blasphématoire contre Jésus Christ répété une dizaine de fois : « *Turn me-on dead man* » (allume-moi sexuellement, homme mort). Il faut savoir ici que les recherches sur ce phénomène prouvent que le subconscient est parfaitement capable de décoder une phrase énoncée à rebours.

Dès lors le recours au *backward masking process* (enregistrement à rebours camouflé) allait prendre une ampleur considérable chez nombre de groupes rock dans une intention bien précise : faire passer des messages inspirés par le culte de Satan, la lecture à rebours étant une spécialité des religions lucifériennes. Que l'on croie ou non dans le Malin importe peu ici. L'évidence est qu'une proportion énorme de groupes rock donnent dans l'occultisme de l'espèce la plus ténébreuse et que leur musique est un appel aux forces les plus destructrices de l'inconscient.

Des sorciers sur les ondes

L'ancien artiste-rock Gary Greenwald fut l'un des premiers à révéler la présence de messages subliminaux dans des disques parmi les plus populaires chez la jeunesse. Un comité de l'Assemblée législative de la Californie fut saisi de plusieurs plaintes de citoyens présentées par le Comité pour la protection des consommateurs. Et le groupe Led Zeppelin écopa d'une enquête systématique pour l'une de ses chansons, *Stairway to Heaven* (Un escalier pour le ciel) où l'audition à rebours permettait de clairement capter les messages subliminaux : « *I've got to live for Satan* » (Il faut que je vive pour Satan) et « *My sweet Satan, no other made a path...* » (Mon doux Satan, nul autre n'a tracé de route).

Mais Led Zeppelin est loin d'être le seul groupe engagé dans ces pratiques. Parmi les plus connus, il faut citer les Rolling Stones dont le leader Mick Jagger se proclame le « Lucifer du rock », le chanteur Alice Cooper, qui témoigne avoir pris le nom d'une sorcière morte un siècle auparavant et le groupe Black Sabbath (le Sabbat Noir) qui s'est ouvertement spécialisé dans le *satan rock* et a délibérément exploré toute la veine de l'occultisme et du satanisme depuis la « messe noire » jusqu'au sacrifice humain.

Il serait trop long de citer tous les groupes impliqués dans ces étranges pratiques. Mais nous noterons simplement la prolifération depuis les années 70 des pochettes de disques où l'on voit apparaître toute la pléthore des symboles de la sorcellerie (triangles renversés, chiffre 666 de l'antéchrist, cercles magiques, etc.) à côté de nudités, de scènes de sacrifices humains, de messes noires et de symboles phalliques et vaginaux.

Remarquons ici la corrélation qui se vérifie toujours dans les manifestations les plus extrêmes de la morbidité entre le goût macabre et l'appel à la destructivité pure d'une part, l'hyper-charnel

et l'hypersexuel d'autre part. Nous rejoignons là les conclusions de l'historien de la mort en Occident, Philippe Ariès.

Si le phénomène du rock sataniste nous paraît mériter ce développement, c'est comme signe des temps : les sorciers et les sorcières, que l'on immolait sur les bûchers au Moyen Âge, bénéficient aujourd'hui de programmes tous les samedis soir sur les ondes de la télévision nationale. Il n'est pas question, bien entendu, de préconiser un retour aux méthodes de l'Inquisition, mais de constater que la confusion des valeurs en Occident a atteint des sommets difficilement surpassables. Notre société se comporte exactement comme ces mouches de laboratoire sur lesquelles on a pratiqué une opération qui les a dépourvues de tout sens de l'orientation. Elle a perdu jusqu'à l'instinct de survie, ce principe premier de toute sagesse.

Un noyau pour donner le sens

Si la société occidentale se retrouve ainsi désorientée, privée de tout ce qui donne signification à ce que l'on est, sens à ce que l'on fait et espoir dans l'avenir, c'est que l'Église y a perdu son rôle de gardienne des valeurs éternelles et de référence morale incontestable. Là encore nous nous référerons à Pierre Chaunu : « Une société même complexe, surtout une société complexe ne peut survivre sans une minorité religieuse équilibratrice, une minorité qui donne un sens auquel la majorité se réfère implicitement. » Effectivement, les fidèles engagés dans une pratique complète, adhérant à un credo cohérent, ont toujours constitué une minorité, même à l'époque de la chrétienté rayonnante. « Mais c'est par rapport à ces minorités que s'organisent le système des valeurs et les axes d'espoir sinon d'espérance qui permettent de vivre. »

Jusqu'en 1960, le système avait parfaitement fonctionné du fait de la permanence de ce noyau dur, ferme et cohérent, mais en gros depuis Vatican II — cause ou conséquence ? — les vents de l'air du temps soufflent dans une autre direction. Le problème n'est pas que le christianisme ne soit plus la religion de la multitude, puisqu'il ne l'a jamais été que formellement, mais la dissolution interne du noyau. L'Église n'est plus le sel de la terre comme le lui avait commandé Jésus Christ et « si le sel perd sa saveur, avec quoi le lui rendra-t-on ? »

Dans le courant des années 60, l'Église a évolué exactement comme si elle prenait un malin plaisir (au sens plein du terme) à se renier elle-même. L'hégélianisme, le marxisme et le freudisme ont envahi l'enseignement prodigué dans les séminaires, qui restent à ce jour les seuls endroits où ces idéologies sont encore considérées comme à la mode. Les conférenciers se sont succédé dans les couvents pour briefer les nonnes sur les conséquences néfastes d'une répression de la libido. Et l'on a vu les thèmes verticaux de la théologie classique (les notions de Dieu personnel, de création, de péché, de rédemption, etc.) disparaître du discours pastoral qui s'est gonflé d'une véritable logorrhée de social, d'humanisme protéiforme.

En conséquence, l'Église n'est plus en mesure de tenir sa fonction traditionnelle qui est de donner le sens à l'ensemble de la société. Et, privé de guidance morale et spirituelle, l'Occident traverse la plus grave crise de conscience qu'il ait connue en deux millénaires.

L'Église, dans sa grande majorité, ne sait plus parler de l'éternité et de la réalité transcendante qui donne leur sens aux choses. Et le plus grave est que, semble-t-il, elle ne veut plus le savoir. Elle n'a donc même plus l'excuse de l'ignorance et de la bêtise. À la question de savoir si la sottise était un péché, saint Thomas répondait qu'elle en était un quand elle provenait d'un « oubli des choses divines ». La formule du grand théologien est de l'actualité la plus brûlante.

Le besoin de sacré subsiste

Et pourtant le besoin religieux, le désir d'être relié à l'essentiel, au sacré, est loin d'être absent chez nos contemporains. 75 % des personnes dans l'ensemble de l'Europe occidentale continuent à croire en Dieu, d'après l'enquête de Jean Stœtzl. Plus de sept sur dix reconnaissent penser souvent ou de temps en temps au sens et au but de la vie, préoccupation qui est associée le plus souvent à des attitudes religieuses. Et il y en a encore six sur dix pour prier, méditer ou se recueillir. On ne trouve pas que des fidèles pratiquants parmi ceux-là, mais ils composent le tiers de ceux dont la pratique religieuse est nulle, le quart des sans-religion et presque le cinquième des athées.

Le besoin religieux n'a donc pas disparu de nos sociétés. Il a simplement été laissé en friche. Un peu d'eau sur cette graine livrée à l'aridité du désert et on la verra sans aucun doute germer et prospérer.

Nul doute qu'innombrables sont nos contemporains qui aimeraient entendre parler de Dieu avec sensibilité et profondeur. Mais c'est un trait statistique du discours catholique (et du protestant tout aussi bien) « que la véritable chute de fréquence des mentions du nom de Dieu », remarque Alain Besançon. Ce fait apparaît avec une aveuglante évidence si l'on compte les occurrences dans les déclarations de l'épiscopat français et des synodes réformés depuis 1960.

Des théories largement propagées dans les milieux du clergé comme la théologie de la mort de Dieu ont fait un mal considérable car, en voulant soi-disant « purifier » le christianisme de tout élément d'anthropomorphisme, elles ont tué le Dieu personnel. On continuera donc à mentionner Dieu épisodiquement, mais comme le Tout-Autre, l'Être abstrait, le principe impersonnel de l'amour, non plus comme le Dieu de l'amour vécu, le Dieu vivant. Nos « purificateurs » ne se rendent même pas compte qu'en élaborant leur Dieu qui n'est plus du tout à l'image de l'être humain, ils ont fondé un être humain qui n'est plus du tout à l'image de son créateur et qu'ils relèguent Jésus Christ exaltant son « père qui est dans les cieux » au rang de conteur de mythes et légendes.

Autre tabou moderne évoqué par A. Soljenitsyne : « Aujourd'hui, en plein XX^e siècle, il est presque devenu ridicule de parler de « bien » et de « mal ». Ce sont des idées considérées comme vieilles ». En effet, selon le discours progressiste, il est terriblement obscurantiste, terriblement prétentieux, de parler de « bien » et de mal » dans l'absolu. Et pourtant la fleur au milieu du champ qui reçoit les rayons bénéfiques du soleil n'a-t-elle besoin d'aucune explication philosophique pour croire » dans l'existence du soleil et n'a-t-elle non plus aucune raison de se prendre pour le soleil lui-même. Elle se contente d'accueillir sa lumière comme une bénédiction. Et ne savons-nous pas aussi parfaitement, dans les replis secrets de notre conscience, que nous agissons mal » à chaque fois que nous portons atteinte à l'intégrité physique ou morale de notre prochain.

Black-out sur la mort

Mais un signe montre plus que toute la décomposition du discours religieux, comme le met en évidence Michel Hulin dans sa remarquable étude sur l'imaginaire de l'au-delà, *La face cachée du temps*. Ce signe est l'impossibilité croissante chez nos contemporains de se représenter la mort et l'au-delà de la mort sous un visage tant soit peu intelligible. Alors que 59 % des Français croyaient dans la vie après la mort en 1947, ils ne sont plus que 35 % en 1981. Le fait capital ici est la disparition presque totale des attitudes traditionnelles ou « orthodoxes ». Alors que la vision de l'au-delà de la grande majorité s'alignait encore sur l'enseignement de l'Église il y a quarante ans, à peine trouve-t-on un sur vingt des témoignages qui soient aujourd'hui conformes aux dogmes

de l'Église. La vie après la mort fait l'objet d'une adhésion de plus en plus hésitante au niveau de la représentation que l'on peut s'en faire. Réincarnation, fusion de la conscience individuelle dans le « Grand Tout », croyance dans une immortalité sur terre devenue possible grâce aux progrès de la science, ont leurs nombreux partisans. Mais, pour la plupart, c'est le flou quasi total. L'angoisse du salut est un luxe que la plupart de nos contemporains ne peuvent même plus se permettre, car il faudrait pour cela qu'ils fussent d'abord assurés de la réalité même de la dimension de l'au-delà. L'élément nouveau ici est que la différence des attitudes envers l'au-delà des « croyants » et des « incroyants » s'efface. Il n'y a plus deux blocs de convictions qui s'affrontent, mais une masse mal différenciée qui partage les mêmes incertitudes. Les chrétiens ne savent plus littéralement à quel saint se vouer. Pour eux comme pour les autres, la mort est à nouveau dévoilée dans son horreur nue, elle pourrait sanctionner l'entrée dans le néant. Elle s'est « ensauvagée », pour reprendre l'expression de Philippe Ariès.

Notre objet ici n'est pas de proposer une représentation détaillée de l'au-delà, mais de simplement constater que le monde chrétien n'a plus de credo cohérent auquel se référer. N'ayant plus de vision claire de la vie éternelle, il perd par la même occasion sa faculté à donner un sens à la vie sur cette terre. Cette situation de vide ou de relativisme eschatologique est au cœur de l'actuelle crise religieuse de l'Occident.

Quand on mesure l'ampleur de cette crise, on ne peut plus s'offrir le loisir de s'affronter sur des divergences confessionnelles à propos de la doctrine de la transsubstantiation ou du rôle de la Vierge Marie. On ne peut pas suivre l'exemple de ces Byzantins qui se querellaient à propos du sexe des anges alors que les Turcs aux portes de la ville s'apprêtaient à les passer tous au fil de l'épée.

On ne peut pas se contenter non plus d'accuser le personnel de nos Églises de ne pas faire leur travail. Certains pasteurs abattent un travail considérable, à l'image du pèlerin Jean-Paul II sillonnant inlassablement les cinq continents pour regrouper les éléments perdus de son troupeau. Beaucoup d'autres assument beaucoup moins bien leur responsabilité et nous avons déjà parlé d'eux plus haut. Mais il faut bien se dire que nos pasteurs n'en feront jamais assez, car il reste toujours davantage à faire. Et il n'y a pas que les institutions ecclésiastiques pour répondre au besoin de sens et d'espoir existentiel de nos contemporains. Chacun d'entre nous, à partir de l'endroit où il se trouve, a aussi la responsabilité de témoigner de la Parole qu'il a reçue, quelle qu'elle soit.

Conclusion : il faut témoigner de l'essentiel

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'action d'un mouvement comme CAUSA qui entre dans une perspective strictement non confessionnelle. Non content de dénoncer le communisme et les matérialismes destructeurs et dissolvants de notre époque, CAUSA entend réaffirmer un certain nombre de principes directeurs qui ont fait la société d'Occident et qui seuls peuvent servir de base à sa reconstruction :

- La foi en Dieu qui est à l'origine de la création du monde et de l'être humain.
- La croyance dans les notions de bien et de mal, de vrai et de faux, de beau et de laid, comme des catégories absolues qui s'imposent à la conscience humaine.
- L'espérance dans la vie éternelle qui donne un sens à toutes nos actions sur la terre.
- L'affirmation de l'idéal de la famille comme lieu privilégié d'expérience de l'amour et de transmission de la vie.

À notre sens, il est absurde de chercher des solutions scientifiques, technologiques ou économiques à la crise du monde moderne car elle n'est pas une crise des structures matérielles, mais une crise du sens et des valeurs. Seules des réponses satisfaisantes à ses interrogations existentielles pourront aider la génération contemporaine à résoudre ses contradictions. Notre société occidentale a été fondée sur une certaine idée de Dieu. C'est en renouant avec cette idée, en n'hésitant pas à témoigner de l'essentiel à une époque qui est sur le point de l'oublier, que nous pourrons négocier au mieux le grand tournant de cette fin de siècle.

Sommaire

CAUSA.....	4
Introduction.....	5

I^{ere} Partie GESTA DEI PER FRANCOS

I. NAISSANCE D'UNE NATION AU SERVICE DE DIEU	9
La France sur les fonts baptismaux.....	9
La cérémonie du sacre de Reims.....	10
La France, « four où cuisait le pain d'Occident ».....	11
À la pointe de la réforme de l'Église	12
Le temps des cathédrales	13
Paris, mère des arts et des lettres	13
Les Francs, peuple de la Nouvelle Alliance	14
L'apogée du rayonnement capétien : Saint Louis	15
La déviation de l'idéal monarchique : Philippe le Bel	15
La France dans le malheur des temps	16
La résurrection du royaume des lys : Jeanne d'Arc	17
II. L'ÈRE DES DIVISIONS RELIGIEUSES	18
L'apport français à la Réforme.....	18
La tragédie des guerres de religion.....	19
Le démantèlement des libertés protestantes.....	19
Les effets pervers de la révocation de l'Édit de Nantes.....	20
La monarchie divinisée : Louis XIV	21
Une politique religieuse désastreuse	21
La fin du Grand Siècle des âmes.....	22
L'écrasement du jansénisme	23
III. DES LUMIÈRES A LA RÉVOLUTION : LA DÉCHRISTIANISATION EN MARCHE.....	25
L'héritage ambigu de Descartes	25
La dérive déiste.....	26
La critique de la religion révélée à l'origine des Lumières	26
Abattre la croix !.....	27
Le génie anti-chrétien de la Révolution française	28
Parallèles divergents avec la Révolution américaine.....	29
Le vrai tournant : la Constitution civile du clergé.....	30

L'engrenage déchristianisateur	31
Robespierre, grand-prêtre d'une nouvelle religion	31
Les séquelles de la fracture révolutionnaire.....	32
Un génocide franco-français : la Vendée	33
IV. HISTOIRE D'UNE GUERRE DE RELIGION :	
LE CONFLIT GAUCHE-DROITE.....	34
« Le cléralisme, voilà l'ennemi I ».....	34
Le mythe laïque et sa neutralité fictive	35
L'anticléralisme au pouvoir.....	35
Les origines religieuses du clivage gauche/droite.....	36
Le verdict des chiffres	37
Un clergé déboussolé.....	38
La gauche et ses démons anticléricaux	39
La droite face au chantage laïque	40
Le religieux banni de la cité	40
Conclusion : le pari de l'homme de foi.....	42

II^e Partie

LES TROIS DÉFIS

DU MONDE MODERNE

I. LA TENTATION DU COMMUNISME	45
Le communisme, un phénomène mal connu.....	45
Le plus grand génocide dans l'histoire de l'humanité	46
100 000 morts en Éthiopie	46
Une série d'Oradour-sur-Glane en Afghanistan.....	47
De nouveaux Khmers rouges aux Philippines	48
L'« effet Gorbatchev ».....	48
Le mythe des libéraux du Kremlin	49
Les agents de l'aveuglement	50
L'idéologie au cœur du système	51
Le rejet de Dieu, origine et fin du communisme	52
Une éthique révolutionnaire de substitution	53
Le pouvoir mortifère de l'athéisme d'État.....	53
La stratégie léniniste d'écrasement de la religion	54
Un cheval de Troie dans l'Église : la théologie de la libération	55
La fabrication de l'« Église populaire ».....	55
Une hérésie moderne.....	56
Une charité idéologiquement orientée : le CCFD	57
L'anticommunisme, un impératif moral catégorique	57

II. LE CRÉPUSCULE DES IDÉOLOGIES.....	59
La vocation prométhéenne du rationalisme moderne	59
L'impasse existentialiste	60
Sartre contre Sartre	60
Le déclin du marxisme	61
Freud ou la négation de l'âme	61
Le structuralisme ou la dissolution de l'être humain.....	63
M. Foucault, dernier prophète du Néant.....	64
Sous le signe de Nietzsche	65
Une pensée chrétienne à la recherche d'elle-même.....	66
Un pavé dans la mare rationaliste : René Girard	66
La question de Dieu face à la science.....	67
L'évolution, c'est la création.....	68
Un cadeau du Ciel.....	69
III. LE SYSTÈME DES VALEURS EN CRISE	70
L'institution familiale à la dérive	70
Les enjeux du déclin démographique	71
La détérioration du mariage chrétien à l'origine de la dé natalité	71
La France médiévale, laboratoire du système familial occidental.....	72
Les vertus du modèle familial chrétien	73
Le modèle conjugal classique doit-il devenir minoritaire ?.....	73
L'inflation pornographique en France	74
Un discours hédoniste totalitaire	75
Rock'n'roll et satanisme	75
Des sorciers sur les ondes.....	76
Un noyau pour donner le sens	77
Le besoin de sacré subsiste	78
Black-out sur la mort /	78
Conclusion : il faut témoigner de l'Essentiel.....	79

*Achévé d'imprimer en avril 1987
sur presse CAMERON,
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher*

Dépôt légal : avril 1987

N° d'impression : 686

Imprimé en France